



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 12 DÉCEMBRE 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12TH DECEMBER, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publi-

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

ation, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS.-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

5033

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS. A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

5034

Nominations

No 1368-660—Elec.

Nomination de 4 commissaires d'écoles.

Il a plu à M. l'Administrateur de la province, par un arrêté en Conseil en date du 3 décembre 1925, de nommer M. Joseph Gaudreau, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Paul-de-Montminy, dans le comté de Montmagny.

MM. Henri Morin, Victorice Saucier et Napoléon Gagnon, commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Françoise, dans le comté de Témiscouata. 5587

—No 520—Elec.

Nomination de 2 commissaires d'écoles.

Il a plu à M. l'Administrateur de la province, par un arrêté en Conseil en date du 4 décembre 1925, de nommer MM. Léo Kennedy et Charles Maher commissaires d'écoles pour la municipalité de Douglastown, dans le comté de Gaspé. 5589

Appointments

No 1368-660—Elec.

Appointment of 4 School Commissioners.

His Honour the Administrator of the Province has been pleased, by an Order in Council dated the 3rd day of December 1925, to make the following appointment: Mr Joseph Gaudreau, school Commissioner for the municipality of Saint Paul de Montminy, in the county of Montmagny.

Messrs Henri Morin, Victorice Saucier and Napoléon Gagnon, school commissioners for the municipality of Sainte Françoise, in the county of Temiscouata. 5588

No. 510—Elec.

Appointment of 2 School Commissioners.

His Honour the Administrator of the Province has been pleased, by an Order in Council dated the 4th of December, 1925, to appoint Messrs. Léo Kennedy and Charles Maher, School Commissioners for the municipality of Douglastown, in the county of Gaspé. 5590

Arrêté en Conseil

COPIE du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, daté du 3 décembre 1925, approuvé par l'Administrateur, le 4 décembre 1925.

Concernant la nomination de membres du jury pour attribuer des récompenses aux lauréats du troisième concours institué par la loi pour encourager la production d'œuvres littéraires et scientifiques.

2018

L'Honorable Secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 3 décembre (1925), recommande que M. le chanoine Emile Chartier,

Order-in-Council

COPY of Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated the 3rd December, 1925, approved by the Administrator the 4th December, 1925.

Respecting the appointment of members of the jury, to confer rewards on the prize-winners of the third Competition instituted by law to encourage the production of literary and scientific works.

2018

The Honourable the Provincial Secretary, in a memorandum dated the 3rd December, 1925, recommends:

M. Cannon F. G. Scott et M. Jean Charbonneau, soient nommés membres du jury pour attribuer des récompenses aux lauréats du troisième concours institué par la loi pour encourager la production d'œuvre littéraires et scientifiques, en remplacement de MM. René des Roys du Roure, Stephen Leacock et l'Honorable Thomas Chapais, démissionnaires.

Certifié,

5563

Le greffier Conseil exécutif,

A. MORISSET.

That Canon Emile Chartier, Canon F. G. Scott and Mr. Jean Charbonneau be appointed members of the jury to confer rewards on the prize-winners of the third competition instituted by law to encourage the production of literary and scientific works, to replace Messrs. René des Roys du Roure, Stephen Leacock, and the Honourable Thomas Chapais, resigned.

Certified,

5564

A. MORISSET,

Clerk of Executive Council.

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province of
Québec,
[L. S.]

F.-X. LEMIEUX.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

F. X. LEMIEUX.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Assis au Procureur-
Général.

ATTENDU que le secrétaire des commissaires nommé pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique-romain de Trois-Rivières, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis à Monsieur l'Administrateur de Notre dite province de Québec un décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse en date du 21 juillet 1925, détachant de la paroisse de Sainte-Flore, le comté de Saint-Maurice, le territoire ci-après décrit et l'annexant à la paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides, dans le même comté;

ATTENDU que le dit décret canonique est accompagné d'un certificat du dit secrétaire attestant qu'aucune opposition à la reconnaissance civile du décret canonique n'a été déposée à son bureau dans le délai prescrit;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 20 novembre, 1925, Nous avons confirmé et ratifié, et, par les présentes, confirmons et ratifions, pour les fins civiles, ledit décret canonique, et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire comprenant — en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Flore, dans la division d'enregistrement de Saint-Maurice — les lots numéros six cent sept, six cent huit, six cent neuf, six cent dix, six cent onze, six cent douze (607, 608, 609, 610, 611, 612), ainsi que la partie du lot numéro six cent treize (613) se situant au sud-ouest du chemin qui conduit à Saint-Gérard, tous dans le premier rang du canton de Shawinigan, et ces parties des lots numéros cent quatre-vingt-dix-huit, cent quatre-vingt-dix-neuf (198, 199) — dans la concession nord-ouest du chemin des Piles

CHARLES LANCTOT,
Deputy-Attorney-
General.

WHEREAS the secretary of the commissioners appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Three Rivers, as canonically recognized and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Administrator of Our said Province of Quebec, a decree of the Ecclesiastical Authority of said Diocese, dated the 21st of July, 1925, detaching from the parish of Sainte-Flore, in the county of Saint Maurice, the territory hereafter described and annexing it to the parish of Saint Gérard des Laurentides, in the same county;

WHEREAS the said canonical decree is accompanied by a certificate of the said secretary attesting that no opposition to the civil recognition of the canonical decree has been deposited at his office, within the delay fixed by law;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been complied with:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 20th of November, 1925, We have confirmed and ratified and hereby confirm and ratify, for civil purposes, the said canonical decree and We have ordered and declared and do hereby order and declare that the following territory, to wit:

The territory comprising — in reference to the official cadastre for the parish of Sainte-Flore, in the registration division of Saint-Maurice — the lots numbers six hundred and seven, six hundred and eight, six hundred and nine, six hundred and ten, six hundred and eleven, six hundred and twelve (607, 608, 609, 610, 611, 612), and the part of lot number six hundred and thirteen (613) situate on the south-west of the road which leads to Saint Gérard, all in the first range of the township of Shawinigan, and the parts of lots numbers one hundred and ninety eight, one hundred and ninety nine (198,

de la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine — appartenant au sieur Elzéar Lacerte et qui seraient limitées, par le sud-est, à une ligne menée parallèlement au chemin des Piles, à environ 8¼ arpents d'icelui, au nord-ouest—est détaché de la paroisse de Sainte-Flore et annexé à la paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides, comté de Saint-Maurice, et qu'il forme partie de cette dernière paroisse pour toutes les fins civiles, conformément aux dispositions de la loi.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable sir FRANÇOIS-XAVIER LEMIEUX, Kt., juge en chef de la Cour Supérieure de la province de Québec, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de Québec, ce QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la seizième année.

Le sous-secrétaire de la province.

5573

C.-J. SIMARD.

5574

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec—Salut.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires. Nous vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce CINQUIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-cinq, et de Notre Règne le seizième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,

5155—46-8

L.-P. GEOFFRION.

199) — in the northwest concession of Chemin des Piles of the seigniority of Cap de la Madeleine —belonging to Sieur Elzéar Lacerte and which are bounded on the southeast by a line drawn parallelly to Chemin des Piles, at about 8¼ arpents thereof, to the northwest—he detached from the parish of Sainte Flore and annexed to the parish of Saint Gérard des Laurentides, county of Saint Maurice, and shall form part of the latter parish for all civil purposes, pursuant to the provisions of law.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir François Xavier Lemieux, Kt., Chief Justice of the Superior Court of the Province of Quebec, Administrator of the Government of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said province, this FOURTH day of 1 ECSEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty five and in the sixteenth year of Our Reign.

C. J. SIMARD.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the SEVENTH day of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Trusty and Well-Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this FIFTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty-five and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

5156—46-8

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1925 et présentés avant le 28 janvier 1926. les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 janvier 1926, et reçues avant le 22 janvier 1926, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 11 février 1926.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1925, and introduced before the 28th January 1926; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th January, 1926, and received before the 22nd January, 1926; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 11th February, 1926.

Québec, ce 5 novembre 1925.

Le greffier,

5157-46-8

L.-P. GEOFFRION.

Quebec, 5th November, 1925.

L. P. GEOFFRION,

5158-46-8

Clerk.

Lettres patentes

Letters patent

"Abitibi Cochrane Exploration Company".

"Abitibi Cochrane Exploration Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre, 1925, constituant en corporation: Joseph-James Harold, Frank-Devlin Genest, avocats, Edward-Elliott Dowbiggin, Bernard-Jack Segal, courtiers, Oswald-Fletcher Edwards, commis, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letter^s patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1925, incorporating: Joseph James Harold, Frank Devlin Genest, advocates, Edward Elliott Dowbiggin, Bernard Jack Segal, brokers, Oswald Fletcher Edwards, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

Acquérir par achat ou autrement et détenir, vendre, louer et faire le commerce de terrains, immeubles, locations, droits de surface, concessions forestières ou permis de coupe de bois, lots riverains, forces hydrauliques, privilèges ou concessions hydrauliques, droits hydrauliques ou intérêts en iceux et autres droits, privilèges, franchises, transports, et permis de toutes sortes de tout gouvernement ou municipalité; faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux et détenir, exploiter, travailler des terrains miniers, mines, droits miniers, concessions minières, droits de préemption ou tout intérêt en iceux ou dans l'un ou plusieurs d'iceux; miner, rechercher, creuser, exploiter, préparer pour le marché, affiner, et donner une valeur marchande par tout procédé quelconque à l'or ou à tout autre minéral ou substance et généralement les exploiter par bail, contrat, royauté, ou autrement;

To acquire, by purchase or otherwise, hold, sell, lease, deal in lands, real estate, locations, surface rights, timber limits or licenses, water lots, water falls, water privileges or concessions, power rights, or interests therein and government, municipal or other rights, privileges, franchises, assignments, licenses of all kinds; to prospect and explore for mines and minerals and to hold, work, operate mining lands, mines, mining rights, mining claims, pre-emption rights or any interests therein or in any or several thereof; to mine, search for, dig, work, prepare for market, refine, render merchantable by any process, gold, or any other minerals and substances, and generally to operate same by lease, contract, royalty or otherwise;

Placer, souscrire, acheter ou acquérir autrement, détenir soit comme principal ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement et vendre, échanger, transporter, céder, ou autrement aliéner et faire le commerce d'obligations, débentures, titres, actions, billets ou autres valeurs ou obligations de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire ou de toute banque ou de toute autre compagnie ou corporation constituée en corporation ou non, ou de toute commission, association, syndicat ou individu, et exercer tous les droits et privilèges de propriété en ce qui les concerne;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire, hold, either as principal or agent, and absolutely as owner, or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares, notes, or other securities or obligations of any government, or municipal, or school corporation or of any bank, or of any other incorporated or unincorporated company, corporation, commission, association, syndicate, or individual and to exercise all the rights and privileges of ownership in respect thereof;

Lancer et aider à lancer, organiser, développer ou administrer toute corporation, compagnie, association ou syndicat et prélever et aider à prélever des fonds pour toute corpora-

To promote, assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, association or syndicate, and to raise and assist in raising money for,

tion, société, association, syndicat ou individu avec lesquels cette compagnie est en affaires et leur aider au moyen de boni prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement:

Agir comme employé, agent, gérant ou représenter à l'étranger toute compagnie, association, syndicat ou individu et exploiter leur industrie, et garantir l'exécution des contrats par toute telle corporation, compagnie, association, syndicat ou individu avec lesquels la compagnie a des relations commerciales;

Friger, maintenir et exploiter toutes installations pour miner, moudre, laver, traiter au cyanide, fondre, traiter, nettoyer, mélanger, affiner, hangarer et généralement manier l'or et les autres minéraux, scieries, boutiques, fabriques et cours à bois, pulperies et usines à papier, outillages pour la préparation et la construction de machines et bouilloires à vapeur, chemins de fer sur les propriétés de la compagnie, voies d'évitement et autres édifices et installations, fabriques et outillages de toute nature quelconque qui peuvent être utilisés en rapport avec aucune des dites industries exercées par la compagnie;

Etablir, exploiter et administrer des magasins et boutiques pour la vente en gros et en détail d'aucun ou plusieurs des articles et marchandises dont la compagnie fera le commerce ou qui sont requis pour ses employés, et généralement acheter, vendre et troquer en gros et en détail tous autres effets, denrées ou marchandises dont la compagnie peut avantageusement faire le commerce en rapport avec son industrie;

Construire ou acquérir par location, achat ou autrement et exploiter des usines pour la production, la vente, ou l'aliénation de vapeur, d'énergie pneumatique, électrique, hydraulique et autre agent de lumière, chauffage et force motrice et produire, créer, développer, acquérir par location, achat ou autrement, contrôler, et généralement faire le commerce, ou en disposer autrement et utiliser, vendre et louer telle vapeur, énergie électrique, hydraulique, pneumatique et autre agent de lumière, chaleur ou force motrice pour tous les usages ou fins auxquels ils sont adoptés, dans les première et seconde divisions du comté de Temiskamingue, pourvu cependant que les droits, privilèges et pouvoirs présentement conférés à la compagnie dans ce paragraphe, d'acquiescer, utiliser et aliéner de la chaleur, lumière et force motrice, lorsqu'ils seront exercés en dehors des propriétés de la compagnie, soient sujets à tous les droits et règlements provinciaux et municipaux qui les régissent;

Hypothéquer, gager, vendre, louer, ou autrement aliéner et disposer d'aucun des immeubles de la compagnie. Améliorer et développer des rivières et lacs et construire et maintenir des réservoirs, canaux, barrages, estacades, et autres travaux et outillages de toutes sortes;

Construire, acheter ou acquérir autrement des vapeurs, barges, remorqueurs ou autres embarcations ou bateaux pour la navigation intérieure, et les utiliser et les exploiter;

Construire, acheter, louer ou acquérir autrement des bassins, cales, jetées, digues, quais, entrepôts, élévateurs, ou autres édifices ou travaux pouvant être utilisés en rapport avec l'industrie de la compagnie;

Acheter, louer, ou acquérir autrement et bâtir et construire et maintenir et exploiter des usines à bois, des scieries, et des usines pour

and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any corporation partnership association syndicate or individual with which this company may have business relations;

To act as employee, agent, manager and to otherwise represent any corporation, company, association syndicate or individual and to carry on the business thereof, and to guarantee the performance of contracts by any such corporation, company, association, syndicate or individual with whom the company may have business relations;

To erect, maintain, operate all or any equipment, for mining, milling, washing, treating with cyanide, melt, treat, clean, mix, refine, store and generally handle gold and other minerals, saw-mills, shops, factories and timber yards, pulp and paper mills and factories, equipment for the repair and construction of steam machinery and boilers, railways upon the property of the company, sidings and other buildings and plants, factories and equipment of any nature whatsoever capable of being used in connection with any of the businesses carried on by the company;

To establish, operate and manage stores and shops for the sale, wholesale and retail, of any or several of the articles and merchandise dealt in by the company or required for its employees and generally to buy, sell and trade, wholesale and retail, in all other goods, wares or merchandise capable of being advantageously dealt in connection therewith;

To construct or acquire by lease, purchase or otherwise and to operate plants for the production, sale or disposal of steam, pneumatic, electric, hydraulic and other light, heat and power; produce, create, develop, acquire by lease, purchase or otherwise, control and generally deal in, use, sell, lease or otherwise dispose of such steam, electric, hydraulic, pneumatic and other power for light, heat and motive power, for such uses or purposes to which they may be adapted in the first and second divisions of the county of Temiskaming, provided, however, that the rights, privileges and powers hereby conferred to the company in this paragraph to acquire, use and dispose of heat, light and motive power, when exercised beyond the property of the company, be subject to all provincial and municipal laws and regulations on their behalf;

To hypothecate, mortgage, sell, lease or otherwise alienate or dispose of any of the immovables of the company. To improve and develop rivers and lakes, and to construct and maintain reservoirs, canals, dams, booms and other works, and equipment of all kinds;

To construct, purchase or otherwise acquire steamers, barges, tugs or any other kind of crafts or boats for inland navigation, and to employ and navigate the same;

To construct, purchase, lease or otherwise acquire basins, docks, jetties, piers, wharves, warehouses, elevators or other buildings or works capable of being used in connection with the business of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire and build and construct and maintain and operate lumber and saw-mills, and planing mills, and

la préparation du bois, et s'occuper de l'industrie de la fabrication et de la préparation pour le marché du bois de charpente, bois de commerce, madriers et bois de toutes sortes et espèces;

Exercer l'industrie d'une compagnie d'immeubles, et en rapport avec telle industrie, acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autrement et détenir, subdiviser, tracer en lots à bâtir, rues, terres, squares et autrement, améliorer, développer, louer, vendre transporter, échanger, louer des terrains et immeubles de toutes sortes et espèces, soit vacants, améliorés ou autrement, en disposer autrement et généralement faire le commerce, et aussi des droits, titres ou intérêts en ceux, et dans et sur tels terrains et immeubles ou toute partie d'eux, faire, ériger, construire, bâtir, exploiter et entretenir des chemins, rues, ruelles, ponts et autres moyens de communication, maisons, habitations, écuries, fabriques, usines, installations et manufactures et tous autres édifices et travaux et améliorations jugés à propos en rapport avec les fins de la compagnie, et exercer l'industrie d'agents, experts, évaluateurs en immeubles, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, prêts et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie des propriétés de la compagnie vendues par elle, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs ou des avances de deniers faites par la compagnie aux acheteurs, pour fins de construction ou pour d'autres améliorations;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Émettre des actions libérées, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toute propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière ou autre droit, bail, industrie, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement intégral ou partiel des services rendus à la compagnie dans son organisation ou autrement et émettre des actions libérées, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel ou en échange pour des actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie exploitant une industrie semblable ou connexe à l'industrie de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger la totalité ou toute partie de l'actif, des propriétés, droits ou entreprises de la compagnie, en disposer ou en trafiquer autrement, pour la considération et aux termes et conditions que cette compagnie croira convenables et particulièrement pour des actions, obligations, débetures, actions-débetures et autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie;

to engage in the business of manufacturing and preparing for market timber, lumber, deals and wood of all kinds and descriptions;

To carry on the business of a land company, and in connection therewith to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold, subdivide, lay out in building lots, streets, lands, squares and otherwise, to improve, develop, rent, sell, convey, exchange, lease and otherwise dispose of, and generally to deal in lands and real estate of every kind and description whether vacant, improved or otherwise, and also any rights, title or interest therein, and in and upon such lands and real estate, or any part thereof, to make, erect, construct, build, operate and maintain roads, streets, lanes, bridges and other means of communication, houses, dwellings, stables, factories, mills, plants and manufactures, and all other buildings and works and improvements that may be considered advisable in connection with the purposes of the company, and to carry on business as real estate, agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders;

To take and hold mortgages, hypothecs, loans and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To issue paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities in full or part payment of any real or personal, movable or immovable property or other rights, lease, business, franchises, undertaking, powers, privileges, licenses or concessions that this company may legally acquire and also, with the approval of the shareholders, in full or part payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and to issue paid up shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities in full or part payment of or in exchange of shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of any other company carrying on business similar or incidental to the business of this company;

To sell, lease, exchange, dispose of or deal with all or any of the assets, property, rights or undertakings of the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit and in particular for shares, bonds, debentures, debenture-stock and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction, qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, firme ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Émettre et répartir comme entièrement libérées des actions de la compagnie présentement constituée, en paiement ou paiement partiel de toute propriété mobilière ou immobilière et de tout droit, bail, industrie, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis, concessions, titres, obligations et débiteures ou autres propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont présentement conférés, ou les payer en tout ou en partie et totalement ou partiellement en obligations ou débiteures de cette compagnie ou autrement;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens personnels, et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de son industrie, et particulièrement toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débiteures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir ou négocier autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens ou aucune

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person firms or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated in payment or part payment for any property, movable or immovable, or for any rights, lease, business, franchise, undertaking, powers, privileges, licenses, concessions, stocks, bonds and debentures or other property rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers hereby granted, or to pay for the same or any part thereof, wholly or partly in bonds or debentures of the company or otherwise;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property or assets

partie de l'actif de la compagnie, et particulièrement, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, toutes actions, débetures ou valeurs appartenant à la compagnie ou dont cette compagnie a le pouvoir de disposer;

Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses contractées relativement à l'incorporation de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

Il est demandé que les lettres patentes limitent le nombre des actionnaires à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué à l'être après avoir quitté son emploi; il est défendu de faire appel au public pour faire souscrire des actions, sous le nom de "Abitibi Cochrane Exploration Company", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2 500) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au No 96 rue Notre-Dame ouest, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5529 ALEXANDRE DESMEULES.

"Biltmore Realty and Construction, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre, 1925, constituant en corporation: Abraham Wilfred Muhlstock, avocat, David Kert, ingénieur chimiste, et Isaac Kert, notaire public, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Placer des fonds sur et louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger, ou autrement disposer de terrains, édifices et autres propriétés, mobilières ou immobilières, et de droits réels et personnels, choses en litige, dettes, contrats et promesses de vente, brevets, licences, concessions et autres choses semblables et généralement en commercer et en trafiquer de toute manière que ce soit;

Placer des fonds dans et acquérir et détenir, soit absolument ou au moyen de garantie collatérale ou autrement, et vendre, céder, transférer, échanger, ou autrement disposer et trafiquer de stocks, bons, débetures, actions, billets promissaires, valeurs et placements de toutes sortes ou de toute nature;

Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle des affaires ou des opérations de toute entreprise dans laquelle la compagnie est intéressée, et nommer et rémunérer des directeurs à cette fin;

Employer des experts pour faire des recherches et examiner les conditions, perspectives, valeurs, caractères et circonstances relativement à toutes maisons de commerce et à toutes entreprises et, d'une manière générale, à tout actif, toute propriété ou droits;

Transiger ou conduire toutes sortes d'affaires financières, comprenant le

of the company, and in particular, but without limiting the generality of the foregoing, any shares, debentures or securities belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To pay out of the capital of the company all expenses in connection with and incidental to the incorporation of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

It is requested that the Letters patent limit the number of shareholders to twenty, exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ; that it forbid any appeal to the public to subscribe for shares, under the name of "Abitibi Cochrane Exploration Company", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2 500) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be 96 Notre Dame Street, West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
5530 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Biltmore Realty and Construction, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1925, incorporating: Abraham Wilfred Muhlstock, Advocate, David Kert, Chemical Engineer, and Isaac Kert, Notary Public, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange, or otherwise dispose of lands, buildings, or other properties, movable or immovable, and real and personal rights, choses in action, debts, contracts, and promise of sale, patents, licenses, concessions and the like, and generally to deal and traffic therein in any manner whatsoever;

To invest in, acquire and hold, either absolutely or by way of collateral security or otherwise, and to sell, assign, transfer and otherwise dispose of, and deal in stocks, bonds, debentures, shares, promissory notes, securities and investments of any kind or nature whatsoever;

To take part in the management, supervision and control of the business or operation of any undertaking in which the Company is interested and to appoint and remunerate directors for that purpose;

To employ experts, to investigate and examine the conditions, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

To transact or carry on all kinds of financial agency business, including the invest-

placement d'argent sur prêts à vue et autres emprunts avec ou sans garantie et la vente de propriété et la perception et l'encaissement de deniers;

Garantir et souscrire aux entreprises de tout syndicat ou corporation, ou donner toute garantie relativement au paiement de toutes débetures, actions-débetures, bons, obligations ou valeurs détenus ou à être détenus par la compagnie;

Exercer l'industrie générale de constructeurs et d'entrepreneurs;

Hypothéquer, donner en garantie collatérale ou donner en gage la totalité ou toute partie des propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour tous emprunts qu'elle désire contracter, au taux d'intérêt qu'elle jugera convenable;

Faire signer ou exécuter tous contrats avec toute personne ou compagnie pour la construction, la démolition ou réparation de tous édifices;

Agir comme principaux ou agents, entrepreneurs généraux ou sous-entrepreneurs;

Faire toutes les opérations de construction et d'entreprise de toute classe, nature et description;

Faire, soit par soumission, à forfait, à la pièce ou à la journée ou de toute autre manière, toutes constructions ou structures en fer, acier, pierre, ciment, béton, bois ou terre, et généralement toutes constructions de toute nature et description, y compris la confection de chemins ou rues de toute nature quelconque;

Améliorer, réparer, démolir, et reconstruire tous édifices, chemins ou rues;

Acheter, vendre, préparer et mettre en place tous matériaux de construction quelconque;

Faire tout autre commerce que la compagnie jugerait susceptible d'être conduit avec son propre commerce, ou avec quelques-uns de ses objets ou supposé, directement ou indirectement, devoir augmenter la valeur d'aucun des droits ou aucune des propriétés de la compagnie ou de les mettre en valeur;

Payer pour toute propriété, pour l'achalandage, les droits, les actions ou valeurs acquis par la compagnie ou pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, soit en argent ou en parts totalement acquittées, soit en valeurs que la compagnie a le pouvoir d'émettre, ou partiellement d'une manière ou partiellement d'une autre, ou d'autres manières, et généralement sous tels termes que la compagnie pourrait déterminer, et vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise entière, de la propriété, des droits et de l'actif de la compagnie ou de quelques parties d'iceux pour telle considération et sous tels termes et conditions que la compagnie jugerait raisonnables, et en particulier, pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Placer, souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions ou des valeurs de toute autre compagnie et les accepter en paiement total ou partiel, ou comme satisfaction du prix ou considération de la vente, location, concession ou autre mode de disposition de toute propriété, de tous droits ou dettes qui pourraient être détenus par cette compagnie ou dont elle a la jouissance ou qui lui sont dus; et, telles actions ou valeurs, les posséder, voter à leur sujet ou les vendre et exercer et mettre en vigueur tous les droits et tous les pouvoirs conférés par ou relativement à la propriété d'iceux;

Conclure des conventions au sujet du parta-

ment of money upon call or other loans with or without security, the sale of property and the collection and receipt of money;

To underwrite or subscribe in the undertaking of any syndicate or corporation or give any guarantee in relation to the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities held or to be held by the Company;

To carry on the general business of builders and contractors;

To hypothecate, give as collateral security, or pledge all or any part of the movable or immovable property of the Company for the purpose of borrowing any money it may wish, at such rates of interest as it may deem convenient;

To cause the signing or execution of any contracts with any person or company for the construction, demolition or repair of any building;

To act as principals or agents, general contractors or sub-contractors;

To carry on building operations in any manner and contracting operations of every class, nature and description;

To carry on, either by tender, by the job, by piece or day work or any other manner, any constructions or structures of iron, steel, stone, cement, concrete, wood or earth, and generally any constructions of every kind and description, including the building of roads or streets of any kind whatsoever;

To improve, repair, demolish and re-construct any buildings, roads or streets;

To buy, sell, prepare and install all building materials whatsoever;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being carried on in connection with its business, or any of the obligations of the Company, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the Company's rights or property;

To pay for any property, good-will, or services acquired by the Company, or services rendered or to be rendered to the Company, either in cash or in fully paid up shares or by any securities which the Company has power to issue or partly in one mode or partly in another or others, and generally on such terms as the Company may determine, to sell, lease or otherwise dispose of the entire undertaking, property, rights and assets of the Company or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the Company may think fit, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company;

To invest in, subscribe, take or otherwise acquire and hold shares or securities in any other company or to accept the same in whole or in part payment or discharge of the price or consideration of the sale, lease, concession or other disposal of any property, rights or debts which may be held, enjoyed by or due to this Company, and such shares or securities to hold, vote upon or sell, and to exercise and enforce all rights and powers conferred by or incidental to the ownership thereof;

To enter into any arrangement for sharing

ge des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et fiduciaires, commodités propres à profiter aux employés ou autres personnes ou les personnes dont ils sont les soutiens, accorder des pensions, allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins d'éducation de philanthropie, religieuses ou de bienveillance pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de telle manière que de temps en temps, la compagnie pourrait déterminer et distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, au moyen de dividendes ou boni ou de toute autre manière convenable, toute propriété de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie;

Exercer et faire aucune des affaires, actes et choses ci-dessus, soit comme principaux ou agents, ou par l'intermédiaire d'agents ou autrement, soit seule ou conjointement avec un autre, ou avec d'autres;

Faire toutes et chacune des choses nécessaires, convenables et recommandables pour l'accomplissement des fins, ou favorisant la réalisation d'aucun ou de plusieurs des objets ci-dessus énumérés;

Demander et recevoir des patentes et des pouvoirs, quand la chose sera requise, pour conduire ses affaires, et exercer aucun de ses pouvoirs dans les autres provinces de la Puissance du Canada;

Agir comme agents ou courtiers pour et au nom de compagnies faisant des affaires d'assurance de toutes sortes, sous le nom de "Biltmore Realty and Construction, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cents piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5531 ALEXANDRE DESMEULES.

"Consolidated Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de novembre, 1925, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, William Patrick Creagh et

of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, trusts, funds and conveniences for the benefit of employees or other persons or their dependents; to grant pensions, allowances, and make payments for insurance; to subscribe or guarantee money for any educational, philanthropic, religious or benevolent purposes or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To invest the moneys of the Company in such manner as may from time to time be determined, and to distribute among the shareholders in specie, by way of dividend or bonus, or in any other manner deemed advisable, any property of the Company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the Company;

To carry on or do any of the business, acts and things aforesaid, either as principals, agents or by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with another or others;

To do all and every thing necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects hereinabove enumerated;

To apply for and receive licenses and authority, whenever required, to carry on its business and exercise any of its powers in the other provinces of the Dominion of Canada;

To act as agents or brokers for and on behalf of companies carrying on insurance of any kind whatsoever, under the name of "Biltmore Realty and Construction, Limited", with a total capital-stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
5532 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Consolidated Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1925, incorporating: Francis George Bush, manager, William Patrick Creagh and Harold Eldon

Harold Eldon Reid, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire l'acquisition, la promotion, l'organisation, l'établissement, et posséder, administrer et exploiter des entreprises commerciales, industrielles et mercantiles de toutes sortes, et donner des conseils et de l'aide en rapport avec telles opérations, et acheter, vendre et utiliser des propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes, y compris des terres à bois, édifices, concessions, baux et permis forestiers, forces hydrauliques, droits hydrauliques, machinerie, outillages, fournitures, marchandises, obligations, débetures, actions et autres valeurs, et toutes sortes de propriétés nécessaires ou utiles pour l'exploitation de toute industrie, et faire les affaires de financiers, placeurs, constructeurs, entrepreneurs, industriels, agents d'immeubles, auditeurs, agents d'assurances, courtiers et agents généraux ;

Exercer l'industrie de manufacturiers et commerçants de papier, matériaux pour la fabrication du papier, carton, carton de paille, substituts du papier et leurs ingrédients, produits et composés, et de la totalité ou d'aucun des matériaux qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir ou qui se rapportent à telle fabrication, et construire, acquérir, louer, posséder, exploiter, et maintenir des usines, fabriques, entrepôts et cours ainsi que l'outillage nécessaire pour la fabrication, l'emmagasinage, la vente, la livraison et la distribution de la totalité ou d'aucun des produits susmentionnés ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie, ou les rendre profitables ;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce ;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat ;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ; ga-

Reid, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of acquiring, promoting, organizing, establishing, owning, administering and operating commercial, industrial and development enterprises of all kinds and to advise and assist in connection with any such business, and to buy, sell and use moveable and immoveable properties of all kinds, including timber lands, buildings, timber limits, leases and licenses, water-powers, water rights, machinery, equipment, supplies, merchandise, bonds, debentures, shares and other securities and all kinds of property necessary or useful in the carrying on of any industry and to carry on a financial, investment, building, contracting, development, real estate, au litig, insurance, brokerage and general agency business ;

To carry on the business of manufacturers of and dealers in papers, paper material, cardboard, strawboard, paper substitutes, ingredients and products and compounds thereof, and any and all materials that are now or hereafter may be used or connected with such manufacture, to construct, acquire, lease, own, operate and maintain mills, factories storehouses and yards, as well as the necessary plant for the manufacture, storing, sale, delivery and disposal of any and all the above products ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof ;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment

rantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société association ou compagnie et les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à prouter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession transfert achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis pouvoir autorisation, franchise, concession droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre

of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other

compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Consolidated Investment Corporation".

Le capital-actions de la compagnie consistera en mille (1.000) actions sans valeur nominale au pair.

Le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille piastres (\$5.000,00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5533

C. J. SIMARD.

company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Consolidated Investment Corporation".

The capital stock of the company shall consist of one thousand (1 000) shares without nominal or par value.

The amount of capital with which the company shall commence operations is five thousand dollars (\$5,000.00).

The head office of the company will be at the city of Montreal district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of November 1925.

C. J. SIMARD,

5534

Assistant Provincial Secretary.

"G. Archambault, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre, 1925, constituant en corporation: Gaspard Archambault, Raoul Painchaud, ingénieurs civils, Achille Racicot, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs généraux et faire des entreprises de construction et de travaux dans toutes les branches de l'industrie;

Exécuter tous les contrats d'ouvrage pour la construction de bâtiments, bâtisses, maisons, édifices publics, chemins de fer, navires, trottoirs, canaux d'égouts, aqueducs, chaussées, jetées, barrages, fondations, pavage et macadamisage des chemins et exécuter tels contrats d'ouvrage, soit par commission, soit à forfait, à la pièce ou à la journée;

Exercer généralement, sous toutes ses formes, le commerce de manufacturiers et négociants, en gros et en détail, de portes, de châssis et de tous matériaux nécessaires ou utiles pour les fins susmentionnées;

Acquérir des forces hydrauliques, électriques ou autres, de toute espèce;

Acheter ou autrement acquérir des terrains ou autres propriétés foncières, y construire des résidences et toutes autres bâtisses;

Acheter, louer, détenir, acquérir de la propriété mobilière et immobilière et tout commerce de même nature que celui exercé par la compagnie, soit en numéraire, soit en actions, en débetures ou avec d'autres valeurs de la corporation ou autrement et assumer les obligations des vendeurs ou cédants, ou s'en charger;

Emettre des actions entièrement libérées et

"G. Archambault, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1925, incorporating: Gaspard Archambault, Raoul Painchaud, civil engineers, Achille Racicot, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and work of general contractors and carry on building operations and work in all the branches of the business;

To execute any contract work for the construction of structures, buildings, houses, public edifices, railways, ships, sidewalks, sewers, water-works, dikes, piers, dams, foundations, paving and macadamizing of roads, and execute such contract work either on commission, by the job, piece or day work;

To carry on generally under all its forms the business of manufacturers and traders, wholesale and retail, of doors, windows and any materials necessary or useful for the herabove mentioned purposes;

To acquire water, electric or other power of any kind;

To purchase or otherwise acquire land or other real estate and erect thereon residences and any other buildings;

To purchase, lease, hold, acquire movable and immovable property and any business of a like nature to that carried on by the company, either with cash, shares, debentures or other securities of the corporation or otherwise, and assume or take over the liabilities of the sellers or assignors;

To issue fully paid up non-assessable shares

non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété que la Corporation acquerra en vertu de tout titre;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou toute partie de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera avantageux ou s'unir à toute personne, société ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, pour les conditions, stipulations et prix estimés convenables, et en paiement d'icelle, accepter du numéraire, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des bons, des délégués ou d'autres valeurs de toute corporation et de temps à autre, distribuer aux actionnaires en nature les obligations, les valeurs ou les autres biens appartenant à la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets à ordre, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, délégués et d'autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes choses, exécuter tous pouvoirs et toute industrie se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "G. Archambault, Limitée" avec un capital total de cent mille piastres (\$100 000.00), divisé en mille (1 000) actions d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5535 ALEXANDRE DESMEULES.

"General Refrigerator Corporation".

Avis est donné en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre, 1925, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, et William-Patrick Creagh, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, préparer, utiliser, développer, expérimenter, aménager, remodeler, construire, acquérir, détenir, exploiter, acheter, vendre, louer, installer, importer, exporter des effets, denrées et marchandises, machines, machineries, appareils et outillages de toutes sortes ou de toute nature quelconque ou un ou des articles de toutes sortes et espèces quelconques, en faire le trafic et le commerce d'une manière générale;

Solliciter, acheter, louer ou acquérir autrement en tout ou en partie toutes inventions, dispositifs, améliorations, modifications, procédés, méthodes, systèmes, marques et dessins de fabrique, patentes, brevets d'invention, permis, concessions, ou privilèges semblables conférant ou au sujet desquels peuvent être conférés des droits exclusifs ou limités d'utiliser, ou des pouvoirs exclusifs ou limités prohibant à d'autres d'utiliser toute invention pouvant servir au bénéfice ou profit de la compagnie, d'acquérir en aucune manière des droits dans ou relativement à des demandes pour les dits droits ou de déposer et de poursuivre des demandes dans le même but avec les autorités compétentes et utiliser, exercer, louer ou faire

bonds or other securities of the company in full or part payment for any property that the corporation may acquire under any title;

To sell, lease or otherwise alienate the whole or any part of the undertaking of the company in consideration for what it may deem advantageous, or unite with any person, firm or corporation carrying on any business whose objects are wholly or partly similar to those of the present corporation, for and under the conditions, stipulations and prices deemed suitable and, in payment therefor, accept cash, fully paid up non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation, and from time to time, distribute among the shareholders in kind the bonds, securities or other property belonging to the company;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, execute any powers and any business connected with the realization of the objects for which the present company is incorporated, under the name of "G. Archambault, Limitée", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of November, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
5536 Acting Assistant Provincial Secretary.

"General Refrigerator Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1925, incorporating: Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, prepare, use, develop, experiment with, equip, remodel, construct, acquire, hold, operate, buy, sell, lease, install, import, export, trade and deal in and with goods, wares, merchandise, machines, machinery, apparatus and appliances of any kind or nature whatsoever, or any other article or articles of any kind or nature whatsoever;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire in part or in whole any inventions, devices, improvements, modifications, processes, methods, systems, trade names, and devices, patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions or the like conferring or with regard to which may be conferred exclusive or limited right to use, or exclusive or limited power to prevent others from using any invention which may seem capable of being used for benefit or profit of the company, to in any way acquire rights in and to applications for the said rights or to file and prosecute applications therefore with the proper authorities and to use, exercise, lease, sell or grant licenses in respect thereof or otherwise turn to account the property

valoir autrement les propriétés ou droits ainsi or rights so acquired;
acquis ou accorder des permis en ce qui les
concerne;

Manufacturer, produire, importer, exporter, acheter, vendre, louer des effets, denrées et marchandises de toutes sortes quelconques, en disposer et en faire le commerce autrement, y compris plus particulièrement ceux que peuvent incorporer toutes inventions au sujet desquels des droits exclusifs peuvent appartenir à la compagnie ou des effets, denrées et marchandises dans la fabrication ou production desquels tout brevet, invention ou procédé appartenant à la compagnie peuvent être utilisés et sans restreindre la généralité des termes qui précèdent, toutes sortes de machineries, outillages et accessoires de chemins de fer, vapeurs, automoteurs de transport et de réfrigération;

Manufacturer, réparer, utiliser, développer, expérimenter, aménager, remodeler, construire, acquérir, détenir, exploiter, acheter, vendre, louer, installer, importer, exporter toutes sortes de matériel, machines ou machineries ou appareils de réfrigération et procédés de réfrigération de toutes sortes et espèces quelconques et de toutes sortes de matériel, machines ou machineries ou appareils pour la fabrication de la glace, ou de procédés pour la fabrication de la glace de toutes sortes et espèces quelconques et d'aucune et de la totalité des pièces, accessoires et améliorations d'iceux, de toutes sortes ou espèces quelconques, en faire le trafic et le commerce d'une manière générale; et manufacturer, réparer, couper, ramasser, amasser, récolter, hangarer, conserver, acheter, vendre et transporter de la glace et en faire le trafic et le commerce;

Manufacturer, préparer, utiliser, développer, expérimenter, acquérir, détenir, acheter, vendre, importer, exporter, en faire le trafic et le commerce et utiliser des alcalis et produits chimiques de toutes sortes et espèces et tous articles et choses utilisés dans leur fabrication, entretien et exploitation et aussi tous appareils, instruments et choses utilisés soit seuls ou conjointement avec des produits dont ils sont des ingrédients ou dans la fabrication desquels ils sont un facteur;

Manufacturer, préparer, utiliser, développer, expérimenter, aménager, remodeler, construire, acquérir, détenir, exploiter, acheter, vendre, louer, installer, importer, exporter des engins, machines, compresseurs, accumulateurs, réservoirs, pompes, moteurs, instruments, appareils et dispositifs pour la fabrication, production générale, distribution, utilisation, approvisionnement et application du gaz, de l'électricité, d'air comprimé, huile, la gazoline ou les produits chimiques ou de toutes autres substances quelconques, soit séparément ou combinées entre elles, et d'aucun ou de tous leurs dispositifs, outillages et améliorations possibles, en faire le trafic et le commerce d'une manière générale;

Adopter, solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou acquérir autrement et maintenir, protéger, détenir, utiliser, posséder, exercer, développer, exploiter et introduire et vendre, octroyer des permis ou autres droits en ce qui les concerne, céder ou autrement aliéner et faire valoir des marques de fabrique, marques de commerce, brevets, droits de brevets, droits d'auteur et marques distinctives et droits analogues et des inventions, améliorations, procédés, formules et privilèges semblables qu'on croira pouvoir utiliser en rapport avec aucune des fins de la corporation énoncées dans les présentes; et acquérir, utiliser, exercer ou faire valoir au-

To manufacture, produce, import, export, buy, sell, lease or otherwise dispose of and deal in goods, wares and merchandise of every kind whatsoever, including more particularly such as may embody any inventions as to which any exclusive rights may belong to the company or goods, wares and merchandise in the manufacture or production of which any patent, invention or process belonging to the company might be used and, without restricting the generality of the foregoing, all kinds of railway, steamship, automotive, transportation and refrigerating machinery, equipment and accessories;

To manufacture, prepare, use, develop, experiment with, equip, remodel, construct, acquire, hold, operate, buy, sell, lease, install, import, export, trade and deal in and with all kinds of refrigerating plants, machines or machinery or apparatus and refrigerating processes of every kind and nature whatsoever, and all kinds of plants, machines or machinery or apparatus for the manufacture of ice and processes for the manufacture of ice of every kind and nature whatsoever, and any and all parts, accessories and improvements thereof of any kind or nature whatsoever; and to manufacture, prepare, cut, gather, collect, harvest, store, preserve, buy, sell, deal in and with and transport ice;

To manufacture, prepare, use, develop, experiment with, acquire, hold, buy, sell, import, export, trade and deal in and with and use alkalis and chemicals of all kinds and descriptions and all articles and things used in the manufacture, maintenance and working thereof, and also all apparatus, implements and things used either alone or in connection with products of which they are ingredients or in the manufacture of which they are a factor;

To manufacture, prepare, use, develop, experiment with, equip, remodel, construct, acquire, hold, operate, buy, sell, lease, install, import, export, trade and deal in and with all kinds of engines, machines, compressors, storage batteries and storage tanks, pumps, motors, instruments, fixtures and appliances for the manufacture, production, generation, distribution, use, supply and application of gas, electricity, compressed air, oil, gasoline, or chemicals or of any other substances whatsoever, either singly or in any combination thereof, and any and all possible appliances, equipment and improvements thereof;

To adopt, apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to maintain, protect, hold, use, own, exercise, develop, operate and introduce, and to sell, grant licenses or other rights in respect of, assign or otherwise dispose of or turn to account any trade marks, trade names, patents, patent rights, copyrights and distinctive marks and rights analogous thereto, and inventions, improvements, processes, formulas and the like, which may be deemed capable of use in connection with any of the purposes of the Corporation herein stated; and to acquire, use, exercise or otherwise turn to account licenses in respect of any such trade

trement des permis en ce qui concerne aucune de ces marques de fabrique, marques de commerce, brevets, droits de brevets, droits d'auteur, marques distinctives et droits analogues, inventions, améliorations, procédés, formules et privilèges semblables ou aucun de ces biens ou droits;

Acquérir par achat ou autrement, ériger, construire, faire, améliorer et exploiter et aider ou souscrire dans l'érection, la construction la confection, l'amélioration et l'exploitation d'usines, fabriques, entrepôts, édifices, chemins, bassins, jetées, quais, machineries, glaciers, wagons pour le hangarage et le transport à froid de produits et autre matériel roulant, vapeurs, bateaux à vapeur, remorqueurs et travaux de toutes sortes en autant qu'ils se rapportent ou sont utiles dans la conduite des opérations de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et posséder, détenir, développer, exploiter, vendre, céder, louer, transférer, transporter, échanger, hypothéquer, gager, ou autrement aliéner ou grever des propriétés foncières et personnelles de toutes classes et descriptions et des droits et privilèges en icelles;

Faire comme principaux, agents, facteurs, marchands à commission ou consignataires, la manipulation et le commerce de la totalité ou d'aucun des articles et choses susmentionnés;

Acquérir par achat, location, échange ou autrement et posséder, utiliser, maintenir et exploiter des fabriques, ateliers, établissements industriels, y compris des terrains, bâtiments, machineries, outillages et installations, entrepôts, magasins et autres propriétés qui sembleront utiles à l'accomplissement d'aucune des fins ou l'exercice d'aucun commerce de la nature de ceux mentionnés ci-dessus ou ci-après;

Acquérir, construire, manufacturer, exploiter, acheter, vendre toutes sortes de machineries, meubles à demeure fixe, vitrines, supports, comptoirs, meubles et accessoires nécessaires ou se rapportant à la fabrication, la distribution, l'exposition ou la vente des produits de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir des propriétés de toutes sortes, y compris le commerce, la clientèle, les droits et les franchises de toute corporation, société commerciale ou individu exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou toute partie de tel commerce, et entreprendre, garantir, assumer et payer leurs dettes et obligations, et payer pour tels propriétés, commerce, clientèle, droits et franchises par l'émission d'actions ou autres valeurs de la corporation ou autrement;

Acquérir, détenir, utiliser, vendre, céder, louer, octroyer des permis à leur sujet, hypothéquer ou aliéner autrement des lettres patentes, droits de brevets, permis et privilèges, inventions, améliorations et procédés, droits d'auteur, marques de commerce et de fabrique utiles en rapport avec toute industrie de cette corporation ou s'y rapportant;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

marks, trade names, patents, patent rights, copyrights, distinctive marks and rights analogous thereto, inventions, improvements, processes, formulas and the like, or any such property or rights;

To acquire, by purchase or otherwise, erect, construct, make, improve and operate or aid in or subscribe towards the erection, construction, making, improvement and operation of mills, factories, storehouses, buildings, roads, docks, piers, wharves, machinery, ice-houses, storage and refrigerating cars and other rolling stock, steamers, steam-boats, tugs and works of all kinds, in so far as the same may appertain to, or be useful in the conduct of the business of the Corporation;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to own, hold, develop, operate, sell, assign, lease, transfer, convey, exchange, mortgage, pledge or otherwise dispose of or encumber real and personal property of any class or description and rights and privileges therein;

To carry on as principals, agents, factors, commission merchants, or consignees, the business of handling and dealing in any and all of the above mentioned articles and things;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to own, use, maintain and operate factories, shops and manufacturing plants, including lands, buildings, machinery, equipment and appliances, warehouses, stores and other property which may be useful to accomplish any of the purposes or carry on any business of the character hereinbefore or hereafter referred to;

To acquire, construct, manufacture, operate, buy, sell, or otherwise dispose of all kinds of machinery, fixtures, show cases, racks, stands, furniture and appliances necessary or appurtenant to the manufacture, distribution, display or sale of the products of the company;

To purchase, lease, or otherwise acquire the property of every kind, including the business, good-will, rights and franchises of any corporation, co-partnership or individual carrying on any business which this corporation is authorized to carry on, or any part of such business, and to undertake, guarantee, assume and pay the indebtedness and liabilities thereof, and to pay for such property, business, good-will, rights and franchises by the issue of stock or other securities of the corporation, or otherwise;

To acquire, hold, use, sell, assign, lease, grant licenses in respect of, mortgage, or otherwise dispose of letters patent, patent rights, licenses and privileges, inventions, improvements and processes, copyrights, trade marks and trade names relating to or useful in connection with any business of this corporation;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations commerciales, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation;

Distribuer, en espèces ou autrement, aucune partie de l'actif de la compagnie entre ses membres et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour se charger de la totalité ou de toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

Louer, vendre l'industrie, les propriétés ou l'entreprise de la compagnie ou en disposer autrement, en tout ou en partie, pour la considération que cette compagnie croira acceptable ou particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, sous le nom de "General Refrigerator Corporation".

Le capital de la compagnie consistera en vingt-cinq mille (25.000) actions sans valeur nominale au pair, lesquelles seront émises pour la considération qui sera déterminée par le conseil d'administration.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00).

La compagnie pourra, en ce qui concerne ses actions entièrement libérées, émettre sous son sceau des certificats au porteur (share warrants) énonçant que le ou les détenteurs des certificats au porteur ont droit à l'action ou aux actions y désignées, et pourra pourvoir, au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes à venir sur l'action ou les actions visées dans tels certificats;

Un certificat d'action au porteur donne, à celui qui en est le porteur, droit aux actions y désignées et les actions peuvent être transférées par la livraison du certificat;

Le porteur d'un certificat d'action au porteur aura droit, sur remise de tel certificat pour annulation, de faire inscrire son nom dans les livres de la compagnie comme détenteur de l'action ou des actions désignées dans tel certificat d'action au porteur;

Le porteur d'un certificat d'action au porteur sera considéré comme actionnaire de la compagnie; pourvu toutefois que tel porteur d'un certificat d'action au porteur ne soit pas, du chef des actions y désignées, éligible au poste d'administrateur de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5537

C.-J. SIMARD.

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, under the name of "General Refrigerator Corporation".

The capital stock of the company shall consist of twenty five thousand (25,000) shares without nominal or par value, which may be issued for such consideration as may be fixed by the Board of Directors. The amount of capital with which the company shall commence operations shall be at least one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00);

The company may, with respect to any fully paid up shares, issue under its common seal Share Warrants stating that the bearer or bearers thereof are entitled to the share or shares therein specified, and may provide, by coupons or otherwise, for the payment of the future dividends on the share or shares included in such Share Warrants;

A Share Warrant shall entitle the bearer thereof to the shares therein specified, and the shares may be transferred by delivery of the Warrant;

The bearer of a Share Warrant shall be entitled, on surrendering it for cancellation, to have its name entered on the books of the company as the holder of the share or shares specified in such Share Warrant;

The bearer of a Share Warrant shall be deemed to be a shareholder of the company, provided, however, that such bearer of a Share Warrant shall not be qualified in respect of the shares specified in the Warrant for being a Director of the company.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Gerson-Rothbart, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novem-

"Gerson-Rothbart, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1925,

bre, 1925, constituant en corporation: Lazarus Phillips et Lionel-Albert Sperber, avocats, et Abraham-Saul Cohen comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers, commerçants, exportateurs et importateurs de manteaux, costumes, et de vêtements en général, en gros et en détail, et comme principaux ou comme agents;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs, et faire tout commerce alliés aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, commerce ou franchises que cette compagnie peut légalement acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en actions entièrement libérées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins commerciales de la compagnie, et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger, aliéner ou autrement approprier tels terrains et immeubles, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

Acheter, prendre en échange ou autrement ou acquérir autrement, posséder et détenir, et vendre et aliéner des actions, débetures, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre et aliéner des droits chirographaires, privilèges ou gages dans et d'autres compagnies ou individus;

Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente et future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but, et constituer l'hypothèque ou le gage, ou le nantissement dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 6119b et 6119c ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie ou autrement grever la propriété mobilière ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de

incorporating: Lazarus Phillips and Lionel Albert Sperber, advocates, and Abraham Saul Cohen, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers of, dealers in, and exporters and importers of cloaks and suits, and clothing generally, both as wholesale and at retail, and both as principals and as agents;

To do all acts and to exercise all powers and carry on any business germane to the objects for which this company is incorporated;

To pay for any property, movable and immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables, on such terms and conditions as the company may think fit;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To purchase, take in exchange, or in payment, or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds, and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell, and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present and future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 6119b and 6119c or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures,

déventures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt, exception faite des employés actuels et anciens qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Gerson-Rothbart, Limited".

Le montant du capital de la compagnie est de vingt mille piastres, divisé comme suit :

I. Cent (100) actions d'une valeur au pair de cent piastres chacune seront des actions privilégiées auxquelles seront attachés les droits et privilèges spéciaux suivants, savoir :

(a) Les détenteurs des telles actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les profits de la compagnie comme une première obligation, un dividende cumulatif préférentiel au taux de six (6%) pour cent par an, sur le capital alors versé sur les dites actions, respectivement;

(b) Les actionnaires privilégiés auront droit, advenant la liquidation de la compagnie, d'exiger que le surplus de l'actif soit appliqué: premièrement, au paiement du capital versé sur les dites actions privilégiées détenues par eux respectivement; deuxièmement: au paiement des arrérages, s'il y en a, des dividendes privilégiés susdits jusqu'au commencement de la liquidation, et ensuite de participer proportionnellement avec les détenteurs des actions ordinaires dans le résidu, s'il y en a, de l'actif qui reste après avoir remboursé le capital versé sur les actions ordinaires;

(c) Le capital versé sur les dites actions privilégiées ne sera pas sujet à cancellation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation;

(d) Les dites actions privilégiées ne conféreront pas à leurs détenteurs le droit de voter sur icelles.

II. Cent (100) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) l'action.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5539

C.-J. SIMARD.

as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Gerson-Rothbart, Limited".

The amount of the capital stock of the Company is to be twenty thousand dollars, divided as follows :

I. One hundred (100) shares of the par value of one hundred dollars each shall be preference shares, to which shall be attached the following special rights and privileges, that is to say:

(a) The holders of such preference shares shall be entitled to receive, out of the profits of the company, as a first charge, a cumulative preferential dividend at the rate of six per centum (6%) per annum on the capital for the time being paid up on such shares, respectively;

(b) The preferred shareholders shall be entitled to have the surplus assets, in the event of the winding up of the company, applied first in paying off the capital paid upon the preference shares held by them respectively; secondly, in paying off the arrears, if any, of preferential dividends aforesaid, to the commencement of the winding up, and thereafter to participate rateably with the holders of the ordinary shares in the residue, if any, of such surplus assets which remain after paying off the capital paid up on such ordinary shares;

(c) The capital paid up on the preference shares shall not be liable to cancellation or reduction in respect of loss or depreciation;

(d) The holders of preference shares shall not be entitled to any voting rights in respect of such shares;

II. One hundred (100) shares of common stock of the par value of one hundred (\$100.00) dollars per share;

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1925.

C. J. SIMARD,

5540

Assistant Provincial Secretary.

"La Laiterie Canadienne, Limited.—The Canadian Dairy, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre, 1925, constituant en corporation: Ben Décary, Adrien Crevier, Paul-Emile Laviolette, J.-Albert Chartrand, J.-Albert Martel, tous laitiers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, pasteuriser, embouteiller, vendre et faire la livraison du lait, de la crème et tous breu-

"La Laiterie Canadienne, Limited.—The Canadian Dairy, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1925, incorporating: Ben Décary, Adrien Crevier, Paul Emile Laviolette, J. Albert Chartrand, J. Albert Martel, all milkmen, of the city of Montreal, for the following purposes :

To purchase, pasteurize, bottle, sell and deliver milk, cream and any beverages, com-

vages, compositions, aliments où le lait et la crème, les produits ou sous-produits d'iceux entrent pour partie;

Produire, fabriquer, transformer, emballer, acheter et vendre en gros et en détail tous les produits de ferme et laiterie et fromagerie, particulièrement les fruits, les légumes, les œufs, le miel, le sucre et sirop d'érable, le beurre, le fromage, la crème à la glace, le lait condensé, le lait en poudre, et tous produits alimentaires, substances, breuvages, aliments provenant de la ferme et du lait ou des sous-produits de celui-ci;

Fabriquer, acheter et vendre les machines, instruments, appareils, récipients, agrès, outils, matériaux, réceptacles, les substances, essences, ingrédients et produits quelconques servant à la préparation, transformation, fabrication, à l'emballage, emballage des produits ci-dessus énumérés et généralement en faire le commerce en gros et en détail;

Acquérir par achat ou autrement, prendre à bail, construire, exploiter des fermes d'élevage et de démonstration, des cours à bestiaux, des abattoirs, des établissements de salaison, des entrepôts frigorifiques, des éleveurs, des fabriques, magasins, boutiques, généralement tous bâtiments et usines nécessaires à la préparation, transformation, manipulation et conservation des produits ci-dessus énumérés, exercer le commerce d'entrepreneurs, exercer le commerce d'entrepôts publics, émettre des récépissés d'entrepôts et faire toutes les opérations se rapportant à cette industrie et à ce commerce;

Acquérir par achat, bail ou autrement et construire, entretenir et exploiter, sur la propriété de la compagnie ou sur une propriété par elle contrôlée, des tramways, voies latérales et d'autres moyens de transport, aqueducs, bâtisses et machines;

Acquérir toutes patentes, licences, conférant le droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de tout secret ou information ou inventions qui peuvent être utilisés pour l'un quelconque des objets de la compagnie ou dont l'acquisition peut directement ou indirectement bénéficier à la compagnie et se servir et développer et transporter les dites licences pour le bénéfice de la compagnie;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou aucun commerce ou aucun genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie et les vendre et détenir, les réemettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Exercer aucune autre industrie et conduire aucune autre entreprise que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée ou conduite en rapport avec aucune autre partie de l'industrie corporative ou propre directement ou indirectement à promouvoir les intérêts de la compagnie;

Organiser une ou plusieurs compagnies afin d'acquérir ou d'assumer la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie ou pour aucun autre objet qui paraîtra

positions, foods that milk and cream, the products or by-products thereof, form part of;

To produce, manufacture, transform, pack, purchase and sell, wholesale and retail, any cheese, dairy and farm products, particularly fruit, vegetables, eggs, honey, maple sugar and syrup, butter, cheese, ice cream, condensed and powdered milk and any foodstuffs, substances, beverages, farm produce and milk or by-products thereof;

To manufacture, purchase and sell the machinery, implements, apparatus, recipients equipment, tools, materials, receptacles, substances, essences, ingredients and products whatever used for the preparation, transformation, manufacture, packing, wrapping of the products hereinabove enumerated, and generally deal in same wholesale and retail;

To acquire by purchase or otherwise take on lease, construct, exploit breeding and demonstration farms, cattle yards, abattoirs, curing establishments, cold storage warehouses, elevators, factories, stores, shops, and generally any buildings and workshops necessary for the preparation, transformation, manipulation and preservation of the products hereinabove enumerated; carry on the business of contractors, exercise the business of public warehouse-keepers, issue warehouse receipts and carry on any operations connected with such business and trade; To acquire by purchase, lease or otherwise, and construct, maintain and exploit, on the property of the company or on any property under its control, railways, sidings and other means of transport, water-works, buildings and machinery;

To acquire any patents, licenses, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to make use of any secret or information or invention that may be useful for any whatever of the objects of the company or the acquisition of which may directly or indirectly benefit the company and make use of, develop and transfer the said licenses for the benefit of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or about to carry on any business or transaction which the company as authorized to carry on or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To carry on any other business and conduct any other undertaking that the company may deem capable of being conveniently carried on or conducted in connection with any other part of its corporation business or suitable directly or indirectly to promote the interest of the company;

To organize a company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may

propre à profiter à la compagnie directement ou indirectement;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables;

Annoncer les produits de la compagnie en particulier dans les journaux, par circulaires, par achats et exhibition d'ouvrages d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de périodiques et en accordant des prix, récompenses et donations;

Vendre, améliorer, développer, faire valoir ou autrement disposer de la propriété ou d'aucune partie de la propriété foncière ou personnelle et des droits de la compagnie;

Acheter, acquérir, souscrire, accepter, détenir et aliéner aucunes actions, débetures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Etre agent d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucune industrie semblable ou connexe;

S'unir ou se joindre avec aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucune industrie semblable ou connexe;

Rémunérer, soit en numéraire, soit, avec l'approbation des actionnaires, en actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie, aucune personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution en corporation, sa formation ou son organisation, ou en rapport avec la gestion des affaires corporatives, ou par de la propriété ou des droits acquis par la compagnie;

Distribuer en espèces, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, aucune propriété, aucune valeur ou aucun droit de la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété, aucun droit ou privilège que la compagnie croira nécessaire ou indispensable aux objets de son industrie;

La compagnie aura le droit d'émettre des débetures portant hypothèque sur les biens meubles et immeubles de la compagnie aux termes de la Loi, sous le nom de "La Laiterie Canadienne, Limitée.—The Canadian Dairy, Limited", avec un capital total de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, toutes ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5549 ALEXANDRE DESMEULES.

"L'Union Médicale du Canada".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1925, constituant en corporation, sans capital-actions: Albert Lesage, Rodolphe Boulet, Gustave Archambault, Eugène Saint-Jacques, Montréal, et Joseph-Edmond Dubé, de Outremont, tous médecins, dans les buts suivants:

Editer, imprimer, distribuer et vendre des li-

seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To draw, make, accept, endorse, execute, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To make known the products of the company and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, develop, turn to account or otherwise deal with all or any part of the real or personal property and rights of the company;

To purchase, acquire, subscribe for, accept, hold and alienate any shares, debentures or securities of any company or corporation whose objects are similar to those of the present company;

To act as agent for any company, firm or person carrying on any similar or like business;

To unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or like business;

To remunerate either in cash or, with the approval of the shareholders, in fully or partly paid up shares of the company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, formation or organisation, or in connection with the management or corporate matters, or by property or rights acquired by the company;

To distribute in specie, from time to time, among the shareholders of the company any property, security or right of the company;

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any property, right or privilege that the company may deem necessary or indispensable to the objects of its business;

The company shall have the right to issue mortgage debentures on the movable and immovable property of the company according to law, under the name of "La Laiterie Canadienne, Limitée.—The Canadian Dairy, Limited", with a total capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, all common.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
5550 Acting Assistant Provincial Secretary.

"L'Union Médicale du Canada".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1925, incorporating, without share capital: Albert Lesage, Rodolphe Boulet, Gustave Archambault, Eugène Saint-Jacques, Montreal, and Joseph Edmond Dubé, of Outremont, all physicians, for the following purposes:

To edit, print, distribute and sell books, pam-

vres, brochures, guides, magazines, tracts, revues, placards, journaux et autres périodiques de toutes sortes;

Posséder la propriété de droits d'auteur et de marques de commerce;

Acquérir, louer, posséder, contrôler la propriété exclusive d'ouvrages littéraires, scientifiques et artistiques et de titres de journaux, le tout conformément aux lois régissant la propriété littéraire et artistique en Canada;

Etablir une union ou association pour l'étude et l'action en commun en vue de promouvoir, sauvegarder et diffuser la science médicale ou toute autre science;

Aider par des dons et subventions les sociétés ou associations ayant des buts identiques à ceux de l'Union;

Créer des fonds spéciaux à même ses propres revenus ou à l'aide de contributions de ses membres ou d'étrangers à l'Union, pour la rémunération des personnes qui collaborent aux fins de l'Union;

Acquérir, posséder, louer et exploiter tout ce qui est nécessaire à l'exploitation des industries ci-dessus mentionnées;

Acquérir également, à quelque titre que ce soit, des propriétés et des valeurs mobilières et immobilières et les exploiter dans l'intérêt de l'Union;

Vendre ou autrement disposer de ces mêmes biens;

Emprunter des deniers sur son crédit et hypothéquer, nantir ou donner en gage ses meubles et ses immeubles;

Exiger de ses membres le paiement des cotisations annuelles ou spéciales qui sont fixées par les règlements;

Faire tous les règlements nécessaires au bon fonctionnement de l'Union;

Exercer tous autres pouvoirs non contraires à la loi, qui peuvent être exercés par une corporation constituée sous l'empire de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, ceux ci-dessus relatés étant numératifs et non pas limitatifs, sous le nom de "L'Union Médicale du Canada".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que l'Union peut posséder est de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5551

C.-J. SIMARD.

"John F. Davis and Sons, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1925, constituant en corporation: John-Félix Davis, George-Henry Davis et Charles-Thomas Davis, tous du village de Gaspé, dans le comté et le district de Gaspé, marchands, pour les fins suivantes:

Acheter, acquérir et exploiter la totalité ou toute partie du commerce, de l'industrie ou des propriétés de toute personne ou compagnie et particulièrement acquérir, posséder et exploiter le commerce présentement exercé au village de Gaspé, comté de Gaspé, par le dit John-Félix Davis, comme marchand général en gros et en détail et comme commerçant de poisson et de charbon et maintenir une agence générale et un commerce de courtage, y compris plus particulièrement un commerce d'armateur;

phlets, guides, magazines, tracts, reviews, placards, newspapers and other periodicals of all kinds;

To own copyrights and trade marks;

To acquire, lease, possess, control the exclusive ownership of literary, scientific and artistic works and newspaper rights, the whole in conformity with the laws governing literary and artistic ownership in Canada;

To establish a union or association for study and action in common with a view to promote, safeguard and diffuse medical or any other science;

To aid by donations and grants societies or associations having identical views to those of the Union;

To create special funds out of its own revenues or with the aid of the contributions of its members or of strangers outside the Union, for the remuneration of persons who collaborate for the purposes of the Union;

To acquire, possess, lease and exploit everything necessary for the operation of the hereabove mentioned businesses;

To acquire also, under any title whatever, property and movable and immovable securities and exploit same in the interest of the Union;

To sell or otherwise dispose of the said same property;

To borrow money upon its credit and to hypothecate, mortgage or pledge its movables and immovables;

To exact from its members the payment of the annual or special dues which are fixed by the by-laws;

To make any necessary by-laws for the proper working of the Union;

To exercise any other powers not contrary to law, that may be exercised by a corporation incorporated under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, those hereabove related being numerative and not limitative, under the name of "L'Union Médicale du Canada".

The amount to which the immovable property which the Union may possess is limited is twenty five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1925.

C. J. SIMARD,

5552

Assistant Provincial Secretary.

"John F. Davis and Sons, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty sixth day of November, 1925, incorporating: John Felix Davis, George Henry Davis, and Charles Thomas Davis, all of the Village of Gaspé, in the County and District of Gaspé, Merchants, for the following purposes:

To buy, acquire and operate the whole or any part of the business, industry or property of any person or company and especially to acquire, own and operate the business now carried on at Gaspé Village, County of Gaspé, by the said John Felix Davis as General Merchant, wholesale and retail, and as fish and coal dealer and to maintain a general agency and brokerage business, including more particularly the shipping business;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie exploitant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir et posséder des immeubles dans toute partie de la province de Québec, soit par location ou achat, avec plein droit de les gager, grever et hypothéquer, améliorer les dits immeubles en y érigeant des édifices, bureaux, quais, bassins, cales de radoub et louer ou aliéner les dits terrains et édifices, quais, bassins et cales de radoub, soit par location, transport ou vente;

Emettre des actions libérées, obligations, débiteurs ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel pour toute propriété, fonds de commerce ou autres droits que la compagnie peut acquérir et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus à la compagnie lors de son organisation ou préalablement à son organisation, sous le nom de "John F. Davis and Sons, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au village de Gaspé, dans le comté et le district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5541

C.-J. SIMARD.

"La Fayette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1925, constituant en corporation: Francis A. Sylvestre, employé civil, Alfred LaRocque, ingénieur civil, Minnie LaRocque, Delphine Sylvestre, employées de bureau, Béatrice Sylvestre, coiffeuse, ces trois dernières filles majeures, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Tenir, établir, acheter des établissements de coiffure;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée directement ou indirectement, de manière à accroître la valeur de tous ou droits de la compagnie, ou à les faire valoir;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "La Fayette, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5545

C.-J. SIMARD.

"La Compagnie de Chauffage par Friction, Limitée.—Friction Heating Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1925, constituant en corporation: Albert Sabourin, Raoul Arcand,

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To acquire and own real estate in any part of the Province of Quebec, either by lease or purchase, with full right to pledge, mortgage and hypothecate the same, to improve the said real estate by erecting thereon buildings, offices, wharves, docks, slips and to lease or dispose of the said lands and buildings, wharves, docks and slips either by lease, conveyance or sale;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in whole or in part payment for any property, stock in trade or other rights that the company may acquire, and also, with the approval of the shareholders, in payment for services rendered to the company at the time of its organization or previous to same, under the name of "John F. Davis and Sons, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Village of Gaspé, in the County and District of Gaspé.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"La Fayette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1925, incorporating: Francis A. Sylvestre, civil employee, Alfred LaRocque, civil engineer, Minnie LaRocque, Delphine Sylvestre, office employees, Béatrice Sylvestre, hairdresser, the three latter spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To keep, establish, purchase hairdressing establishments;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on directly or indirectly so as to enhance the value of any of the company's property or rights, and turn same to account;

To do all or any of the aforesaid things relating to or appropriate for the realization of the aforesaid objects, under the name of "La Fayette, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Chauffage par Friction, Limitée.—Friction Heating Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1925, incorporating: Albert Sabourin, Raoul Arcand, bakers, William Paradis,

boulangers, William Paradis, avocat, tous d'Amos, advocate, all of Amos, for the following purposes: dans les buts suivants:

Acquérir un brevet d'invention émis par le département de l'Agriculture du Gouvernement de La Puissance du Canada, le 25 août 1925, en faveur de monsieur Albert Sabourin, d'Amos, sous le numéro 252978, pour le chauffage de l'eau au moyen de la friction, de même que tous les autres brevets qui peuvent être émis par tous les autres pays du monde de la même invention;

Acquérir l'invention elle-même, de même que tous droits et intérêts que peut posséder le dit Sabourin dans la dite invention, de même que tous les droits et intérêts que quiconque peut posséder dans la dite invention;

Exploiter la dite invention pour les fins de chauffage, de production de force motrice et de toutes autres fins relatives à la dite invention;

Acquérir et détenir les propriétés immobilières qui peuvent être nécessaires pour ces fins, et les vendre, les louer et les hypothéquer;

Emprunter des deniers et émettre des obligations pour garantir toutes sommes ainsi empruntées;

Exercer tout commerce et toute industrie relatifs à la dite invention et à l'exploitation de la dite invention;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-haut mentionnés, sous le nom de "La Compagnie de Chauffage par Friction, Limitée—Friction Heating Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5547 . C. J. SIMARD.

"Jules Gauvin, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre, 1925, constituant en corporation: Jules Gauvin, marchand, J.-Oscar Auger, gérant, Adélaïde Deslauriers, entrepreneur, Oscar Gilbert, propriétaire d'hôtel, tous de la cité de Québec, et S.-Joseph Myrand, marchand, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, négociants et commerçants en gros et en détail de vêtements, nouveautés, soieries, satins, habits, tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général; exercer toutes et aucunes des industries de drapiers, marchands de fourrures, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, et négociants en gros et en détail de cotonnades et tissus de toutes sortes, garnitures de fourrures et d'habits, soutaches, cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir; habits et accoutrements de toutes descriptions; agir comme agents, marchands à commission ou représentants; et faire commerce en général;

Acheter, revendre, accepter, prendre, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout

To acquire a patent of invention issued by the Department of Agriculture of the Government of the Dominion of Canada, the 25th of August, 1925, in favor of Mr. Albert Sabourin, of Amos, under the number 252978, for the heating of water by means of friction, as well as any other patents that may be issued by any other countries in the world of the same invention;

To acquire the invention itself and also all the rights and interests that the said Sabourin may hold in the said invention, and likewise any rights and interests that whomsoever may hold in the said invention;

To exploit the said invention for the purposes of heating, production of motive power and any other purposes relating to the said invention;

To acquire and hold the immovable property that may be necessary for said purposes and sell, lease and hypothecate same;

To borrow money and issue bonds to guarantee any sums thus borrowed;

To carry on any business and industry relative to the said invention and the exploitation of the said invention;

To do any other things necessary for the attainment of the objects hereabove mentioned, under the name of "La Compagnie de Chauffage par Friction, Limitée—Friction Heating Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company, will be at Amos, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of November: 1925.

C. J. SIMARD,

5548 Assistant Provincial Secretary.

"Jules Gauvin, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1925, incorporating: Jules Gauvin, merchant, J. Oscar Auger, manager, Adélaïde Deslauriers, contractor, Oscar Gilbert, hotel proprietor, all of the city of Quebec, and S. Joseph Myrand, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry goods, silks, satins, clothing, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally; to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, glovers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission merchants or representatives and carry on business generally;

To purchase, re-sell, accept, take, hold or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds, and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to

ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremises de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant affaires dans toutes lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par cette compagnie, avec l'actif, les marques de commerce, dessins, brevets, permis et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et d'une façon spéciale, acquérir et entreprendre, comme un commerce en opération, les biens, la clientèle, le passif et commerce généralement exercé et jusqu'ici exercé par Jules Gauvin, marchand, de la cité de Québec, en tout et en partie, et mener et continuer ses affaires et entreprises, et en même temps tout immeuble lui appartenant, s'il y a lieu, en tout ou en partie, et payer pour telle acquisition le prix convenu, soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants ou partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par cette compagnie, avec l'actif, les marques de commerce, dessins, brevets, permis et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et en payer le prix convenu soit au comptant ou en actions du capital-actions de la compagnie présentement constituée ou partie en actions acquittées;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en aucune manière à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie, sous le nom de "Jules Gauvin, Limitée", avec un capital total de deux cent soixante-quinze mille piastres (\$275,000.00), divisé en quinze cents (15,000) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, et douze cent cinquante (1,250) actions ordinaires ou communes de cent piastres (\$100.00) chacune;

Les actions privilégiées porteront un intérêt cumulatif de 7%; et ne conféreront pas le droit de vote, les porteurs d'icelles ne jouiront

the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by this company, together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses and good-will connected either directly or indirectly with the purposes of this company, and in a special manner acquire and undertake as a going concern the property, good-will, liabilities and business generally carried on and until now carried on by Jules Gauvin, merchant, of the city of Quebec, in whole and in part, and carry on and continue his business and undertaking, and at the same time any immovable belonging to him, if any, in whole or in part, and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by this company, together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses, and good-will connected either directly or indirectly with the purposes of this company, and to pay for same the price agreed upon either in cash or in shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in paid up shares;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on business similar in any way to that of the present company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds, or securities of any other company;

To acquire, buy, or purchase, rent, sell, exchange or dispose of in any way immovable or real estate necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell, allot, with the approval of shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company, under the name of "Jules Gauvin, Limitée", with a total capital stock of two hundred and seventy five thousand dollars (\$275,000.00), divided into fifteen hundred (1,500) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and twelve hundred and fifty (1,250) ordinary or common shares of one hundred dollars (\$100.00) each;

The preferred shares shall bear a cumulative interest of 7% and shall not confer the right to vote, the holders thereof shall not enjoy any

d'aucun autre privilège, sauf celui d'être représentés par un directeur au Bureau de Direction;

Exercer le privilège de racheter, suivant que les règlements de la compagnie le décideront, les actions privilégiées de la compagnie, en aucun temps et aux conditions posées par les règlements, pourvu que le rachat se fasse pour rien moins que la valeur au pair des dites actions, avec en plus l'intérêt couru sur icelles.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province.

5543

C.-J. SIMARD.

other privilege, except that of being represented by a director on the Board of Directors;

To exercise the privilege of redeeming, according as the by-laws of the company may decide, the preferred shares of the company, at any time and upon the conditions laid down by the by-laws, provided that the redemption be made for not less than the par value of the said shares, with in addition the accrued interest on same;

The head office of the company will be in the city and district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1925.

C. J. SIMARD.

5544

Assistant Provincial Secretary.

"Pyramid Sales Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre, 1925, constituant en corporation: Albert-Isidore Goodstone, avocat, Alexander Vishnevsky, Herman Tower et Gilbert Applebaum, voyageurs de commerce, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir comme une industrie active le commerce présentement exercé dans la cité de Montréal, province de Québec, sous le nom et raison sociale de "Pyramid Sales Corporation" et la totalité ou toute partie de l'actif et du passif du dit commerce en rapport avec icelui, ainsi que la clientèle, et tous les droits et contrats détenus par eux, le tout sujet aux obligations, s'il y en a, affectant ledit commerce, et payer pour telle acquisition en actions acquittées de cette compagnie;

Acheter, vendre, importer, exporter et faire le trafic et le commerce de soie, coton et autres matières fibreuses, bijouterie, quincaillerie et merceries en général, soit à l'état préparé, à l'état ouvré ou brut, et soit en gros ou en détail et soit au moyen de vendeurs ou par la poste;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne, compagnie exerçant ou exploitant, sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions ou des valeurs de toute telle compagnie,

"Pyramid Sales Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty seventh day of November, 1925, incorporating: Albert Isidore Goodstone, Advocate, Alexander Vishnevsky, Herman Tower, and Gilbert Applebaum, salesmen, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now carried on at the city of Montreal, Province of Québec, under the style or firm of "Pyramid Sales Corporation", and all or any of the assets and liabilities of the proprietors of that business in connection therewith, and the good-will thereof, and all the rights and contracts now held by them, subject to the obligations, if any, affecting the same; and to pay for the same in paid up shares of this company;

To buy, sell, import, export and deal in and carry on the business of silk, cotton and other fibrous substances, jewellery, articles of hardware, and dry goods in general, either in the prepared, manufactured or raw state, and either wholesale or retail, and either through salesmen or by mail;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To enter into partnership or into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guar-

aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour la considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucunes procédures dans tout procès ou poursuite;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Vendre par la poste ou promouvoir la vente de tous articles dont la compagnie fait le commerce, au moyen de la coopération des agents et des clients;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelle comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation, des objets précités, sous le nom de "Pyramid Sales Corporation, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5555

C.-J. SIMARD.

antee, or otherwise deal with the same;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign countries to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To sell by means of mail orders, or to promote sales of any articles carried by the Company by co-operation of agents and customers;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Pyramid Sales Corporation, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares common stock of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1925.

C. J. SIMARD,

5556

Assistant Provincial Secretary.

"The Melrose Hairdressing Parlor Company, Limited".

"The Melrose Hairdressing Parlor Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novem-

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1925, in-

bre, 1925, constituant en corporation: Théophilus-Ernest Salter, électricien, Thomas-Aquin O'Reilly, gérant, Edith-Marie Fraser, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, en faire le commerce et le trafic et en disposer, soit en gros et en détail, et utiliser des savons, parfums, articles de toilette et articles de fantaisie, tabac à priser, articles et accessoires de coiffeurs, tabac en feuilles, cigares, cigarettes, et toutes sortes de tabac, médecines brevetées, et articles de pharmacie, pétrole et autres huiles minérales, animales ou végétales, teintures, mordants, shellacs et vernis et produits chimiques de toutes sortes; appareils et instruments de chimie, d'électricité, de chirurgie, et de science; caoutchouc sous toutes ses formes, vaisselle, porcelaine, poterie, verrerie, ferblanterie et quincaillerie, papier, toile à sac, sacs, boîtes, caisses, boîtes en fer blanc, jarres, et autres récipients et matériaux avec lesquels ils sont ou peuvent être fabriqués;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie de l'industrie, des biens ou obligations de tout individu ou compagnie exploitant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter et les acquitter avec des actions de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés;

Acquérir une certaine entreprise commerciale faisant affaires au numéro civique 5806 de la rue Sherbrooke ouest, Montréal, sous le nom et raison sociale de "The Melrose Hairdressing Parlor" et en faire le paiement au moyen d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie, sous le nom de "The Melrose Hairdressing Parlor Company, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
5559 C.-J. SIMARD.

"Newsprint Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1925, constituant en corporation: Francis Curzon Dobell, Paul Gauthier, avocats, Herbert-William Jackson, teneur de livres, Alexander Gordon Yeoman, clerc avocat, et Louis-Joseph-Edmond Gauthier, étudiant en droit, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire l'acquisition, la promotion, l'organisation, l'établissement, et posséder, administrer et exploiter des entreprises commerciales, industrielles et mercantiles de toutes sortes, et donner des conseils et de l'aide en rapport avec telles

corporating: Théophilus Ernest Salter, electrician, Thomas Aquin O'Reilly, manager, Edith Marie Fraser, unmarried, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To produce, manufacture, purchase, sell, import, export, or otherwise acquire, deal in and deal with, utilize and dispose of, either as wholesale or retail, soaps, perfumes, toilet articles and fancy goods, snuff, hairdressing articles and accessories, leaf tobacco and cigars, cheroots, cigarettes and all forms of tobacco, proprietary articles and druggists' sundries, petroleum and all other mineral, animal or vegetable oils, paints, pigments, shellacs and varnishes, chemicals of every character; chemical, electrical, surgical and scientific apparatus and equipment; rubber in any form, crockery, china, pottery, glassware, metalware and hardware, paper, bagging, bags, boxes, cases, cans, jars and other receptacles and materials from which the same are or may be made;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any individual or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, and pay for same in shares of the company;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To acquire a certain business concern carrying on business and operating at civic number 5806 Sherbrooke Street West, Montreal, under the firm name and style of "The Melrose Hairdressing Parlor" and to pay for the same by means of fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of this company, under the name of "The Melrose Hairdressing Parlor Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1925.

C. J. SIMARD,
5560 Assistant Provincial Secretary.

"Newsprint Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1925, incorporating: Francis Curzon Dobell, Paul Gauthier, Advocates, Herbert William Jackson, Bookkeeper, Alexander Gordon Yeoman, Law Clerk, and Louis Joseph Edmond Gauthier, Law Student, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of acquiring, promoting, organizing, establishing, owning, administering and operating commercial, industrial and development enterprises of all kinds, and to advise and assist in connection with any such

opérations, et acheter, vendre et utiliser des propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes, y compris des terres à bois, édifices, concessions, baux et permis forestiers, forces hydrauliques, droits hydrauliques, machinerie, outillages, fournitures, marchandises, obligations, débetures, actions et autres valeurs, et toutes sortes de propriétés nécessaires ou utiles pour l'exploitation de toute industrie, et faire les affaires de financiers, placeurs, constructeurs, entrepreneurs, industriels, agents d'immeubles, auditeurs, agents d'assurances, courtiers et agents généraux;

Exercer l'industrie de manufacturiers et commerçants de papier, matériaux pour la fabrication du papier, carton, bois et produits forestiers, carton de paille, substituts du papier et leurs ingrédients, produits et composés, et de la totalité ou d'aucun des matériaux qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir ou qui se rapportent à telle fabrication, et construire, acquérir, louer, posséder, exploiter, et maintenir des usines, fabriques, entrepôts et cours, ainsi que l'outillage nécessaire pour la fabrication, l'emmagasinage, la vente, la livraison et la distribution de la totalité ou d'aucun des produits susmentionnés;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie, ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs,

business, and to buy, sell and use movable and immovable properties of all kinds, including timber lands, buildings, timber limits, leases and licenses, water-powers, water rights, machinery, equipment, supplies, merchandise, bonds, debentures, shares and other securities, and all kinds of property necessary or useful in the carrying of any industry and to carry on a financial, investment, building, contracting, development, real estate, auditing, insurance, brokerage and general agency business;

To carry on the business of manufacturers of and dealers in papers, paper material, cardboard, wood and wood products, strawboard, paper substitutes, ingredients and products and compounds thereof, and any and all materials that are now or hereafter may be used or connected with such manufacture; to construct, acquire, lease, own, operate and maintain mills, factories, storehouses and yards, as well as the necessary plant for the manufacture, storing, sale, delivery and disposal of any and all the above products;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reci-

les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

procal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise, and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Newsprint Investment Corporation".

Le capital de la compagnie consistera en soixante et un mille cinquante-deux (61,052) actions sans valeur nominale au pair, lesquelles actions seront émises pour la considération qui sera déterminée par le Conseil d'administration.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations, est de trois cent cinq mille deux cent soixante piastres (\$305,260.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5553

C.-J. SIMARD.

"Savoy Hat, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1925, constituant en corporation: Albert Dubrule, fils, marchand, Armand Mathieu, avocat, et Lauria Poirier, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire la fabrication et exploiter généralement l'industrie de marchand, importateur, exportateur et commercer en gros et en détail de chapeaux, casquettes, fourrures, merceries, de toute manière quelconque conformément à la loi;

Pour les fins susmentionnées, agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons d'affaires canadiennes ou étrangères et pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Acheter, posséder, acquérir et généralement faire le commerce d'immeubles pour l'exercice des objets de la compagnie, et les payer en actions entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés;

Acheter, assumer ou acquérir autrement tous les intérêts, droits, clientèle, baux et fonds de commerce de "Savoy & Cie", tels qu'actuelle-

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Newsprint Investment Corporation".

The capital stock of the company shall consist of sixty one thousand and fifty two (61,052) shares without nominal or par value, which shares may be issued for such consideration as may be fixed by the Board of Directors.

The amount of capital with which the company shall commence operations is three hundred and five thousand two hundred and sixty dollars (\$305,260.00).

The head office of the company will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Savoy Hat, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1925, incorporating: Albert Dubrule, junior, merchant, Armand Mathieu, advocate and Lauria Poirier, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and carry on the business of wholesale and retail merchant, importer, exporter and dealer generally in hats, caps, furs, gents furnishings in any manner whatsoever, according to law;

To the purpose above mentioned to act as agents, commission agents, commission merchants brokers or representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations;

To buy, own, acquire and generally deal in immovable property for the carrying on of the purposes of the company, and to pay for same with fully paid up and non-assessable shares of the Company;

To do all or any of the above things either alone or in conjunction with others;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To purchase, take over or otherwise acquire all the interests, rights, good-will, lease and stock in trade of "Savoy & Cie, as actually

ment exploités en la cité et le district de Montréal, à charge du paiement des obligations, s'il y en a, qui les affectent, avec des actions entièrement libérées et non-sujettes à appel de la compagnie, sous le nom de "Savoy Hat, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5557

C.-J. SIMARD.

carried on at the city and district of Montreal, subject to the payment of obligations, if any, affecting same, with fully paid up and non-assessable shares of the company, under the name of "Savoy Hat, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Foley Brothers, Inc. and Chambers, McQuigge & McCaffrey Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingtième jour de novembre, 1925, constituant en corporation: Francis-Raymond Hannen avocat, John-Edward Grivell, comptable, Ella-Mary Jackson, Ada Lewis et Helena Peers, filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Agir comme constructeurs et entrepreneurs généraux pour la construction de chemins de fer, et acheter et acquérir de "Foley Brothers, Incorporated", de Saint-Paul, Minnesota, et de "Chambers, McQuigge & McCaffrey Company, Limited", de Toronto, Ontario, un certain contrat pour la construction du chemin de fer "Rouyn Mines Railway", entre les villes de O'Brien et Rouyn, dans la province de Québec, et exécuter, poursuivre et compléter ledit contrat;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaire propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

"Foley Brothers, Inc. and Chambers, McQuigge & McCaffrey Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1925, incorporating: Francis Raymond Hannen, advocate, John Edward Grivell, accountant, Ella Mary Jackson, Ada Lewis and Helena Peers, spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To act as railway construction and general contractors and to purchase and acquire from "Foley Brothers, Incorporated" of Saint Paul, Minnesota, and "Chambers, McQuigge & McCaffrey Company, Limited" of Toronto, Ontario, a certain contract for the construction of the Rouyn Mines Railway, between the towns of O'Brien and Rouyn, in the Province of Quebec, and to perform, carry on and complete said contract;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts

prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler tous chemin, routes, embranchements ou voies d'évitement, ponts réservoirs, entrepôts, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, y contribuer, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'exploitation, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux, ces droits devant être exercés cependant sur les propriétés de la compagnie seulement ou sur celles sous son contrôle et pour les fins de son industrie et de son commerce seulement;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement

of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, warehouses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof, such rights to be exercised, however, upon the property of the company only or upon that under its control and for the sole purposes of its business and industry;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or secur-

Pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement; garantir aussi l'exécution de contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Foley Brothers, Inc. and Chambers, McQuigge & McCaffrey, Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en dix mille (10,000) actions sans valeur nominale au pair.

Le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinquante mille piastres (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5561

C.-J. SIMARD.

ities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Foley Brothers, Inc. and Chambers, McQuigge & McCaffrey Company, Limited".

The capital stock of the Company is divided into ten thousand shares (10,000) without nominal or par value.

The amount of the capital with which the Company will carry on business shall be the sum of fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of November, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

5562

Assurances

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Phoenix Assurance Company, Limited, of London, England", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, vie, ouragan, explosion et contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, a été amendé, permettant en plus les classes d'assurance contre l'automobile et contre les tremblements de terre, le et après ce vingt-septième jour de novembre, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-septième jour de novembre, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

5441-49-2

Insurances

Notice is hereby given that the certificate of Registry issued to the "Phoenix Assurance Company, Limited, of London, England", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, life, tornado, explosion and sprinkler leakage, has been extended to include automobile and earthquake insurance, on and after this twenty-seventh day of November, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-seventh day of November, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

5442-49-2

Avis est par les présentes donné au public que Gustave Marin, avocat, 444 Boulevard Pie IX, Montréal; Edouard Tellier, avocat, 36 rue Sherbrooke Ouest, Montréal; Paul Gouin, avocat, 445 Avenue Prince-Albert, Westmount; Gratia Longtin, caissière, 224 rue Berri, Montréal; Flore Mallette, sténographe, 8014A rue Saint-Denis, Montréal, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, après que le présent avis aura été publié pendant quatre semaines consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, pour les constituer en corporation, sous le nom de "The People's Life Assurance Company of Canada" (en anglais), et sous le nom de "La Compagnie d'Assurance du Peuple du Canada" (en français), avec un capital de un million de piastres, divisé en dix mille actions de cent piastres chacune, en vertu des dispositions de la loi des assurances de Québec et ses amendements, aux fins d'obtenir le pouvoir de faire des affaires d'assurance sur la vie, sur les accidents, contre le feu et contre la maladie; des affaires d'assurance de garantie et de cautionnement; des affaires d'assurance contre toute perte de propriété ou tout dommage à la propriété, causé par accident, y compris les explosions, ou par suite du vol avec ou sans effraction; sur les glaces (plate glass); et aussi des affaires d'assurance sur les véhicules-moteurs; des affaires d'assurance maritime, d'automobiles, bicycles et d'aviation et sur le bétail, sous toutes leurs formes, et pour ces fins, faire et exécuter en tout temps des polices, contrats, conventions, engagements écrits ou imprimés, selon qu'il sera jugé nécessaire et utile dans chaque cas, et généralement faire et exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins, et de manière à pouvoir les atteindre, pourvu qu'avant le commencement de ses opérations, la compagnie se conforme à la loi des assurances de Québec, relativement au dépôt et aux permis exigés et à toutes ses autres dispositions.

Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 1er décembre 1925.

GUSTAVE MARIN,
EDOUARD TELLIER,
PAUL GOUIN,
GRATIA LONGTIN,
FLORE MALLETTTE.

L'avis de cette compagnie publié à la page 3655 est nul. 5647-50-4

Notice is hereby given to the public that Gustave Marin, lawyer, 444 Boulevard Pie IX, Montreal; Edward Tellier, lawyer, 36 Sherbrooke West, Montreal; Paul Gouin, lawyer, 445 Prince Albert Avenue, Westmount; Gratia Longtin, cashier, 224 Berri, Montreal; Flore Mallette, stenographer, 8014A Saint Denis, Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec, after the present notice has been published for four consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, asking to be incorporated under the name of "The People's Life Assurance Company of Canada" (in English), and under the name of "La Compagnie d'Assurance du Peuple du Canada" (in French), with a capital stock of one million dollars, divided in ten thousand shares of one hundred dollars each, in virtue of the provisions of the Quebec Insurance Act and its amendments, to carry on the business of insurance for life and accident, fire and sickness; guarantee or suretyship insurance; insurance against any loss or damage to property by accidental causes, including explosions, larcenies, houses breaking or burglary, and plate glass insurance; to carry on the business of insurance on motor vehicles; and also to carry on marine, automobile, bicycles or aviation insurance and live stock insurance, and for those purposes, at all times, to issue and execute policies, contracts, agreements or conventions written or printed, according to the circumstances of such ends, and generally to do all things and matters relative to such ends and necessary to acquire same, provided that before commencing the business of such group of insurance, the company shall comply with the Quebec Insurance Act, as regards the deposit and permits and all other matters.

The principal place of business of the said company to be at Montreal.

Dated at Montreal, this 1st day of December, 1925.

GUSTAVE MARIN,
EDOUARD TELLIER,
PAUL GOUIN,
GRATIA LONGTIN,
FLORE MALLETTTE.

The notice of this company published on page 3655 is null. 5648-50-4

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la Cité d'Outremont demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour confirmer les pouvoirs qui lui sont accordés par sa Charte et ses amendements, pour modifier et amender, suivant qu'il sera nécessaire, certaines dispositions de ladite Charte et de ses amendements, ainsi que la loi qui régit la Cité, entre autres, relativement aux règlements du Conseil, avec ou sans leur approbation par les propriétaires de biens-fonds, à l'aqueduc et autres services d'utilité publique, aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation, au mode de collecter les taxes et cotisations municipales et scolaires, à la remise de telles taxes et cotisations scolaires à l'autorité compétente, et au droit de subrogation de la cité lui résultant de

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the city, of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for an Act to confirm the powers granted to it by its Charter and amendments thereto and to modify and amend, as may be deemed necessary, certain provisions of said Charter and its amendments, and of the law governing the City, amongst others, in relation to the by-laws of the Council, with or without their approval by owners of immovable property, to the water-works or other public utilities, to the valuation and collection rolls and their contestation, to the mode of collecting municipal and school taxes and assessments, to the remittance of such school taxes and assessments to the proper authority, and to the City's right of subrogation resulting from its obligation to collect and remit

son obligation de percevoir et remettre lesdites taxes et cotisations, à l'extension du pouvoir d'imposer les taxes, à la subrogation, sous certaines conditions, dans les droits de la Cité en faveur des personnes payant les taxes et cotisations contre la ou les personnes qui y sont tenues en dernier ressort, à la ratification des rôles de cotisations et de perception, à la ratification des règlements de construction, aux franchises et privilèges dans les rues, places publiques et autres dans la municipalité, aux ouvertures et excavations, aux chemins, places publiques et trottoirs, à la ratification du règlement intervenu entre la cité d'Outremont et "The Mount Royal Tunnel & Terminal Company, Limited", au sujet de l'évaluation pour les fins de l'imposition des taxes municipales des propriétés de ladite compagnie situées dans les limites de la Cité d'Outremont, et pour autres fins.

Montréal, 3 décembre, 1925.

Les Avocats de la requérante,
5565—50-4 BEAUBIEN, LAMARCHE & MICHAUD.

L'Oeuvre de la Propagation de la Foi de Québec s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant la loi la constituant en corporation (6 George V, chapitre 87), de façon à définir plus clairement le but de l'Oeuvre, la manière dont seront distribués les dons et legs faits à la corporation, les détails que devra contenir le rapport annuel à être fait à Sa Grandeur l'Archevêque de Québec.

Québec, 5 décembre, 1925.

Pour la requérante,
5567—50-4 JOS. SIROIS, N. P.

Avis est donné, par les présentes, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, une demande sera faite de la part de la compagnie "Saint Lawrence Paper Mills, Ltd.", pour confirmer et ratifier une résolution adoptée par le conseil de la cité des Trois-Rivières, à une séance du 27 septembre 1920, et accordant divers privilèges et commutations de taxes à la dite compagnie.

Daté à Trois-Rivières, ce 3 décembre, 1925.

Les procureurs de la compagnie
"SAINT LAWRENCE PAPER MILLS, LTD."
5569—50-4 BUREAU, BIGUE & GOUIN.

Avis est par les présentes donné que Rodolphe Monette, de Lévis, présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, une loi privée, autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après avoir subi avec succès les examens professionnels de 3ième, 4ième et 5ième année devant le bureau.

5571—50-4 RODOLPHE MONETTE.

Avis public est par les présentes donné que Albert-Richard Whittall, de la cité de Westmount, district de Montréal, et autres, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi érigeant en corporation de ville certains lots situés dans les cantons d'Arundel et Montcalm, dans le comté d'Argenteuil, comme suit: les lots numéros 1, 2, 3, 4, et 5 du cinquième rang; les lots numéros 1, 2, 3, 4 et 5 du sixième rang; et la moitié sud des lots numéros 1 et 2 du septième rang du canton d'Arundel, et, en outre,

same, to the extension of the powers of taxation, to the subrogation under certain conditions in the rights of the City of persons paying taxes and assessments against the person or persons ultimately liable therefor, to the ratification of imposition of supplementary local improvement assessments, and of assessments or collection rolls, to the power to revise local improvement assessments in certain cases, to ratify the building by-laws, to franchises and privileges in the streets, public places and others in the municipality, to openings and excavations, to roads, public places and sidewalks, to ratify the settlement effected between the city of Outremont and "The Mount Royal Tunnel & Terminal Company, Limited", as to valuation for purposes of municipal taxation of the property of said Company situate within the limits of the city of Outremont, and for other purposes.

Montreal, December 3rd., 1925.

B. AUBIEN, LAMARCHE & MICHAUD,
5566—50-4 Attorneys for Petitioner.

"L'Oeuvre de la Propagation de la Foi de Québec" will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for a bill amending the law constituting the petitioner as a corporation (6 George V, chapter 87), in order to more clearly define the objects of the corporation, the manner in which the gifts and bequests to the corporation should be distributed, and the details which should be found in the annual report to His Grace the Archbishop of Quebec.

Quebec, December 5th., 1925.

For the Petitioner,
5568—50-4 JOS. SIROIS, N. P.

Notice is hereby given that an application will be presented before the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, on behalf of the Saint Lawrence Paper Mills, Ltd., for the confirmation and ratification of a resolution passed and adopted by the Council of the city of Trois-Rivières, at his meeting of the 27th. of September, 1920, such resolution granting the said company certain privileges and commutations of taxes.

Dated at Trois-Rivières, this 3rd day of December, 1925.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Attorneys-at-law for the Company
5570—50-4 SAINT LAWRENCE PAPER MILLS, LTD.

Notice is hereby given that Rodolphe Monette, of Lévis, will present at the next session of the Legislature of Quebec, a private Act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, to admit him among its members after having successfully passed the professional examinations of the 3rd, 4th and 5th years before the Board.

5572—50-4 RODOLPHE MONETTE.

Public notice is hereby given that Albert Richard Whittall, of the city of Westmount, district of Montreal, and others, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to erect into a town Corporation certain lots situate in the Townships of Arundel and Montcalm, in the county of Argenteuil, as follows: lots numbers 1, 2, 3, 4 and 5 of the Fifth Range; lots numbers 1, 2, 3, 4 and 5 of the Sixth Range and the southern half of lots numbers 1 and 2 of the Seventh Range of the Township of Arun-

la moitié nord des lots numéros 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du quatrième rang; la moitié nord des lots numéros 1, 2, 3 et 4, les lots numéros 5 à 17 inclusivement et la moitié nord des lots numéros 18 et 19 du cinquième rang; les lots numéros 1 à 19 inclusivement et la moitié nord des lots numéros 20 et 21 du sixième rang et la moitié sud des lots numéros 1, 2, 3, 4, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 du septième rang du canton de Montcalm, et toutes les eaux du lac Ecorce environnées par les dits lots; les dits lots à être détachés des cantons d'Arundel et Montcalm respectivement; la dite ville pour être à l'avenir connue sous le nom de ville de Barkmere; et de plus amples pouvoirs pour contrôler les eaux du dit lac et les nombre, forme, grandeur, fin et but des constructions et habitations à être érigées ou occupées dans les limites de la dite Municipalité; et en plus l'amendement de l'article 2252 des Statuts refondus de Québec, 1909, tel qu'amendés, en ce qui concerne le dit territoire.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,
5579-50-4 BRAIS & GARNEAU.

Avis est, par les présentes, donné que "The Ogilvie Flour Mills Company, Limited", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi incorporant "The Ogilvie Benefit Fund, Inc.", et définissant les pouvoirs de la dite corporation.

Montréal, 7 décembre 1925.

Les procureurs de la requérante,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
5591-50-4

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la "Noranda Mines, Limited", James-Young Murdock, avocat, Toronto, Samuel-Clifton Thomson, ingénieur de mines, New-York, Humphrey-Wallingford Chadbourne, ingénieur de mines, New-York, Lewis-Kenneth Fletcher, ingénieur de mines, Rouyn, province de Québec, Len Hill, entrepreneur, New-Liskeard, province d'Ontario, Ernest Hibbert, gérant de mines, Rouyn, province de Québec, pour la passation d'une loi constituant en municipalité distincte, en vertu de la loi des cités et villes, 1922, un certain territoire comprenant les lots de terre suivants, situés dans le canton Rouyn, comté de Témiscamingue, province de Québec, et connus et désignés comme étant les lots numéros 1, 2, 3, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 53, 62, 63, 64, 65, et déterminant le nom sous lequel la dite ville sera connue et la manière dont elle sera administrée, les qualités requises pour faire partie de son conseil municipal, le mode d'élection des membres du dit conseil, et pour autres fins.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Le procureur des requérants,
5595-50-4 MAXIME RAYMOND.

LES SOEURS DE LA PRESENTATION.

Avis est par les présentes donné que les "Sœurs de la Présentation" demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'amender la charte constitutive de cette corporation, 18 Victoria, chap. 239, afin de préciser davantage les droits qu'elle possède, fixer son siège social, obtenir de plus amples pouvoirs, spécialement les

del, and, furthermore, the northern half of lots numbers 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15 of the Fourth Range; the northern half of lots numbers 1, 2, 3, and 4, lots numbers 5 to 17 inclusive and the northern half of lots numbers 18 and 19 of the Fifth Range; lots numbers 1 to 19 inclusive and the northern half of lots numbers 20 and 21 of the sixth Range and the southern half of lots numbers 1, 2, 3, 4, 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21 of the Seventh Range of the Township of Montcalm, and all the waters of Bark Lake surrounded by the said lots, said lots to be detached from the Townships of Arundel and Montcalm respectively; said town corporation to be known in future under the name of town of Barkmere; and for further powers, to control the waters of said Lake and the number, form, size and purposes of buildings and habitations to be erected or occupied within the limits of said Municipality, and furthermore to amend Article 2252 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, as amended, in so far as said territory is concerned.

Montreal, December, 7th., 1925.

BRAIS & GARNEAU,
5580-50-4 Attorneys for Petitioners.

Notice is hereby given that The Ogilvie Flour Mills Company, Limited, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating The Ogilvie Benefit Fund, Inc., and defining the powers of such corporation.

Montreal, 7th December, 1925.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicants.
5592-50-4

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Noranda Mines, Limited, James Young Murdock, Barrister-at-law, Toronto, Samuel Clifton Thomson, Mining engineer, New Hork, Humphrey Wallingford Chadbourne, Mining engineer, New York, Louis Kenneth Fletcher, Mining engineer, Rouyn, province of Quebec, Len Hill, contractor, New Liskeard, province of Ontario, Ernest Hibbert, Mines Manager, Rouyn, province of Quebec, for an Act to incorporate as a separated municipality, under the Cities and Towns' Act, 1922, a certain territory comprising the following lots of land situated in the Township of Rouyn, Temiscamingue county, province of Quebec, and being known and designated as lots Nos. 1, 2, 3, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 53, 62, 63, 64, 65, and to determine the name under which the said town shall be known and the manner in which it shall be administered, the qualifications required to form part of its municipal council, the manner in which the members thereof shall be elected, and other purposes.

Montreal, December 7th., 1925.

MAXIME RAYMOND,
5596-50-4 Attorney for the Petitioners.

THE SOEURS DE LA PRESENTATION

Notice is hereby given that the "Sœurs de la Présentation" will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to amend its Act of incorporation 18 Victoria, chap. 239, so as to specify more clearly the rights it holds, to fix its chief place of business, to obtain more ample powers, especially the following: to adopt any

Suivants: adopter tout règlement nécessaire ou utile à ses fins, établir d'autres maisons, emprunter les sommes nécessaires à la corporation, consentir ces emprunts au moyen d'émission d'obligations avec hypothèque sur les biens meubles et immeubles, présents et futurs, de la corporation, et le droit de consentir cette hypothèque en faveur de fidéicommissaire représentant les obligataires, et ce au moyen d'un acte de fidéicommiss, et pour autres fins.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Les procureurs des requérantes,
5597-50-4 PERRAULT & RAYMOND.

Avis est par les présentes donné que La Ville de Chicoutimi, les Commissaires d'Écoles de la Ville de Chicoutimi et "The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited", s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi qui validera un arrangement et compromis en vertu duquel "The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited" paiera un certain montant à Les Commissaires d'Écoles de la Ville de Chicoutimi en règlement d'une poursuite intentée par eux pour taxes scolaires, et aussi renoncera pour l'avenir, à certains privilèges qui avaient été concédés à ses auteurs par règlement No 167 de la Ville de Chicoutimi, pourvu que, pour dix années à venir, les biens immeubles de la dite compagnie soient évalués sur une base moyenne fixe, ceci tant pour fins municipales que scolaires, et aussi moyennant autres considérations.

Chicoutimi, 9 décembre 1925.

Les procureurs des requérants,
JEAN-CHARLES GAGNÉ,
5601-50-4 ADOLPHE ROUTHIER.

Avis public est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi remplaçant sa charte actuelle et lui accordant plus amples pouvoirs, spécialement les suivants:

(a) Le pouvoir d'établir, dans les limites de la cité de Québec, des sections paroissiales autonomes avec pouvoir de posséder des biens propres, de les administrer et d'en disposer, le tout sujet à certaines formalités et restrictions;

(b) Le pouvoir d'acquérir des meubles et des immeubles, de les hypothéquer pour fins d'emprunts, tant par la Société que par les sections paroissiales, au moyen d'actes de fiducie et d'hypothèque, ou autrement;

(c) Le pouvoir de se fusionner avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec et avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Limoilou, pourvu que ces deux sociétés donnent leur assentiment à cette fusion, conformément à leurs règlements respectifs;

(d) Le pouvoir de se fédérer avec les autres Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'archidiocèse de Québec.

Québec, 9 décembre 1925.

Le Président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.
5635-50-4 SIMON LAPOINTE.

Demande sera faite à la prochaine session de la Législature de Québec pour la passation d'une loi pour incorporer une compagnie et pour l'autoriser à construire des tunnels de chemin de fer sous le fleuve Saint-Laurent entre Montréal et la rive sud, à raccorder lesdits tunnels avec les che-

by-law necessary or useful for its purposes, to establish other branches, to borrow the sums necessary for the corporation, to execute such loans by means of the issue of bonds with mortgage on the movable and immovable, present and future property of the corporation, and the right to execute such mortgage in favor of a trustee representing the bond holders, and such by means of a deed of trust, and for other purposes.

Montreal, 7th of December, 1925.

PERRAULT & RAYMOND,
5598-50-4 Attorneys for Petitioners.

Notice is hereby given that the Town of Chicoutimi, The School Commissioners of the Town of Chicoutimi and The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to demand the adoption of an act validating an arrangement and compromise in virtue of which The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited, will pay a certain sum to The School Commissioners of the Town of Chicoutimi, in settlement of an action for school taxes, and also will renounce for the future to certain privileges which had been granted to its authors per By-law No 167 of the Town of Chicoutimi, provided, however, that during the next ten years the immovable property belonging to said company be valued on a fixed medium basis, for municipal and school purposes, and provided also for other considerations.

Chicoutimi, December 9th., 1925.

JEAN CHARLES GAGNE,
ADOLPHE ROUTHIER,
5602-50-4 Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that "La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of a law replacing its present charter, and the granting of larger powers, especially the following:

(a) The power to establish, within the limits of the city of Quebec, self-governing parochial sections with power to possess properties of their own, to administer them and to dispose of them, subject to certain formalities and restrictions;

(b) The power to acquire movables and immovables, to hypothecate same, in view of borrowing money, by itself or by its parochial sections, by way of deed of trust, mortgage and hypothec, or otherwise;

(c) The power to unite and form a single corporation with "La Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec" and "La Société Saint-Jean-Baptiste de Limoilou", provided that these two societies agree to such union, according to their respective by-laws;

(d) The power to form a federation with the other Saint-Jean Baptiste societies of the archdiocese of Quebec.

Quebec, December 9th, 1925.

SIMON LAPOINTE,
President of "La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec".
5636-50-4

Application will be made at the next session of the Legislature of Quebec for the passing of an Act incorporating a Company and authorizing it to construct railway tunnels under the River Saint Lawrence between Montreal and the South Shore, to connect said tunnels with the railways

mins de fer des deux côtés de la rivière et à pourvoir des facilités de tête de lignes pour le transport du fret et des passagers.

Le procureur des requérants,
E.-W. WESTOVER.

Montréal, le 9 décembre 1925. 5639—50-4

on both sides of the river and to provide terminal facilities for freight and passenger traffic.

E. W. WESTOVER,
Attorneys for Applicants.

Montreal, 9th December, 1925.

5640—50-4

Avis est par les présentes donné que Adéard Tétreault, des cité et district des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres et à lui accorder la licence requise pour pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen.

Le requérant,
ADELARD TETREAULT.

Trois-Rivières, le 5 décembre 1925. 5641—50-4

Notice is hereby given that Adéard Tétreault, of the city and district of Three Rivers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit him amongst its members and grant him the required license to practise medicine in the Province of Quebec, after examination.

ADELARD TETREAULT,
Petitioner.

Three Rivers, December 5, 1925. 5642—50-4

Avis est par les présentes donné, que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent et notamment les pouvoirs suivants: a) l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars (\$3,500,000.00); b) l'augmentation du taux de la taxe scolaire affectant la propriété foncière des contribuables catholiques romains à une somme n'excédant pas un centin dans la piastre, ou la création de source additionnelle pour accroître ses revenus; c) la définition des droits respectifs de l'Euvre et Fabrique Saint-Zotique et de cette Commission à la propriété absolue de la salle de l'Ecole Cartier; d) l'établissement d'un système d'assurance collective parmi les institutrices laïques et les employées permanentes, en amendement la loi 15 Georges V, chapitre 43, paragraphes 2 et 3; e) pour autres fins.

Le procureur de la requérante,
AYME LAFONTAINE.

Montréal, le 7 décembre 1925. 5649—50-4

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to the laws governing said Commission and notably the following powers: a) the authorization of a borrowing power not exceeding three million five hundred thousand dollars (\$3,500,000.00); b) the increase of the rate of the school tax on the real estate of Roman Catholic rate-payers to a sum not exceeding one cent in the dollar, or the creation of an additional source to increase its revenue; c) the definition of the respective rights of l'Euvre et Fabrique Saint-Zotique and of this Commission to the absolute ownership of l'Ecole Cartier hall; d) the creation of a system of group insurance among the lay teachers and the administrative staff, by amending the Act 15 George V, chapter 43, paragraphs 2 and 3; e) for other purposes.

AYME LAFONTAINE,
Attorney for Applicant.

Montreal, December 7, 1925. 5650—50-4

Avis est, par les présentes, donné que la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à la loi la constituant en corporation—8 Victoria, chapitre 101—telle qu'amendée par la loi 48 Victoria, chapitre 46, quant à ses pouvoirs et particulièrement ses pouvoirs d'emprunt et autres fins.

Montréal, 30 novembre 1925.

Les avocats des Sœurs des Saints Noms

de Jésus et Marie,

SAINT-JACQUES, FILION & HOULE.
5469—49-4

Notice is hereby given that the Community of the Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its Act of incorporation—8 Victoria, chapter 101—as amended by the Act 48 Victoria, chapter 46, regarding its powers and particularly its borrowing powers and other purposes.

Montreal, 30th November, 1925.

SAINT-JACQUES, FILION & HOULE,
Attorneys for the Sisters of the Holy

Names of Jesus and Mary.

5470—49-4

Avis est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi pour constituer une corporation sous le nom de "Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, d'emprunter, de tenir des registres pour les actes de l'état civil, d'établir une église pour l'exercice du culte suivant le rite grec orthodoxe, ainsi que des écoles et des institutions charitables et d'exercer tous les autres droits incidents aux corporations religieuses, charitables et d'enseignement; pour pourvoir à l'organisation de ladite corporation et à la nomination de syndics ou fiduciaires pour l'admini-

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law constituting a corporation under the name of Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal, with power to acquire and own movable and immovable properties, to borrow money, to keep registers for acts of civil status, to establish a church for the exercise of religious worship according to the ritual of the Greek Orthodox Communion, as well as schools and charitable institutions and to exercise all other rights incidental to religious, charitable and teaching corporations; to provide for the organization of the said corporation and for the appoint-

nistration de ses biens; pour amalgamer et fusionner avec cette nouvelle corporation les corporations actuellement existantes et connues sous le nom de "Holy Trinity Church, Greek Orthodox" et "Socrates Anglo-Greek School, Inc.", et pourvoir au transfert à la nouvelle corporation de tous les biens mobiliers et immobiliers des deux corporations ci-dessus mentionnées; pour valider les registres des naissances, des mariages et des décès tenus par ladite corporation "Holy Trinity Church Greek Orthodox"; pour valider à toutes fins les mariages célébrés avant la passation de ladite loi par tout prêtre ou ministre du culte desservant ladite "Holy Trinity Church, Greek Orthodox", et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, ce premier jour de décembre, 1925.
Les procureurs des requérants,
5497—49-4 GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Avis est par ces présentes donné que, à la prochaine assemblée de la Législature, application sera faite par "The Sherbrooke Loan & Mortgage Company" pour:

a. Changement de nom à "Sherbrooke Trust Company".

b. Permission d'augmenter le capital-actions à \$500,000.00.

c. Tels pouvoirs additionnels que les directeurs considéreront à désirer pour le fonctionnement voulu des activités de la compagnie, et lesquels pouvoirs, ou des pouvoirs semblables, ont déjà été accordés à des compagnies transigeant le même genre d'affaires.

Les avocats de la requérante,

WELLS, LYNCH & WILSON.
Sherbrooke, Qué., le 24 novembre, 1925.
5499—49-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir qu'une carte d'identité soit exigée des voteurs lors des élections municipales; pour faire ratifier le vote donné par les électeurs aux termes des lois 15 Georges V chap. 152-153; pour être autorisée à adopter toutes mesures que pourraient nécessiter l'expropriation de la rue Sherbrooke, et l'ouverture de nouvelles rues; pour obtenir l'autorisation de consolider son fonds d'amortissement.

Montréal-Est, 1er décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier,
5501—49-4 J. EMERY CODERRE.

Avis est par les présentes donné que l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte, la loi 6 Edouard VII, chapitre 89, telle qu'amendée par les lois 9 Edouard VII, chapitre 130, 2 George V, chapitre 110, 4 George V, chapitre 120 et 9 George V, chapitre 129; pour obtenir certains pouvoirs additionnels et inhérents à son maintien et à son administration; faire définir plus clairement ses privilèges, droits et obligations; changer le mode d'élection des membres du conseil et la date de l'assemblée annuelle, en modifier les dispositions pénales et les conditions d'admission à l'étude et à la pratique de l'optométrie et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, 2 décembre, 1925.

Le procureur de la requérante,
5507—49-4 ALEXANDRE CINQ-MARS.

ment of trustees or fiduciaries for the administration of its property; to amalgamate and merge with this new corporation the corporations actually existing and known under the names of Holy Trinity Church, Greek Orthodox and Socrates Anglo-Greek School, Inc., and provide for the transfer to the new corporation of all the moveable and immoveable property of both corporations hereinabove mentioned; to validate the registers of births, marriages and deaths kept by the said corporation Holy Trinity Church, Greek Orthodox, to validate to all intents and purposes marriages celebrated before the adoption of said law by any priest or minister of worship officiating for the said Holy Trinity Church, Greek Orthodox, and for all other such purposes.

Montreal, this first day of December, 1925.
GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5498—49-4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that, at the next meeting of the Legislature, application will be made by The Sherbrooke Loan & Mortgage Company, for:

a. Change of name to Sherbrooke Trust Company.

b. Permission to increase its capital to \$500,000.00.

c. Such additional powers as deemed desirable by the directors for the proper carrying out of the company's business, and which powers, or like powers, have already been granted to companies engaged in a similar line of business.

WELLS, LYNCH & WILSON,
Solicitors for the applicant.

Sherbrooke, Que., November 24, 1925.
5500—49-4

Notice is hereby given that the Town of Montreal-East will apply to the Legislature at its next Session, to obtain that an identification card be exacted from the voters at municipal elections, to have the vote given by the electors in conformity with the Acts 15 George V, chap. 152-153, ratified; to be authorized to enact all necessary dispositions for the expropriation of Sherbrooke Street, and the opening of new streets; to be authorized to consolidate its sinking fund.

Montreal-East, December the 1st, 1925.

J. EMERY CODERRE,
5502—49-4 Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that the Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to have its charter amended, the Act 6 Edward VII, chapter 89, as amended by the Acts 9 Edward VII, chapter 130, 2 George V, chapter 110, 4 George V, chapter 120 and 9 George V, chapter 129; to obtain certain additional and inherent powers to its maintenance and administration; to have its privileges, rights and obligations more clearly defined; to change the mode of election of the members of the council and the date of the annual meeting; to modify its penal provisions and conditions for admission to the study and practice of optometry and for any other similar purposes.

Montreal, 2nd. December, 1925.

ALEXANDRE CINQ-MARS,
5508—49-4 Attorney of Petitioner.

Avis est par le présent donné que le Bureau de Commissaires d'écoles Catholiques Romains de la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la permission d'emprunter sur débentures.

Québec, 3 Décembre, 1925.

Le secrétaire-trésorier du Bureau
de Commissaires d'Ecoles Catho-
liques Romains de la cité de Québec.
5509—49-4 ANTOINE-C. TASCHEREAU.

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain permission to borrow on debentures.

Quebec, December 3, 1925.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Secretary-Treasurer of the Board
of Roman Catholic School Commis-
sioners of the city of Quebec.
5510—49-4

AVIS DE BILL *Re* ROUYN MINES RAILWAY COMPANY.

Avis est par la présente donné que demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec pour l'adoption d'une loi remplaçant le nom de la compagnie par celui de "National Transcontinental Railway Branch Lines Company" et pour autres fins.

Montréal, 3 décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier,
WILFRID-HENRY NICHOLAS.
5523—49-4 94 rue McGill Montréal.

NOTICE OF BILL *Re* ROUYN MINES RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act changing the name of the Company and replacing it by "National Transcontinental Railway Branch Lines Company" and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1925.

WILFRID HENRY NICHOLAS,
Secretary-Treasurer.
94 McGill St., Montreal.
5524—49-4

Avis public est par les présentes donné que, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, on demandera l'adoption d'un projet de loi privée qui changera de Middleton en Bremner, le nom des personnes suivantes: John-Alexander Middleton et Douglas-Orrin Middleton, tous deux de la cité de Westmount, district de Montréal.

Montréal, 3 décembre 1925.

Les avocats des requérants
5525—49-4 DESMARAIS & DESERRES.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made for the passing of a bill to change from Middleton into Bremner, the name of the following persons: John Alexander Middleton and Douglas Orrin Middleton, both of the city of Westmount, district of Montreal.

Montreal, December 3, 1925.

DESMARAIS & DESERRES,
Attorneys for applicants.
5526—49-4

Avis est par les présentes donné que Adolph Klein, Louis Solomon, Louis Berger, Myer Ungar, Osias Cohen, Benjamin Resch, Max Kolber, Samuel-L. Kolber, Joseph Solomon et Martin Gross, tous des cité et district de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les constituer en corporation sous le nom de "Congregation Shaare Tefilah", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et exercer tous les autres droits incidents aux corporations religieuses et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, le 24 septembre, 1925.

Le procureur des requérants,
5361—48-4 NATHAN SOLOMON.

Notice is hereby given that Adolph Klein, Louis Solomon, Louis Berger, Myer Ungar, Osias Cohen, Benjamin Resch, Max Kolber, Samuel L. Kolber, Joseph Solomon and Martin Gross, all of the city and district of Montreal, merchants, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "Congregation Shaare Tefilah", with power to acquire and possess movable and immovable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, September 24th. 1925.

NATHAN SOLOMON,
Attorney for applicants.
5362—48-4

Avis est par les présentes donné que Samuel Guttman, Solomon Weiser, Philip Fainer, William Ziff, Morris Mendelsohn, Aaron Darabaner, Abraham Marcovitch, Nathan Ship, Sam Sternklar, Elias Herscovitch, Joseph Lonn, Jacob Rosenberg, Solomon Schlosberg, Abraham Cohen, Sam Pollack et Joseph Spier, tous des cité et district de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les constituer en corporation sous le nom de "New Beth Jehuda Synagogue", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et exercer tous les autres droits incidents aux corporations religieuses et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, le 24 octobre, 1925.

Le procureur des requérants,
5363—48-4 NATHAN SOLOMON.

Notice is hereby given that Samuel Guttman, Solomon Weiser, Philip Fainer, William Ziff, Morris Mendelsohn, Aaron Darabaner, Abraham Marcovitch, Nathan Ship, Sam Sternklar, Elias Herscovitch, Joseph Lonn, Jacob Rosenberg, Solomon Schlosberg, Abraham Cohen, Sam Pollack and Joseph Spier, all of the city and district of Montreal, merchants, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "New Beth Jehuda Synagogue", with power to acquire and possess movable and immovable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, October 24th., 1925.

NATHAN SOLOMON,
Attorney for applicants.
5364—48-4

Avis est par les présentes donné que la cité du Cap de la Madeleine demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi amendement la charte de la dite cité à l'effet de ne pas priver l'électeur de ladite cité du droit de vote, sur son défaut de payer les taxes qu'il doit à la municipalité; et de faire tomber, sous ce rapport, la cité du Cap de la Madeleine, sous la loi des cités et villes; et amendement la dite charte sous d'autres rapports de façon à la rendre plus conforme à la loi générale.

Trois-Rivières, 23 novembre 1925.

Le procureur de la cité du Cap de la Madeleine,

WILFRID GARIEPY.

5365—48—4

Avis est par les présentes donné que la corporation de Saint-Vincent-de-Paul s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant une convention pourvoyant au paiement d'une taxe fixe à la dite corporation pour une période de vingt années, sur des propriétés et travaux devant être utilisés ou construits pour une usine hydro-électrique projetée sur la Rivière des Prairies par la compagnie "Montreal Island Power Company", une corporation de Montréal, et ayant-cause de la compagnie "Back River Power Company" aussi de Montréal, le tout conformément à la dite convention passée entre ladite corporation et la compagnie en dernier lieu nommée, devant J.-W. Levesque, N. P., le 6 mai 1925, ou des modifications de ladite convention que la législature pourrait faire et pour autres fins.

Montréal, le 25 novembre 1925.

Les procureurs de la requérante,

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.

5387—48—4

Avis est par les présentes donné que la corporation scolaire des Ecoles, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant une convention pourvoyant au paiement d'une taxe fixe à la dite corporation pour une période de vingt années, sur des propriétés et travaux devant être utilisés ou construits pour une usine hydro-électrique projetée sur la Rivière des Prairies par la compagnie "Montreal Island Power Company", une corporation de Montréal, et ayant-cause de la compagnie "Back River Power Company", aussi de Montréal, le tout conformément à la dite convention passée entre ladite corporation et la compagnie en dernier lieu nommée, devant J.-W. Levesque, N. P., le 20 avril 1925, ou des modifications de ladite convention que la législature pourrait faire et pour autres fins.

Montréal, le 25 novembre 1925.

Les procureurs de la requérante,

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.

5389—48—4

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, demande sera faite pour la passation d'une loi incorporant "L'Association des Chimistes Professionnels de Québec", définissant les pouvoirs de cette corporation et les privilèges de ses membres, et contenant d'autres dispositions relatives à la dite Corporation.

Montréal, 27 novembre, 1925.

Les procureurs des requérants,

5403—48—4

BRAIS & GARNEAU.

Notice is by these presents given that the city of Cap de la Madeleine shall ask the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to adopt a law amending the charter of the said city to the effect of not depriving an elector of the said city of his right to vote, should he fail to pay the taxes which he owes to the municipality and to have the said city come in that respect under the law of cities and towns; and amending the said charter in other respects to have it comply more fully to the general law.

Three Rivers, November 23, 1925.

WILFRID GARIEPY,

Attorney for the city of Cap de la Madeleine.

5366—48—4

Notice is hereby given that the Corporation of Saint Vincent de Paul will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to ratify an agreement providing for a fixed tax to be paid the said Corporation for a period of twenty years, upon property and works to be used or constructed for a proposed water-power development in the Rivière des Prairies by the Montreal Island Power Company, a body corporate of Montreal, and *ayant cause* of Back River Power Company, also a body corporate of Montreal, the whole in accordance with said agreement entered into between the said Corporation and the latter Company, before J. W. Levesque, N. P., on the 6th of May, 1925, or such modification of such agreement as the Legislature may introduce and for other purposes.

Montreal, November 25th, 1925.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER,

Attorneys for Petitioner.

5388—48—4

Notice is hereby given that the school Corporation of des Ecoles, in the County of Laval, will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to ratify an agreement providing for a fixed tax to be paid the said Corporation for a period of twenty years, upon property and works to be used for or constructed for a proposed water-power development in the Rivière des Prairies by the Montreal Island Power Company, a body corporate of Montreal, and *ayant cause* of Back River Power Company, also a body corporate of Montreal, the whole in accordance with said agreement entered into between the said Corporation and the latter Company, before J. W. Levesque, N. P., on the 20th of April, 1925, or such modification of such agreement as the Legislature may introduce and for other purposes.

Montreal, November 25th, 1925.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER,

Attorneys for Petitioner.

5390—48—4

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of Quebec, application will be made for the passing of an act incorporating: "The Association of Professional Chemists", of the Province of Quebec, defining the powers of such corporation and the privileges of its members, and otherwise providing in respect of said corporation.

Montreal, November 27th., 1925.

BRAIS & GARNEAU,

5404—48—4

Attorneys for the petitioners.

Avis est, par les présentes, donné que la Congrégation de la "Stanley Presbyterian Church", située aux coins des avenues Westmount et Victoria, dans la cité de Westmount, présentera à la législature de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi pour l'incorporation de la Congrégation de la "Stanley Presbyterian Church" en corps politique et incorporé, sous le nom de "Stanley Presbyterian Church" ou sous tout autre nom qui pourra lui être donné par la loi à être passée relativement audit projet de loi, et pour les fins de transporter à la nouvelle corporation les propriétés, les droits et les privilèges de la présente Congrégation de la "Stanley Presbyterian Church".

Montréal, 17 novembre 1925.

Les procureurs du requérant,
LAURIN, MEAGHER, WALKER,
5257-47-4 STEWART & CREPEAU.

Avis est par les présentes donné que David Cummings, Jacob Finestone, Louis Fitch, Morris Bernstein, Isidore Friedman, David Wiseman, Louis Cohen, Louis-B. Daniels, Benjamin Shulman, Bertie Wyndham, Samuel Greenspon, Sol Fels, Isidore Bald, Samuel-Alexander Shulman, David Taub, Julius Cohen, Julius Levine, Louis Smith, Jacob Cohen et Kalman Fisher, bourgeois, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les constituer en corporation sous le nom de "Shaare Zion Congregation of Montreal", avec pouvoir d'acquiescer et de posséder des propriétés mobilières et immobilières, posséder et diriger un cimetière et exercer tous les autres droits incorporés aux sociétés de secours mutuels et pour toutes autres fins semblables.

Les procureurs des requérants,
SHULMAN, SHULMAN
& SHULMAN.
Montréal, le 9 décembre 1925. 5637-50-4

Notice is hereby given that the Congregation of "Stanley Presbyterian Church", situate at the corner of Westmount and Victoria Avenues, in the City of Westmount, will present to the Legislature of Quebec, at its coming Session, a bill providing for the incorporation of the Congregation of "Stanley Presbyterian Church" as a body politic and corporate, under the name of "Stanley Presbyterian Church" or such other name as may be granted to it by the Act to be passed in respect to said Bill, and vesting in the new corporation the property, rights and privileges of the present Congregation of "Stanley Presbyterian Church".

Montreal, November 17th, 1925.

LAURIN, MEAGHER, WALKER.
STEWART & CREPEAU,
5258-47-4 Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that David Cummings, Jacob Finestone, Louis Fitch, Morris Bernstein, Isidore Friedman, David Wiseman, Louis Cohen, Louis B. Daniels, Benjamin Shulman, Bertie Wyndham, Samuel Greenspon, Sol Fels, Isidore Bald, Samuel Alexander Shulman, David Taub, Julius Cohen, Julius Levine, Louis Smith, Jacob Cohen and Kalman Fisher, gentlemen, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate under the name of "Shaare Zion Congregation of Montreal", with powers to acquire and possess moveable and immoveable property, to own and conduct a cemetery and to exercise all other rights incorporate to mutual benefit associations and for all other such purposes.

SHULMAN, SHULMAN
& SHULMAN,
Attorneys for Petitioners.
Montreal, December 9, 1925. 5638-50-4

Actions en séparation de biens

Cour Supérieure. District d'Arthabaska. No 118. Une action en séparation de biens a été intentée par Dame Argène Lemieux, de la ville d'Arthabaska, épouse commune en biens d'Albert Blanchet, du même lieu, ouvrier, contre son dit mari.

Arthabaska, 7 décembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5577-50-5 JULES POISSON.

Province de Quebec, District de Montréal. Cour Supérieure, No 4772. Dame Bashewa Greenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Tamarin, marchand, des mêmes lieux, dûment autorisée, en justice, demanderesse; vs Samuel Tamarin, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 juin, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5443-49-5 M. GARBER.

Canada, province de Québec, district de Bedford, No 813.

Dame Hélène Menard, de la ville de Farnham, district de Bedford, épouse commune en biens

Actions for separation as to property

Superior Court. District of Arthabaska. No. 118. Dame Argène Lemieux, of the town of Arthabaska, wife common as to property of Albert Blanchet, of the same place, laborer, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Arthabaska, December 7th., 1925.

JULES POISSON,
5578-50-5 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 4772. Dame Bashewa Greenberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Tamarin, merchant, hereto duly authorized by a judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Samuel Tamarin, of the same place, merchant, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd. of June, 1925.

M. GARBER,
5444-49-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, No. 813.

Dame Hélène Menard, of the town of Farnham, district of Bedford, wife common as to property

de Joseph Messier, marchand, dudit lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Sweetsburg, 16 novembre 1925.

Le procureur,
5255—47-5 ANATOLE GAUDET.

of Joseph Messier, trader, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

Sweetsburg, 16th November 1925.

ANATOLE GAUDET,
Attorney-at-law.

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure, No 2789. Dame Alphegina Fontaine, épouse commune en biens de Henri Dorion, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Le dit Henri Dorion, chaudronnier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée.

Montréal, le 11 novembre, 1925,

Les procureurs de la demanderesse,
5243—47-5 LAMARRE & BOURDON.

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 2789. Dame Alphegina Fontaine, wife common as to property of Henri Dorion, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Henri Dorion, boiler-maker, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted.

Montreal, November, 11th. 1925.

LAMARRE & BOURDON,
Attorneys for plaintiff.

Canada. Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 227. Dame Annie Shindleheim, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Adler, dûment autorisée aux fins des présentes par un jugement de la Cour Supérieure, demanderesse; vs Sam Adler, du même endroit, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le deuxième jour de novembre, 1925.

Montréal, 16 novembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5245—47-5 LOUIS FITCH.

Canada. Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court, No. 227. Dame Annie Shindleheim, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sam Adler, duly authorized for these presents by judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Sam Adler, of the same place, merchant, defendant.

Action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on November 2nd, 1925.

Montreal, November, 16th., 1925.

LOUIS FITCH,
Attorney for plaintiff.

Province de Québec. District des Trois-Rivières. Cour Supérieure. No 518. Dame Philomène Trépanier, épouse commune en biens de Léopold Bédard, contracteur, de Saint-Timothée, judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Léopold Bédard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Trois-Rivières, ce 10 novembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5305—47-5 J.-A. CAMBRAY.

Province of Quebec. District of Three Rivers. Superior Court, No. 518. Dame Philomène Trépanier, wife common as to property of Léopold Bédard, contractor, of Saint Timothée judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Léopold Bédard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Three Rivers, November 10, 1925.

J. A. CAMBRAY,
Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec. Cour Supérieure, district de Rimouski, No 49. Dame Marie Dion, de la Ville de Rimouski, épouse de Georges Levesque, commerçant, du même lieu, dûment autorisée demanderesse; vs ledit Georges Levesque, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise ce jour par la demanderesse, contre le défendeur.

Rimouski, 11 novembre 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
5313—47-5 SASSEVILLE & GAGNON.

Canada, Province of Quebec. Superior Court, District of Rimouski, No. 49. Dame Marie Dion, of the town of Rimouski, wife of Georges Levesque, trader, of the same place, duly authorized, plaintiff; vs the said Georges Levesque, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff, against the defendant.

Rimouski, November 11, 1925.

SASSEVILLE & GAGNON,
Attorneys for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Province de Québec. District de Trois-Rivières. Cour Supérieure, No 688. Dame Joséphine Lottinville, épouse commune en biens de Arthur Paquette, huissier, dûment autorisée, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le district de Trois-Rivières, demanderesse; vs Le dit Arthur Paquette, défendeur.

Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 688. Josephine Lottinville, wife common as to property of Arthur Paquette, bailiff, from the city of Cap de la Madeleine, district of Trois Rivières, plaintiff; vs The said Arthur Paquette, defendant.

La demanderesse a institué, le 29 avril, 1925, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

Trois-Rivières, 26 novembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5445-49-5 CHARLES BOURGEOIS.

The plaintiff has instituted, the 29th of April, 1925, an action for separation as to property and from bed and board against her husband.

Trois-Rivières, 26th of November, 1925.

CHARLES BOURGEOIS,
5446-49-5 Attorney for plaintiff.

Avis divers

FORMULE "A"—(Article 7299a)

Avis est donné au public conformément à l'article 7299a, des Statuts refondus, 1909, que la Belgo Canadian Paper Co., Ltd., de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, se propose de faire les travaux à la construction d'un barrage à l'issue du Lac Kiskising sur la rivière Bostonnais, dans le canton Rhodes.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

La requérante,

BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,
5629-50-5 HENRY SORGUIS.

FORMULE "A" (Article 7299a).

Avis est donné au public, conformément à l'article 7299 a des Statuts refondus, 1909, que la "Belgo Canadian Paper Co., Ltd.," de la Cité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, se propose de faire les travaux à la construction d'un barrage à l'issue du Lac Lescarbot, sur la rivière Grand Bostonnais, dans le canton projeté de Lescarbot.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

La requérante,

BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,
5631-50-5 HENRY SORGIUS.

FORMULE "A" (Article 7299a)

Avis est donné au public, conformément à l'article 7299a des Statuts refondus, 1909, que "Belgo Canadian Paper Co., Ltd.," de la Cité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, se propose de faire les travaux à la construction d'un barrage sur la rivière Bostonnais, dans le canton proposé Bourgeois.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la

Miscellaneous Notices

FORM "A".—(Article 7299a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7299a of the Revised Statutes, 1909, that the "Belgo Canadian Paper Co., Ltd.," of Shawinigan Falls, in the county of Saint Maurice, intends to construct a dam at the outlet of Lake Kiskising, on the river Bostonnais, in the township of Rhodes.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications shewing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Québec.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,

Per HENRY SORGUIS,
5630-50-5 Petitioner.

FORM "A" (Article 7299a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7299a of the Revised Statutes, 1909, that the "Belgo Canadian Paper Co., Ltd.," of the city of Shawinigan Falls, in the county of Saint Maurice, intends to construct a dam at the outlet of Lake Lescarbot, on the river Grand Bostonnais, in the projected township of Lescarbot.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the works and the lands which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Québec.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,

Per HENRY SORGIUS,
5632-50-5 Petitioner.

FORM "A" (Article 7299a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7299a of the Revised Statutes, 1909, that the Belgo Canadian Paper Co., Ltd., of the city of Shawinigan Falls, in the county of Saint Maurice, intends to construct a dam on river Bostonnais, in the intended township Bourgeois.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications

nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

La requérante,
BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,
5633—50-5 HENRY SORGIUS.

Canada, province de Québec, district de Terrebonne.

Une session de la Cour du Banc du Roi, ayant juridiction criminelle dans et pour le district de Terrebonne, se tiendra au Palais de Justice, dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VENDREDI, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

En conséquence, je donne avis public à tous ceux qui auront à poursuivre aucune personne maintenant détenue dans la prison commune de ce district ou toute autre personne, qu'ils soient présents là et alors.

Je donne aussi avis à tous les juges de paix, coroners et officiers de la paix pour le district susdit, qu'ils aient à s'y trouver avec tous leurs records pour qu'ils puissent agir en leur qualité respective.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 9 décembre 1925. 5643—50-2

showing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

BELGO CANADIAN PAPER CO., LTD.,
Per HENRY SORGIUS,
5634—50-5 Petitioner.

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne.

A session of the Court of King's Bench (Crown side), holding criminal jurisdiction in and for the district of Terrebonne, will be held in the Court House, in the town of Saint Jerome, said district, on FRIDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon.

In consequence, I give notice to all who intend to proceed against any prisoner now in the common gaol of the said district and all others, that they must be present then and there.

I also give notice to all justices of the peace, coroners and peace officers, in and for the said district, that they must be present with their records, in order to do these things which belong to them in their respective capacities.

J. W. CYR,
Sheriff's office, Sheriff
Saint Jérôme, December 9, 1925. 5644—50-2.

Bureaux-chef

Avis est par le présent donné que "The Frontenac Coal Co., Ltd.", incorporée par lettres patentes le onzième jour de février 1925 et ayant son bureau-chef en la cité de Québec, a établi son bureau au No 51½ rue Saint-Joseph.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau chef de la compagnie.

Daté à Québec, ce 15ème jour de novembre 1925.

FRONTENAC COAL CO., LTD.,
Par le secrétaire,
5593 J.-G. MONAGHAN.

FOLEY BROTHERS, INC. & CHAMBERS, McQUIGGE & McCaffrey COMPANY, LIMITED.

EXTRAIT des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dite "Foley Brothers, Inc. & Chambers, McQuigge & McCaffrey Company, Limited", dûment convoquée et tenue à Montréal, le 30 novembre 1925.

"Le président donna lecture du règlement No 1 de la compagnie, décrété par les directeurs de la compagnie à leur assemblée tenue ce jour, changeant le bureau-chef de la compagnie de la cité de Montréal, en la province de Québec, au village d'O'Brien, dans la province de Québec. En conséquence,

"Il a été unanimement résolu:
"Que le règlement No 1, décrété par les directeurs, à leur assemblée tenue le 30 novembre

Chief Offices

Notice is hereby given that the Frontenac Coal Co., Ltd., incorporated by letters patent on the 11th day of February, 1925, and having its head office at the city of Quebec, has established its office at 51½ Saint Joseph Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Quebec, this 15th day of November, 1925.

FRONTENAC COAL CO., LTD.,
Per J. G. MONAGHAN,
5594 Secretary.

FOLEY BROTHERS, INC. & CHAMBERS, McQUIGGE & McCaffrey COMPANY, LIMITED.

EXTRACT from Minutes of a special general meeting of Shareholders of Foley Brothers, Inc. & Chambers, McQuigge & McCaffrey Company, Limited, duly convened and held at Montreal on the 30th November 1925.

The Chairman read by-law No. 1 of the company, enacted by the Directors of the company at their meeting held this day, changing the head office of the company from the city of Montreal, in the province of Quebec, to the village of O'Brien, in the province of Quebec; whereupon

"It was unanimously Resolved:
"That by-law No. 1, enacted by the Directors at their meeting held on the 30th November,

1925, soit par les présentes confirmé et approuvé, et, par conséquent, le bureau-chef de la compagnie sera à l'avenir, au village d'O'Brien, dans le district d'Abitibi, province de Québec, au lieu et place de la cité de Montréal, dans la province de Québec."

Nous, les soussignés, étant tous les requérants pour l'incorporation, directeurs provisoires, directeurs et actionnaires de la compagnie dite "Foley Brothers, Inc. & Chambers, McQuigge & McCaffrey Company, Limited", certifions par les présentes que ce qui précède est une copie exacte et fidèle d'une résolution des actionnaires de la compagnie, passée à leur assemblée dûment convoquée et tenue à Montréal, le 30 novembre 1925, à laquelle furent présents tous les actionnaires.

F.-RAYMOND HANNEN,
J.-E. GRIVELL,
ELLA-M. JACKSON,
ADA LEWIS,
HELENA PEERS.

5651

1925, be and the same is hereby confirmed and approved, and, therefore, the head office of the company shall be henceforth at the village of O'Brien, in the district of Abitibi, province of Quebec, in lieu and in stead of at the City of Montreal, in the province of Quebec."

We, the undersigned, being all of the Incorporators, Provisional Directors, Directors and Shareholders of Foley Brothers, Inc. & Chambers, McQuigge & McCaffrey Company, Limited, hereby certify the foregoing to be a true and faithful copy of a resolution of the shareholders of the Company, passed at their meeting duly convened and held in Montreal on the 30th November, 1925, at which were present all of the shareholders.

F. RAYMOND HANNEN,
J. E. GRIVELL,
ELLA M. JACKSON,
ADA LEWIS,
HELENA PEERS.

5652

Minutes de notaire

Québec, ce 5 décembre 1925.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, que par arrêté en conseil en date du 4 décembre, 1925, il a plu à l'Administrateur de la province de Québec, d'accorder, en faveur de M. Jean-Léon Deschênes, de Roxton Falls, comté de Shefford, le transfert des minutes, répertoire et index de J. Raiche, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

5575

Notarial minutes

Quebec, December 5, 1925.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that by Order-in-Council dated the 4th of December, 1925, the Administrator of the Province of Quebec has been pleased to grant in favour of Mr. Jean Léon Deschênes, of Roxton Falls, county of Shefford, the transfer of the minutes, repertory and index of J. Raiche, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

5576

Soumissions

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITÉ DE LONGUEUIL.

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées adressées au Secrétaire-trésorier de la cité de Longueuil, et marquées "Soumissions pour débentures" au montant de \$17,500.00 seront reçues par le soussigné, à son bureau en l'Hôtel de Ville de ladite cité, jusqu'à lundi, le 28 décembre 1925, à 5 heures P.M. Les débentures au montant de \$17,500.00 par coupons de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00, sont datées du 3 septembre 1925, et portent intérêt au taux de 5% par an, du 2 janvier 1925, payable semi-annuellement à la Banque Canadienne Nationale, Montréal ou Longueuil, les deuxième jour de janvier et juillet, à l'un des bureaux susdits de la dite Banque. Les susdites débentures font partie d'un emprunt de \$120,000.00, et sont au nombre de 28, comprenant 16 débentures de \$1,000.00 chacune, 2 de \$500.00 chacune et 10 de \$100.00 chacune, et sont payables par séries de versements annuels à l'un des bureaux de ladite banque.

Les séries de versements annuels sont payables comme suit:

2 janvier 1943.....	\$ 5,300.00
2 janvier 1944.....	5,600.00
2 janvier 1945.....	5,400.00
2 janvier 1946.....	1,200.00

Tenders

PROVINCE OF QUEBEC.

CITY OF LONGUEUIL.

Public notice is hereby given that sealed tenders addressed to the secretary-treasurer of the city of Longueuil and marked "Tenders for Debentures" amounting to \$17,500.00 will be received by the undersigned, at his office in the City Hall of the said city, up to the 28th of December 1925, at 5 o'clock p.m. The debentures amounting to \$17,500.00, in denominations of \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00, are dated the 3rd of September 1925, and bear interest at the rate of 5% per annum, from 2nd of January 1925, payable semi-yearly at the Canadian National Bank, at Montreal or Longueuil, the second days of January and July, at any one of the offices of the said Bank. The above debentures form part of a borrowing by-law of \$120,000.00, and number 28, including 16 debentures of \$1,000.00 each, 2 of \$500.00 each, and 10 of \$100.00 each, and are payable in series of annual instalments at any one of the offices of the said Bank.

The series of annual instalments are payable as follows:

2nd January, 1943.....	\$ 5,300.00
2nd January, 1944.....	5,600.00
2nd January, 1945.....	5,400.00
2nd January, 1946.....	1,200.00

Le règlement No 327 de cette cité autorisant l'émission desdites débetures a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 12 décembre 1924. Le dépôt exigé par la loi doit accompagner chaque soumission,

Toute soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les débetures au moment de leur livraison. La livraison des débetures pourra se faire en aucun temps après l'acceptation du Conseil de cette cité.

Le Conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute, ni aucune des soumissions reçues.

Le secrétaire-trésorier,

J.-ARTHUR L'HEUREUX.

Hôtel de Ville,
3 décembre 1925.

5581

Avis est par le présent donné que des soumissions pour l'achat de \$26,300. d'obligations de la Commission Scolaire de la Ville d'Amos, portant cinq et demi pour cent d'intérêt, remboursables de 1926 à 1942, seront reçues par le soussigné jusqu'à 7 heures P.M., le 28 décembre 1925.

Un chèque représentant 1% de l'émission devra accompagner chaque soumission.

Le secrétaire-trésorier,

BENOIT TRUDEL.

Commission Scolaire, Amos,
Ce 10 décembre 1925.

5645

Des soumissions cachetées et endossées "Soumissions" seront reçues au bureau du secrétaire trésorier de la Corporation du village de la Pointe-au-Pic, comté de Charlevoix, Qué., jusqu'à sept heures et demie du soir le 10 décembre 1925, pour l'achat de (\$13,200.00) treize mille deux cents piastres de débetures de la susdite Corporation, datées du 1er novembre 1925, portant intérêt au taux de (5) ou (5½) cinq ou cinq et demi pour cent par an, payable semi-annuellement le premier de mai et de novembre de chaque année, à suivre pour la durée de vingt années, les dites débetures rachetables par séries à commencer le 1er novembre 1926, conformément au règlement No 174 de la susdite Corporation, lequel a été approuvé conformément à la loi et par le lieutenant-gouverneur en conseil le 20 novembre courant, 1925.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté par une banque légalement instituée pour un montant égal à 1% du montant totale des susdites débetures, et devra mentionner si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus.

Les soumissions seront prises en considération par le conseil de la susdite Corporation à une séance qui sera tenue le 21ième jour de décembre, 1925, à sept heures et demie du soir.

Le dit conseil ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,

5457-49-2

CHS. DESBIENS.

Province de Québec. Municipalité Scolaire de Privat, Abitibi, P. Q.

Avis est par les présentes donné que la Municipalité scolaire de Privat, Abitibi, P. Q., demande des soumissions écrites pour l'émission d'obligations au montant de 12,000.00, remboursables en dix-sept ans de la manière tel que paraît dans le tableau suivant et portant intérêt de 5½% par année.

By-law No. 327 of this city authorised the issue of the said debentures, was approved by the Lieutenant Governor in Council, the 12th of December 1925. The deposit required by law must accompany each tender.

Every tender must specify whether the price offered includes or does not include the accrued interests on the debentures at the time of their delivery. The delivery of the debentures can be made at any time after the acceptance of the Council of the said city.

The council does not bind himself to accept the highest or any other tender received.

J.-ARTHUR L'HEUREUX,

Secretary-treasurer.

City Hall,

December 3rd, 1925.

5582

Notice is hereby given that tenders for the purchase of \$26,300. of bonds of the School Commission of the Town of Amos, bearing interest at five and a half per cent, redeemable from 1926 to 1942, will be received by the undersigned up to 7 o'clock P.M., the 28th of December, 1925.

A cheque representing 1% of the issue must accompany each tender.

BENOIT TRUDEL,

Secretary-treasurer.

School Commission of Amos,
December 10, 1925.

5646

Sealed tenders endorsed "Tenders" will be received at the office of the Secretary-Treasurer of the Corporation of the village of Pointe au Pic, county of Charlevoix, Que., until half past seven o'clock in the evening of the 10th of December, 1925, for the purchase of thirteen thousand two hundred dollars (\$13,200.00) of debentures of the aforesaid Corporation, dated the 1st of November, 1925, bearing interest at the rate of five or five and a half per cent (5 or 5½%) per annum, payable semi annually the first of May and of November of every year, in succession for a period of twenty years, the said debentures to be redeemable by series from the 1st of November, 1926, in conformity with by-law No 174 of the aforesaid Corporation, which was approved pursuant to law and by the Lieutenant-Governor in Council, on the 20th of November instant, 1925.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque on a chartered bank for a sum equal to 1% of the total amount of the aforesaid debentures, and must mention if the price offered does or does not include the accrued interest.

The tenders will be taken into consideration by the Council of the aforesaid Corporation at a meeting to be held on the 21st day of December, 1925, at half past seven o'clock in the evening.

The said Council does not bind itself to accept the lowest or any of the tenders.

CHS. DESBIENS,

Secretary-Treasurer.

5458-49-2

Province of Quebec. School Municipality of Privat, Abitibi, P. Q.

Notice is hereby given that the School Municipality of Privat, Abitibi, P. Q., will receive written tenders for the issue of bonds amounting to \$12,000.00, redeemable in seventeen years in the manner described in the following table and bearing interest of 5½% per annum.

TABLEAU D'ÉCHÉANCE

Obligations Nos.	Echéant le 1er mai:	Bond
1	\$ 500.00	1927 1
2	500.00	1928 2
3	500.00	1929 3
4	500.00	1930 4
5	500.00	1931 5
6	500.00	1932 6
7	500.00	1933 7
8	500.00	1934 8
9-10	\$1000.00	1935 9-10
11-12	1000.00	1936 11-12
13-14	1000.00	1937 13-14
15-16	1000.00	1938 15-16
17-18	1000.00	1939 17-18
19-20	1000.00	1940 19-20
21-22	1000.00	1941 21-22
23-24	1000.00	1942 23-24

MATURITY TABLE

Maturity the 1st of May:	
\$ 500.00	1927
500.00	1928
500.00	1929
500.00	1930
500.00	1931
500.00	1932
500.00	1933
500.00	1934
\$1000.00	1935
1000.00	1936
1000.00	1937
1000.00	1938
1000.00	1939
1000.00	1940
1000.00	1941
1000.00	1942

Les obligations ci-dessus sont émises en vertu d'une résolution des Commissaires d'écoles de Privat, en date du 20 juillet 1925, laquelle a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 8 octobre, 1925, et seront payables au bureau du secrétaire de la Municipalité scolaire de Privat.

Un chèque accepté représentant 1% de l'émission devra accompagner chaque soumission, laquelle devra spécifier si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus au moment de leur émission. Les soumissions devront être adressées au secrétaire scolaire de Privat et seront reçues jusqu'à midi le 23ième jour de décembre, 1925, au lieu ordinaire des séances des Commissaires, à sept heures de l'après-midi.

La municipalité ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions présentées.

Le secrétaire-trésorier,

5459—49-2

J.-E. BISSON.

The above bonds are issued by virtue of a resolution of the School Commissioners of Privat, dated the 20th. of July, 1925, which has been approved by the Lieutenant-Governor in Council the 8th. of October 1925, and will be payable at the office of the Secretary of the School Municipality of Privat.

An accepted cheque representing 1% of the issue must accompany each tender, which must specify if the price does or does not include the interests accrued at the time of delivery.

The tenders must be addressed to the school-secretary of Privat and will be received until noon the 23rd. of December, 1925, at the ordinary place of the sittings of the school commissioners, at seven o'clock in the afternoon.

The municipality does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

J. E. BISSON,

Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que les syndics scolaires pour la municipalité de la ville d'Aylmer recevront, de ce jour au 21 décembre 1925, à six heures de l'après-midi, au bureau du soussigné, secrétaire-trésorier, des soumissions cachetées pour l'achat de débentures au montant de \$25,000.00, émises en vertu d'une résolution des dits syndics, datée le 19 août 1925 et dûment approuvée par le lieutenant-gouverneur en Conseil en date du 4 novembre 1925.

Ces débentures porteront intérêt au taux de cinq pour cent (5%) par année, avec coupons y annexés, lesdits coupons payables deux fois par année, les premier mars et les premier septembre de chaque année; capital et intérêts seront payables à la banque Royale du Canada à Aylmer, P. Q.

Ces débentures ou obligations sont en coupures de \$500 chacune et échoient le premier septembre 1955.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié égal à un pour cent (1%) du montant de l'émission; dans les cas des soumissions non-acceptées, les chèques les accompagnant seront retournés immédiatement.

Les soumissions devront mentionner si l'intérêt accru y est inclus ou non.

Les syndics ne s'engagent à accepter aucune ou la plus haute soumission.

Les soumissions seront prises en considération au bureau du soussigné, à huit heures de l'après-midi, le 21 décembre 1925, lieu et date de l'assemblée des syndics scolaires.

Donné à Aylmer, ce 27ème jour de novembre A. D. mil neuf cent vingt-cinq.

Le secrétaire-trésorier des Syndics Scolaires,

5465—49-2

R.-K. EDEY.

Notice is hereby given that the School Trustees for the municipality of the town of Aylmer will receive from this date to December 21st, 1925, up to 6 o'clock in the afternoon, at the office of the undersigned Secretary-Treasurer, sealed tenders for the purchase of \$25,000.00 debentures issued under the authority of a resolution of the said Trustees, dated August 19th, 1925, and duly approved by the Lieutenant-Governor in Council on November, 4th, 1925, with interest coupons at the rate of five per cent (5%) per annum, payable semi-annually on the first day of March and September in each year; principal and interest payable at the Royal Bank of Canada at Aylmer, Que.

These debentures are in the denomination of \$500.00 each and are payable September 1st 1955.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan; cheques of unsuccessful tenderers will be returned forthwith.

Tenders should state whether accrued interest is included or not.

These tenders will be considered at a meeting of the school trustees to be held on December 21st 1925, at the office of the undersigned Secretary-Treasurer.

The trustees do not bind themselves to accept the highest or any other tender.

Given at Aylmer, Que., this 27th day of November 1925.

R. K. EDEY,

Secretary-Treasurer for the School Trustees.

5466—49-2

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 302. (En faillite). In re: Pierre Bouchard, Laprairie, Qué., failli, et J.-G. Duhamel, syndic.

Avis est par les présentes donné que le soussigné vendra les biens ci-dessous mentionnés à la porte de l'église paroissiale de la ville de Laprairie, dans la Province de Québec, à l'enchère publique, le DOUZIEME jour du mois de JANVIER 1926, à ONZE heures de l'avant-midi, au plus haut et dernier enchérisseur, savoir:

DESCRIPTION

Un emplacement situé en la ville de Laprairie, ayant front sur la rue Sainte-Rose, connu et désigné comme formant le lot numéro quatre cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro six cent soixante-treize (673-428) — des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie — avec les bâtisses dessus construites.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente est faite en vertu de l'article 20 de la Loi de Faillite et en vertu d'un jugement de cette Cour en date du 11 novembre 1925; cette vente aura l'effet du décret.

Daté à Montréal, ce 7ième jour de décembre 1925.

Le syndic,

J.-G. DUHAMEL,

92 rue Notre-Dame Est,

Montréal, Qué.

5599—50-2

Province de Québec, District de Montréal. Dans l'affaire de: Alphonse Desjardins, marchand, de Varennes, P. Q., failli.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour de DÉCEMBRE, 1925, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu à Varennes, par encan public, l'immeuble suivant:

Un terrain, avec magasin, allonge en bois et briques, et bâtiment dessus construits, contenant quarante-cinq pieds de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir de la rue Sainte-Anne jusqu'au lot numéro officiel quatre-vingt-deux, le dit terrain étant formé:

(a) De la partie suivante du lot connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quatre (P.84), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Varennes, contenant vingt-sept pieds de largeur, mesure anglaise, sur une profondeur d'environ cent quatre pieds, plus ou moins, mesure anglaise, et bornée en front par la rue Sainte-Anne, en arrière par partie appartenant au docteur Arthur Delisle du lot numéro officiel quatre-vingt-deux, d'un côté par partie appartenant à Louis Langlois, du dit lot numéro officiel quatre-vingt-quatre, et de l'autre côté par la partie ci-après décrite du lot officiel quatre-vingt-cinq;

(b) De la partie suivante du lot connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-cinq (P.85), aux dits pieds de largeur sur une profondeur d'environ cent sept pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins quant à la profondeur, et bornée en front par la rue Sainte-Anne, en arrière par partie appartenant au docteur

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 302. (In bankruptcy). In re: Pierre Bouchard, Laprairie, Que., Bankrupt, and J. G. Duhamel, Trustee.

Notice is hereby given that the undersigned will sell the immovables hereunder described at the door of the church of the parish of the town of Laprairie, in the Province of Quebec, by public auction, the TWELFTH day of the month of JANUARY, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to the highest and last bidder, to wit:

DESCRIPTION

An emplacement situate in the town of Laprairie, fronting on Sainte Rose Street, known and designated as forming lot number four hundred and twenty eight of the official subdivision of lot number six hundred and seventy three (673-428) on the official plan and book of reference of the parish of Laprairie—with the buildings thereon erected.

As the whole presently subsists, with the active servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immovable.

This sale is made under virtue of article 20 of the Bankruptcy Act and under virtue of a judgment of this Court, dated the 11th of November, 1925; this sale will have the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, this 7th day of December, 1925.

J. G. DUHAMEL,

Trustee.

92 Notre Dame Street East,

Montreal, Que.

5600—50-2

Province of Quebec, District of Montreal. In the matter of: Alphonse Desjardins, merchant, of Varennes, P. Q., bankrupt.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER, 1925, at TWO o'clock in the afternoon, there will be sold, by public auction, on the premises, at Varennes, the following immovable:

A lot of land with store, wood and brick annex and buildings, thereon erected, containing forty five feet in width, English measure, by the depth there may be from Sainte Anne Street to the official lot number eighty two, the said lot of land being composed:

(a) Of the following part of the lot known and designated under number eighty four (Pt.84), on the official plan and book of reference of the Village of Varennes, containing twenty seven feet in width, English measure, by a depth of about one hundred and four feet, more or less, English measure and bounded in front by Sainte Anne Street, in rear by the part belonging to Doctor Arthur Delisle of official lot number eighty two, on one side by the part belonging to Louis Langlois, of said official lot number eighty four, and on the other side by the part hereunder described of official lot eighty five;

(b) Of the following part of the lot known and designated under number eighty five (Pt. 85) at the end of said width by a depth of about one hundred and seven feet, the whole, English measure, and more or less as to depth, and bounded in front by Sainte Anne Street, in rear by the part belonging to Doctor Arthur

Arthur Delisle du dit lot numéro officiel quatre-vingt-deux, d'un côté par la partie ci-dessus décrite du dit lot numéro quatre-vingt-quatre et de l'autre côté, partie par partie appartenant au vendeur du résidu du dit lot numéro quatre-vingt-cinq, et partie par la lisière de terrain ci-après décrite;

"L'usufruit d'une lisière de terrain contiguë à la partie du lot ci-dessus décrite au paragraphe B, ladite lisière de terrain, tant à soixante-dix pieds, mesure anglaise, de la rue Sainte-Anne, et contenant environ neuf pieds et demi, mesure anglaise de largeur, sur la profondeur qu'il y a jusqu'à la propriété du docteur Arthur Delisle (lot numéro officiel quatre-vingt-deux) et bornée en front et vers le nord-est par le résidu appartenant au vendeur du dit lot numéro officiel quatre-vingt-cinq, en arrière par partie appartenant au docteur Arthur Delisle du dit lot numéro quatre-vingt-deux, et de l'autre côté par partie de la partie du lot ci-dessus décrite au paragraphe B.

Avec les bâtisses en construction sur les dits emplacements.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 de la loi des faillites et en vertu d'un jugement de cette Cour, lesquels lui donnent l'effet du décret.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
ROBERT BURELLE.

71-A rue Saint-Jacques,
Montréal.

5367-48-2

Delisle, of the said official lot number eighty two, on one side by the part herabove-described of the said lot number eighty four and on the other side, partly by the part belonging to the vendor of the residue of said lot number eighty five, and partly by the strip of land hereunder described;

The usufruct of a strip of land contiguous to the part of the lot herabove described in paragraph B, the said strip of land, distant seventy feet, English measure, from Sainte Anne Street, and containing about nine feet and a half, English measure, in width, by the depth there is up to the property of Doctor Arthur Delisle (Official lot number eighty two) and bounded in front and to the northeast by the residue, belonging to the vendor, of said official lot number eighty five, in rear, by the part belonging to Doctor Arthur Delisle of said lot number eighty two, and on the other side by part of the part of the lot herabove described in paragraph B.

With the buildings under construction on the said emplacements.

This sale is made pursuant to article 20 of the Bankruptcy Act, and under virtue of a judgment of this Court, which gives it the effect of a sheriff's sale.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

ROBERT BURELLE,
Trustee.

71-A Saint James Street,
Montreal.

5368-48-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 1574.

Avis public est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, le vingt-huitième jour de novembre, 1925, dans une cause dans laquelle Dame Henriette Huneault, des cité et district de Montréal, veuve non remariée de Adolphe Robert, de son vivant, bijoutier, du même lieu, est demanderesse; et Armand Viau, des cité et district de Montréal; Alma Viau, veuve de Ephrem Goyer, des cité et district de Montréal; Bertha Viau, épouse de Napoléon Viau, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, des cité et district de Montréal; Alice Viau, épouse de Wilfrid Lecavalier, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, de la Ville de Saint-Laurent, district de Montréal; Donaldia Viau, épouse de Oscar Jasmin, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, de la Ville de Saint-Laurent, district de Montréal; Tancrede Roch, Josaphat Roch, Florida Roch, épouse de Joseph Plante, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse; Hélène Roch, épouse de Zénon Fafard, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse; Albina Roch, épouse de Albert Mayer, et ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, ces huit derniers domiciliés dans l'Etat du Rhode Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique, tous en leur qualité d'héritiers de feu Louis-Napoléon Huneault, de

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1574.

Public notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, district of Montreal, pronounced on the twenty-eighth day of November, 1925, in a case in which Dame Henriette Huneault, of the city and district of Montreal, widow of Adolphe Robert, in his lifetime jeweller, of the same place, is plaintiff; and Armand Viau, of the city and district of Montreal; Alma Viau, widow of Ephrem Goyer, of the city and district of Montreal; Bertha Viau, wife of Napoléon Viau, and the latter party to these presents personally to authorize his said wife, of the city and district of Montreal; Alice Viau, wife of Wilfrid Lecavalier, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife, of the Town of Saint Laurent, district of Montreal; Donaldia Viau, wife of Oscar Jasmin, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife, of the Town of Saint Laurent, district of Montreal; Tancrede Roch, Josaphat Roch, Florida Roch, wife of Joseph Plante, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife; Hélène Roch, wife of Zénon Fafard, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife; Albina Roch, wife of Albert Mayer, and the latter party to these presents personally and to authorize his said wife, and these eight last mentioned persons all living in the State of Rhode Island, one of the United States of America, all in their quality of heirs to the Estate of the late Louis Napoleon Huneault, in his life time, cook, of the city and district of Montreal,

son vivant cuisinier, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

Le lot No 387 de la subdivision du lot originaire No 1704, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses y érigées portant les Nos civiques 5 et 7 de la rue Butternut.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchériseur, SAMEDI, le SEIZIEME jour de JANVIER, 1926, par cette Cour, dans la salle d'audience No 31 du Palais de Justice de Montréal, ou à toute autre chambre que l'Honorable Juge désignera, à DIX heures et DEMIE du matin, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de cette Cour; et toute opposition à ladite vente devra être déposée au greffe, bureau du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la vente et l'adjudication; et toute opposition afin de conserver, dans les six jours après l'adjudication; le tout à peine de forclusion.

Montréal, 7 décembre 1925.

L'avocat de la demanderesse,
5583—50-2 ARTHUR YVON.

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure, No 4912. PHILIAS OUMET, demandeur; vs DONAT OUMET & AL., défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 11 novembre, 1925, dans une cause dans laquelle PHILIAS OUMET, des cité et district de Montréal, est demandeur; et DONAT OUMET, ELIZA OUMET, épouse séparée judiciairement de biens de Narcisse Fournier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame ROSE-ANNA OUMET, épouse séparée de biens de Gonzalve Valois, tailleur, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; BERTHE OUMET, épouse séparée de biens de Christophe Boyer, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; ANASTASE OUMET, tous des cité et district de Montréal; DAME ROSARIA OUMET, épouse séparée de biens de E. Leveillé, maître-boucher, de Saint-Casimir, comté de Portneuf, dans la Province de Québec, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; JOSEPH OUMET, FRANÇOIS OUMET, tous deux en des pays inconnus, probablement dans la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et NAPOLEON OUMET, en des pays inconnus, probablement dans l'état de la Floride, l'un des Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Trois immeubles connus comme étant les Nos cinq cent soixante-cinq, cinq cent soixante-six et cinq cent soixante-huit (565, 566 & 568) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse — avec bâtisses susérigées, pour être mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchériseur, le QUINZIEME jour de JANVIER 1926, cour tenante, dans la salle d'audience, No 31, du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre chambre du même palais que la cour désignera, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, à

are defendants, ordering the licitation of the following immovable:

The lot No. 387 of the original subdivision lot No. 1704, on the plan and book of Reference of the Parish of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing the Civic Numbers 5 and 7 of Butternut St., in the City of Montreal.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SATURDAY, the SIXTEENTH day of JANUARY next, 1926, by the Court, in Room No. 31, in the Court House at Montreal, or in any other room that his Honourable Judge will order, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the prothonotary's office of the said Court; and all oppositions to the said sale should be filed at said prothonotary's office, at least twelve days before the date fixed for the said sale, and all oppositions for payment, in the six days following the adjudication; in default of which right to file the same will be exhausted as according to law.

Montreal, December 7th, 1925.

ARTHUR YVON,
Plaintiff's Attorney.

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court, No. 4912. PHILIAS OUMET, plaintiff; vs DONAT OUMET & AL., defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 11th. November 1925, in a cause of which PHILIAS OUMET, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and DONAT OUMET, ELIZA OUMET, wife judiciary separated as to property with Narcisse Fournier, and the said Narcisse Fournier to authorize his said wife; Dame ROSE-ANNA OUMET, wife separated as to property of Gonzalve Valois, tailor, and the said Gonzalve Valois to authorize his wife; BERTHE OUMET, wife separated as to property of Christophe Boyer and the said Christophe Boyer to authorize his wife; ANASTASE OUMET, all of the city and district of Montreal; Dame ROSARIA OUMET, wife separated as to property of E. Leveillé, butcher, of Saint Casimir, county of Portneuf, in the Province of Quebec, and the said E. Leveillé to authorize his wife; JOSEPH OUMET. FRANÇOIS OUMET, both absent, probably residing in the city of New York, in the state of New York, one of the United States of America, and NAPOLEON OUMET, absent, probably in the State of Florida, one of the United States of America, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

Three (3) immovables named as being the numbers five hundred and sixty five, five hundred and sixty-six and five hundred and sixty-eight (565, 566 & 568) of the plan of the official book of reference of the parish of Sainte Thérèse—with building thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIFTEENTH day of JANUARY 1926, sitting the Court, in the Court room number 31, in the Court House in Montreal, or at any other room of the same building that the Court may design, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of

fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire à la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Le procureur du demandeur,
5585—50-2 A.-E.-J. BISSONNET.

charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, December, 7th., 1925.

(Signed) A. E. J. BISSONNET.
5586—50-2 Attorneys for plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF BEAUHARNOIS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } OLIVA LEDUC,
District de Beauharnois. } demandeur: vs
No 4801. } JOSEPH LEDUC,
défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur:

La jouissance et l'usufruit dudit défendeur dans les immeubles ci-après décrits, savoir:

1. Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, comme étant partie des lots numéros trois cent soixante et trois cent soixante et un (Nos 360 et 361); bornée au nord par la rivière Saint-Louis, du côté ouest par François Leduc, étant les Nos 362 et 363, d'autre côté par Gésippe Leduc, étant le résidu desdits Nos 360 et 361, et en arrière par le No 298, contenant une superficie de 36 arpents, plus ou moins, savoir: 2 arpents de front sur 18 arpents de profondeur, et étant la partie ouest desdits lots Nos 360 et 361;

2. Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comme étant la partie ouest du lot No 298, contenant 4 arpents de front sur 10 arpents de profondeur, plus ou moins, mesurant environ 40 arpents de superficie, et étant dans la moitié ouest du dit lot No 298; borné au nord par le dit lot No 361, au sud par Salomon Lefort, d'un côté par Julien Lefort et d'autre côté par le résidu dudit lot No 298—avec toutes les bâtisses érigées sur le premier lot.

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois, district de Beauharnois, SAMEDI, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry-de-Valleyfield, ce 5 décembre 1925.
[Première publication, 12 décembre 1925]
5603—50-2

SHERIFF'S SALES BEAUHARNOIS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } OLIVA LEDUC,
District of Beauharnois. } Plaintiff: vs
No. 4801. } JOSEPH LEDUC,
Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The enjoyment and usufruct of the said defendant in the immoveables hereunder described, to wit:

1. A farm lying and situate in the parish of Saint Louis de Gonzague, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish as being part of lots numbers three hundred and sixty and three hundred and sixty one (Nos. 360 and 361); bounded on the north by the Saint Louis river, on the west side by François Leduc, being lots Nos. 362 and 363, on the other side by Gésippe Leduc, being the residue of said lots Nos. 360 and 361, and in rear by the No. 298, containing a superficies of 36 arpents, more or less, namely, 2 arpents in front by 18 arpents in depth and being the west part of said lots Nos. 360 and 361;

2. Another lot of land lying and situate at the same place, known and designated on the said official plan and book of reference of the parish of Saint Louis de Gonzague as being the west part of lot No. 298, containing 4 arpents in front by 10 arpents in depth, more or less, measuring about 40 arpents in superficies and being in the west half of said lot No. 298; bounded to the north by said lot No. 361, to the south by Salomon Lefort, on one side by Julien Lefort and on the other side by the residue of said lot No. 298—with all the buildings erected on the first lot.

To be sold *en bloc*, at the door of the church of the parish of Saint Louis de Gonzague, county of Beauharnois, district of Beauharnois, on SATURDAY, the SIXTEENTH day of JANUARY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, December 5, 1925.
[First publication, December 12, 1925]
5604—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, }
 No 29 de la Cour de Ma- }
 gistrat dans et pour le }
 Comté de Huntingdon. }
 ARMAND HAR-
 TE, deman-
 deur; vs JEAN-
 BAPTISTE
 HARTE, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Un certain lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et de Sainte-Barbe, sous le numéro cinq cent cinquante-sept B (557-B); borné au nord est par un chemin public, au nord-ouest par le N 557-A, au sud-ouest par le No 556, et au sud-est par le No 558, contenant une acre en superficie—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, Comté de Huntingdon, district de Beauharnois, SAMEDI, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE 1925, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
 Salaberry de Valleyfield, 17 novembre 1925.
 [Première publication, le 21 novembre 1925]
 5 89-47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, }
 No 485 de la Cour de Ma- }
 gistrat dans et pour le }
 Comté de Huntingdon. }
 ACHILLE-C.-H.
 PICARD, de-
 mandeur; vs
 GEORGE-W.
 CLARK, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Un certain lopin de terre faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon, maintenant ville de Huntingdon, sous le numéro cent cinquante-six (ptie. 156), mesurant, le dit lopin de terre, trente-deux pieds et demi de largeur par toute la profondeur du dit lot No 156, et borné en front par la rue King, en arrière par le lot No 130-C à l'ouest par le lot No 157, et à l'est par le reste dudit lot No 156.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph-de-Huntingdon, en la Ville de Huntingdon, district de Beauharnois, SAMEDI, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
 Salaberry-de-Valleyfield, 17 novembre 1925.
 [Première publication, le 21 novembre 1925]
 5291-47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Quebec, }
 No. 29 of the Magistrate's }
 Court in and for the coun- }
 ty of Huntingdon. }
 ARMAND HAR-
 TE, plaintiff;
 vs JEAN-BAP-
 TISTE HARTE,
 defendant.

Seized as belonging to said defendant:

That lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, under the number five hundred and fifty-seven B (557-B); bounded to the north-east by a public road, to the north-west by No. 557-A, to the south-west by No. 556, and to the south-east by No. 558, containing one acre in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Anicet, county of Huntingdon, district of Beauharnois, SATURDAY, the TWENTY-SIXTH day of DECEMBER, 1925, at HALF past TWO of the clock in the afternoon.

DOMINA CREPIN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Salaberry de Valleyfield, November 17, 1925.
 [First publication, November 21, 1925]
 5290-47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Quebec, }
 No. 485 of the Magistra- }
 te's Court in and for the }
 county of Huntingdon. }
 ACHILLE C. H.
 PICARD, plaintiff; vs GEOR-
 GE W. CLARK,
 defendant.

Seized as belonging to said defendant:

That portion of land being part of that lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the Village of Huntingdon, now Town of Huntingdon, under the number one hundred and fifty-six (Pt. 156), measuring, said portion, thirty two feet and one half foot in width by the full depth of said lot No. 156, and bounded to the front by King Street, to the rear by lot No. 130-C, to the west by lot No. 157, and to the east by the remainder of said lot No. 156.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, in the town of Huntingdon, district of Beauharnois, SATURDAY, the TWENTY-SIXTH day of DECEMBER, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Salaberry de Valleyfield, November 17, 1925.
 [First publication, November 21, 1925]
 5292-47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, }
 No 5067. }
 ALPHONSE TES-
 SIER, deman-
 deur; vs TOUSSAINT LEFEBVRE, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Ce lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon, maintenant Ville de Huntingdon, sous le numéro quatre-vingt-sept (87), du dit village de Huntingdon, contenant quinze mille six cent quatre-vingt-dix pieds en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph-de-Huntingdon,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Quebec, }
 No. 5067. }
 ALPHONSE TES-
 SIER, plaintiff;
 vs TOUSSAINT LEFEBVRE, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

That lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the village of Huntingdon, now Town of Huntingdon, under the number eighty-seven (87), of the said village of Huntingdon, containing fifteen thousand six hundred and ninety feet in superficies, more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Joseph de Huntingdon,

en la Ville de Huntingdon, district de Beauharnois, SAMEDI, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE 1925, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Salaberry-de-Valleyfield, 17 novembre 1925.
[Première publication, le 21 novembre 1925]
5293—47-2

Le shérif,

DOMINA CREPIN.

in the town of Huntingdon, district of Beauharnois, SATURDAY, the TWENTY-SIXTH day of DECEMBER, 1925, at HALF past TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Salaberry de Valleyfield, November 17, 1925.
[First publication, November 21, 1925]
5294—47-2

DOMINA CREPIN,

Sheriff.

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir :) SALEM NIMÉ, marchand de Chicoutimi, demandeur; contre ALPHÉ GAGNÉ, du même lieu, défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro six cent quarante-quatre (644) du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain mesure soixante pieds de largeur de l'est à l'ouest sur cent pieds de profondeur du sud au nord et est compris dans les bornes suivantes: vers l'est, par le terrain de Edmond Harvey ou représentants, vers le nord par la rue No 1, vers le sud par le terrain de J.-D. Guay ou représentants, et vers l'ouest par une ligne parallèle à la ligne ouest du terrain de Edmond Harvey et distante de soixante pieds vers l'ouest de cette ligne—avec ensemble la maison et autres bâtisses et dépendances y érigées.

Avec réserve en faveur du propriétaire du terrain du côté ouest de celui susdécrit, du droit de laisser des châssis et des fenêtres de la maison actuelle, seulement au cas où le pan est de cette maison serait plus près que six pieds de la ligne ouest du terrain susdécrit, avec droit de vue pour ces fenêtres et châssis sur le terrain susdécrit, mais quand à la maison actuelle seulement.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice de Chicoutimi, LUNDI, le ONZIEME jour de JANVIER prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 5 décembre 1925. 5607—50-2
[Première publication, 12 décembre 1925]

ELZ. BOIVIN.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit :) SALEM NIMÉ, merchant, of Chicoutimi; Plaintiff; vs ALPHÉ GAGNÉ, of the same place, Defendant.

All that parcel of land or emplacement forming part of lot number six hundred and forty four (644) of the official cadastre of the town of Chicoutimi, which land measures sixty feet in width from east to west by one hundred feet in depth from south to north, and is comprised within the following boundaries: to the east by the land of Edmond Harvey or representatives, to the north by the street No. 1, to the south by the land of J. D. Guay or representatives and to the west by a line parallel to the west line of the land of Edmond Harvey and sixty feet distant towards the west from the said line—together with the house and other buildings and dependencies thereon erected.

With the reserve in favour of the proprietor of the land on the west side of that above described, of the right of leaving windows and a window-frame of the actual house, only in case where the east side of the said house would be nearer than six feet from the west line of the above described lot of land—with right of view for the said windows and window-frames on the land above described, but as regards the actual house only.

To be sold at the office of the sheriff, at the Court House of Chicoutimi, on MONDAY, the ELEVENTH day of JANUARY next, (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office
Chicoutimi, December, 5, 1925. 5608—50-2
[First publication, December 12, 1925]

Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir :) LOUIS - PHILIPPE GIRARD, de la ville de Chicoutimi, avocat, demandeur; vs contre NAPOLEON MARTEL, cultivateur, de Saint-Nazaire, canton Taché, défendeur.

Une terre connue et désignée comme étant les lots numéros trente-neuf, quarante et quarante et un (39, 40 et 41) du quatrième rang au cadastre officiel du canton Taché — avec toutes bâtisses et dépendances, et tous les droits, ouvrages, prétentions, améliorations, etc., quelconques qu'a et peut avoir et faire valoir sur les dits lots le dit Napoléon Martel.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Louis-Nazaire, Taché, MARDI, le DOU-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit :) LOUIS PHILIPPE GIRARD, of the town of Chicoutimi, advocate, plaintiff; against NAPOLEON MARTEL, farmer, of Saint Nazaire, township of Taché, defendant.

A farm known and designated as being lots numbers thirty nine, forty and forty one (39, 40 and 41) of the fourth range of the official cadastre of the township of Taché — with all the buildings and dependencies, and all the rights, works, pretensions, improvements, etc., whatever, that the said Napoléon Martel has and may have and turn to account on the said lots.

To be sold at the door of the church of Saint Louis Nazaire, Taché, on TUESDAY, the

ZIEME jour de JANVIER prochain (1926), à TWELFTH day of JANUARY next (1926), at DEUX heures de l'après-midi. TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif, ELZ. BOIVIN, Sheriff's office,
Bureau du Shérif, Chicoutimi, December 8, 1925.
Chicoutimi, 8 Décembre, 1925. [First publication, December 12, 1925]
[Première publication, le 12 décembre, 1925]
5609—50-2 5610—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } **NAPOLÉON GAU-**
No 8216. } **THIER**, commer-
çant, de Chicoutimi Ouest; contre **ELIE TREMBLAY** (Chaineau), du même lieu.

Un lopin de terre ou emplacement situé en la ville de Chicoutimi, formé du lot numéro huit cent soixante et un-sept (861-7) de la subdivision actuelle du lot numéro huit cent soixante et un (861) au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur sur environ soixante-quinze pieds de profondeur du sud au nord et est borné en front au sud à une rue, en profondeur au nord au terrain de Onésime Tremblay (Camil); joignant d'un côté à l'ouest au terrain de Arthur Dassylva et de l'autre côté à l'est au lot numéro huit cent soixante et un-cinq (861-5)—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice de Chicoutimi, LUNDI, le VINGT ET UNIEME jour du mois de DECEMBRE prochain (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif, ELZ. BOIVIN, Sheriff's office,
Bureau du shérif, Chicoutimi, November 14, 1925.
Chicoutimi, 14 novembre 1925. [First publication, November 21, 1925]
[Première publication, 21 novembre 1925]
5261—47-2 5262—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } **LA VILLE DE CHI-**
No 3348. } **COUTIMI**, corps
politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la Ville de Chicoutimi; contre **DAME MALVINA DUFOUR**, épouse de feu Jean Brassard, de Chicoutimi.

1. Un emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (497), lequel mesure cinquante pieds de largeur du Nord au Sud et cinquante pieds de profondeur de l'Ouest à l'Est et est borné vers l'Ouest par le terrain réservé pour l'Avenue Montcalm, vers le Nord par le terrain de Auguste Leclerc et uxor, représentant François Rochefort, vers l'Est par le terrain des héritiers Savard, et vers le Sud par le terrain de Nil Gobeil, représentant Amédée Thériault—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une lisière de terrain formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (497), laquelle mesure dix pieds de largeur de l'Ouest à l'Est et cinquante pieds de profondeur du Nord au Sud, et est bornée vers le Nord par un terrain concédé à Auguste Leclerc, vers l'Est et vers le Sud par le terrain des légataires de feu Dame Joseph Fortin et vers l'Ouest par le terrain de l'acquéreur—avec circonstances et toutes dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif, en le Palais de Justice de Chicoutimi, LUNDI, le

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } **NAPOLÉON GAU-**
No. 8216. } **THIER**, trader, of
Chicoutimi West; against **ELIE TREMBLAY**,
(Chaineau) of the same place.

A parcel of land or emplacement situate in the town of Chicoutimi, composed of the lot number eight hundred and sixty one-seven (861-7) of the actual subdivision of lot number eight hundred and sixty one (861), on the official cadastre of the town of Chicoutimi, which lot of land measures fifty feet in width by about seventy five feet in depth from south to north and is bounded in front to the south by a street, in depth to the north by the land of Onésime Tremblay (Camil); adjoining on one side to the west the land of Arthur Dassylva and on the other side to the east lot number eight hundred and sixty one-five (861-5)—with buildings and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff, at the Court House of Chicoutimi, on MONDAY, the TWENTY FIRST day of the month of DECEMBER next (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN, Sheriff.
Chicoutimi, November 14, 1925.
Chicoutimi, 14 novembre 1925. [First publication, November 21, 1925]
[First publication, November 21, 1925]
5262—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } **THE TOWN OF CHI-**
No. 3348. } **COUTIMI**, a body
politic and corporate having its chief place of business in the Town of Chicoutimi; against **DAME MALVINA DUFOUR**, wife of the late Jean Brassard, of Chicoutimi.

1. An emplacement forming part of lot known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi under number four hundred and ninety seven (497), which measures fifty feet in width from north to south and fifty feet in depth from west to east and is bounded to the west by the land reserved for Montcalm Avenue, to the north by the land of Auguste Leclerc and uxor, representing François Rochefort, to the east by the land of the heirs Savard, and to the south by the land of Nil Gobeil, representing Amédée Thériault—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A strip of land forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi under number four hundred and ninety seven (497), which measures ten feet in width from west to east and fifty feet in depth from north to south and is bounded to the north by a land conceded to Auguste Leclerc, to the east and to the south by the land of the legatees of the late Dame Joseph Fortin and to the west by the land of the purchaser—with circumstances and all dependencies.

To be sold at the office of the sheriff, at the Court House of Chicoutimi, on MONDAY, the

VINGT ET UNIEME jour de DECEMBRE prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 14 novembre 1925. 5263-47-2
[Première publication, le 21 novembre 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } ALEXANDRE VEZINA, entrepreneur de pompes funèbres, de la ville de Port-Alfred, dans le district de Chicoutimi; contre PHILIAS GUAY, journalier, de la ville de Mégantic, dans le district de Saint-François, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de Edouard Prévost, savoir: Esther Prévost — et FRANÇOIS RUEST, journalier, ci-devant de Port-Alfred, maintenant de lieux inconnus, et HENRI PREVOST journalier, du Lac Mégantic.

Un lot à bâtir ayant front sur la quatrième avenue de la ville de Port-Alfred, formé des lots numéros quatre-vingt-quinze—cent soixante-dix-huit et quatre-vingt-seize—vingt-sept (95-178 et 96-27) de la dernière subdivision des lots quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize (95 et 96), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande-Baie, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur—avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendance.

L'acquéreur de cet immeuble sera tenu, pour lui-même et ses représentants, de ne construire aucunes bâtisses sur l'immeuble sus-décrié plus près que quinze pieds de la ligne de la quatrième avenue, et devra soumettre à la Société de Construction Ouvrière de Chicoutimi, pour approbation quant à l'apparence extérieure, les plans d'aucunes bâtisses ou d'améliorations à des bâtisses qui sont ou seront érigées sur ce terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de Port-Alfred, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE, prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 17 novembre, 1925.
[Première publication, le 21 novembre, 1925]
5299-47-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir: } XAVIER OUELLET, cultivateur, de la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska, demandeur; contre PANTALEON OUELLET, de la paroisse de Saint-Pascal, défendeur, à savoir :

Un terrain situé en le deuxième rang du canton Woodbridge, comté de Kamouraska, contenant environ un arpent de front sur quatorze arpents de profondeur, lequel terrain fait partie et est la partie est du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Woodbridge, sous le numéro vingt-deux a (No 22a), du deuxième rang; borné au nord aux terres du premier rang, au sud, aux terres du troisième rang, au sud-ouest à Joseph Alexandre ou représentants, au nord-est

TWENTY FIRST day of the month of DECEMBER next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN, Sheriff.
Sheriff's office,
Chicoutimi, November 14, 1925. 5264-47-2
[First publication, November 21, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } ALEXANDRE VEZINA, funeral undertaker, of the town of Port Alfred, in the district of Chicoutimi; against PHILIAS GUAY, laborer, of the town of Megantic, in the district of Saint Francis, in his quality of tutor to the minor children of Edouard Prévost, to wit: Esther Prévost — and FRANÇOIS RUEST, laborer, heretofore of Port Alfred, now of parts unknown, and HENRI PREVOST, laborer, of Lake Megantic.

A building lot fronting on Fourth Avenue of the town of Port Alfred, composed of the lots numbers ninety five-one hundred and seventy eight and ninety six—twenty seven 95-178 and 96-27) of the last subdivision of the lots ninety five and ninety six (95 and 96), on the official cadastre of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, which lot of land measures fifty feet in width by one hundred and twenty five feet in depth—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The purchaser of the said immovable shall be, himself and his representatives, subject not to construct any buildings on the immovable above described nearer than fifteen feet from the line of Fourth Avenue, and must submit to the "Société de Construction Ouvrière de Chicoutimi", for approval as to exterior appearance, any plans of buildings or improvements to the buildings that are or will be erected on the said lot of land.

To be sold at the church door of Port Alfred, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN, Sheriff.
Sheriff's office,
Chicoutimi, November, 17th. 1925.
[First publication, November 21, 1925]
5300-47-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière du Loup, to wit: } XAVIER OUELLET, farmer, of the parish of Saint Louis de Kamouraska, plaintiff; against PANTALEON OUELLET, of the parish of Saint Pascal, defendant, to wit :

A lot of land situate in the second range of the township of Woodbridge, county of Kamouraska, containing about one arpent in front by fourteen arpents in depth, which lot of land forms part and is the east part of the lot of land known and designated on the official cadastre of the township of Woodbridge, under number twenty two-A (No. 22-A), of the second range; bounded to the north by the lands of the first range; to the south, by the lands of the third range;

à Charles Ouellet, ou représentants—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, comté de Kamouraska, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 7 décembre, 1925.
[Première publication, le 12 décembre, 1925]
5611—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } NAPOLEON
No 7570. } TREPANIER,

cultivateur, de la paroisse de Saint-Elleuthère, demandeur; contre ALEXANDRE SAINT-PIERRE, du même endroit, défendeur; à savoir:

La moitié nord-est du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le canton Pohénégamook, sous le numéro vingt-deux (No 22) du quatrième rang du dit canton Pohénégamook—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elleuthère, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain (1925), à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 16 novembre 1925.
[Première publication, le 21 novembre 1925]
5265—47-2

ge to the southwest by Joseph Alexandre or representatives, to the northeast by Charles Ouellet or representatives—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Bruno, county of Kamouraska, the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, December 7, 1925.
[First publication, December 12, 1925]
5612—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } NAPOLEON TRE-
No. 7570. } PANIER, farm-

er, of the parish of Saint Elleuthère, plaintiff; against ALEXANDRE SAINT-PIERRE, of the same place, defendant, to wit:

The northeast half of the lot known and designated on the official cadastre for the township of Pohénégamook, under number twenty two (No. 22) of the fourth range of the said township of Pohénégamook—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Elleuthère, the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, 1925, at HALF past ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, November 16, 1925.
[First publication, November 21, 1925]
5266—47-2

MONTMAGNY

MANDAT DU MAIRE

Montmagny, à savoir: } LA CORPORATION
No 6. } DE LA VILLE DE

MONTMAGNY, demanderesse; contre Dame THOMAS BARESE, ci-devant de Montmagny et maintenant de lieux inconnus, défenderesse.

Un emplacement situé rue Saint-Georges, quartier sud de la ville de Montmagny, connu sous le numéro deux cent quatre-vingt-trois (283) du cadastre — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A charge des répartitions d'église pour l'avenir.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la ville de Montmagny, MERCREDI, le TREIZIEME jour du mois de JANVIER, prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 7 décembre 1925.
[Première publication, le 12 décembre, 1925]
5613—50-2

MANDAT DU MAIRE.

Montmagny, à savoir: } LA CORPORATION
No 9. } DE LA VILLE DE

MONTMAGNY, demanderesse; contre PHILIAS PELLETIER, journalier, ci-devant de la ville de Montmagny et maintenant résidant à Montréal, défendeur.

Un emplacement situé rue Frontenac, quartier ouest de la ville de Montmagny, connu comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-huit (188) du cadastre — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

MONTMAGNY

WARRANT OF THE MAYOR.

Montmagny, to wit: } LA CORPORATION
No. 6. } DE LA VILLE DE

MONTMAGNY, plaintiff; against DAME THOMAS BARESE, heretofore of Montmagny and now of parts unknown, defendant.

An emplacement situate on Saint Georges Street, south ward of the town of Montmagny, known under number two hundred and eighty three (283) of the cadastre — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject hereafter to church assessment.

To be sold at my office, at the Court House of the town of Montmagny, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of month of JANUARY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, December 7th., 1925.
[First publication, December 12, 1925]
5614—50-2

WARRANT OF THE MAYOR.

Montmagny, to wit: } LA CORPORATION
No. 9. } DE LA VILLE DE

MONTMAGNY, plaintiff; against PHILIAS PELLETIER, laborer, heretofore of the town of Montmagny, and now domiciled at Montreal, defendant.

An emplacement situate on Frontenac Street, west ward of the town of Montmagny, known as forming part of lot number one hundred and eighty eight (188) of the cadastre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A charge des répartitions d'église pour l'avenir.
Pour être vendu à mon bureau, au palais de Justice, en la ville de Montmagny, MERCREDI, le TREIZIEME jour du mois de JANVIER prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-C. LISLOIS.
Bureau du shérif,
Montmagny, 7 décembre, 1925.
[Première publication, 12 décembre, 1925]
5615—50-2

Subject hereafter to church assessment.
To be sold at my office, at the Court House of the town of Montmagny, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of the month of JANUARY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff.
Sheriff's office,
Montmagny, December 7, 1925.
[First publication, December 12, 1925]
5616—50-2

MANDAT DU MAIRE
Montmagny, à savoir: } L A CORPORATION
No 7. } L DE LA VILLE DE
MONTMAGNY, demanderesse; contre AR-
MAND TURGEON, comptable, ci-devant de la
ville de Montmagny et maintenant résidant en
la cité de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé rue Saint-Georges, quar-
tier sud de la ville de Montmagny; connu sous le
numéro deux cent quatre-vingt-quatre (284)—
avec bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances.

A charge des répartitions d'église pour l'ave-
nir.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de
justice, en la ville de Montmagny, MERCRE-
DI, le TREIZIEME jour du mois de JANVIER
prochain (1926), à DIX heures de l'avant-
midi.

Le Shérif,
J.-C. LISLOIS.
Bureau du Shérif,
Montmagny, 7 décembre, 1925.
[Première publication, le 12 décembre, 1925]
5617—50-2

WARRANT OF THE MAYOR.
Montmagny, to wit: } L A CORPORATION
No. 7. } L DE LA VILLE DE
MONTMAGNY, plaintiff; against ARMAND
TURGEON, accountant, heretofore of the town
of Montmagny and now residing in the city of
Montreal, defendant.

An emplacement situate on Saint Georges
Street, south ward of the town of Montmagny,
known under number two hundred and eighty
four (284)—with the buildings thereon erected
circumstances and dependencies.

Subject hereafter to church assessment.

To be sold at my office, at the Court House of
the town of Montmagny, on WEDNESDAY, the
THIRTEENTH day of the month of JANUARY
next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff.
Sheriff's office,
Montmagny, December 7, 1925.
[First publication, December 12, 1925]
5618—50-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CANADA BROOM CO.
No 3768. } (SAMUEL ROBIN-
SON et MORRIS ROBINSON), tous deux de
la cité et du district de Montréal, faisant affai-
res ensemble comme manufacturiers de balais
sous le nom et raison sociale de "Canada Broom
Co.," demandeurs; vs SOLOMON SIN-
CLAIR, défendeur, et SINCLAIRS', LIMITED,
corporation légalement constituée ayant son
bureau chef et sa principale place d'affaires en
la cité et le district de M. tréal, tiers-saisie.

Comme appartenant à l'adite tiers-saisie:

Un lot de terre situé en la cité de Montréal,
connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-
vingt-huit (No 588), aux plan et livre de renvoi
officiels du quartier Saint-Louis, ayant front sur
la rue Cadieux—avec les bâtisses dessus érigées,
et portant les numéros civiques 526, 528, 530,
530a, 530b et 530c de la dite rue Cadieux.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUATORZIEME jour de JAN-
VIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Bureau du shérif,
Montréal, 7 décembre 1925. 5619—50-2
[Première publication, le 12 décembre 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME HONOREA FOI-
No 3579. } SY, veuve de Ro-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CANADA BROOM CO.,
No. 3768. } (SAMUEL ROBIN-
SON and MORRIS ROBINSON), both of the
City and district of Montreal, doing business
together as broom manufacturers under the
firm name and style of Canada Broom Co.,
plaintiff; vs SOLOMON SINCLAIR, defendant,
and SINCLAIRS', LIMITED, a body politic
and corporate duly incorporated and having
its head office and principal place of business
in the city and district of Montreal, tiers-saisie.

As belonging to the said tiers-saisie:

A lot of land situate in the City of Montreal,
known and designated under number five hun-
dred and eighty eight (No. 588), on the official
plan and book of reference of Saint Louis Ward,
fronting on Cadieux Street, with buildings there-
on erected and bearing civic numbers 526, 528,
530, 530a, 530b and 530c—on said Cadieux
Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FOURTEENTH day of JANUARY next,
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.
Sheriff's office,
Montreal, December 7, 1925. 5620—50-2
[First publication, December, 12, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME HONOREA FOI-
No. 3579. } SY, widow of Rodolphe

dolphe Racette, demanderesse; vs LOUIS-PHILIPPE BASTIEN, défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le village incorporé de Saint-Jean-Baptiste (maintenant le quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal), et connu et désigné comme étant le numéro quatre cent huit de la subdivision officielle du lot numéro un (No 1-408) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, et ayant front sur la rue Seaton, maintenant rue Marquette — et avec les bâtisses et dépendances y érigées, telles bâtisses portant les numéros 33, 33a et 33b de la rue Marquette, et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans les ruelles s'y rapportant, mais sans pouvoir les obstruer; ledit lot de terre mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, y compris toutes les fixtures et accessoires de lumières électriques.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 7 décembre, 1925.

[Première publication, le 12 décembre, 1925]
5621—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DAME CORDELIA No 3492. BLACHE, veuve de feu Alfred Dalbec, et agissant aux présentes en sa qualité d'exécutrice testamentaire, d'administratrice et de fiduciaire aux biens délaissés par le dit Alfred Dalbec, aux termes du testament de ce dernier, demanderesse; vs J-EMILE VAILLANCOURT, défendeur.

(a) Un emplacement situé sur le côté ouest de la rue Fullum, en la cité de Montréal, étant partie du lot de terre portant le numéro quinze cent soixante et onze (1571) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, la dite partie contenant soixante-douze pieds et onze pouces de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, situé à une distance de soixante-quinze pieds de la ligne sud-est de la rue Sainte-Catherine. La dite partie du lot ou emplacement borné en front, au nord-est par la dite rue Fullum, en arrière par une partie de terrain ci-après décrite; du côté sud-est par une autre partie dudit lot numéro quinze cent soixante et onze, appartenant à Dame F. Chartrand ou représentant, et du côté nord-ouest par une autre partie du lot numéro quinze cent soixante et onze, appartenant au Docteur Roux, ou représentants—avec deux maisons et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 92 à 104 de la rue Fullum.

(b) Un emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, contenant soixante-huit pieds et six pouces de largeur, par une profondeur de deux cent vingt-trois pieds, mesure anglaise, et formant partie du lot de terre portant le numéro quinze cent soixante et onze des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, sur le niveau de la rue Sainte-Catherine, la ligne latérale sud-ouest dudit emplacement étant à une distance de soixante huit pieds et dix pouces de la ligne latérale nord-est des lots numéros quinze cent soixante-douze et quinze cent soixante-treize

Racette, plaintiff; vs LOUIS PHILIPPE BASTIEN, defendant.

A lot of land lying and situate in the incorporated village of Saint Jean Baptiste (now Sainte Mary's Ward of the city of Montreal), and known and designated as being lot number four hundred and eight of the official subdivision of lot number one (No. 1-408), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, fronting on Seaton Street, now Marquette Street— and with the buildings and dependencies thereon erected, such buildings bearing numbers 33, 33a and 33b of Marquette Street, with the right of way in common with others having right thereto, in the lanes connected therewith, but without power to obstruct same; the said lot of land measuring twenty five feet in width by one hundred and eighteen feet in depth, English measure and more or less, with all the electric light fixtures and accessories.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 7, 1925.

[First publication, December, 12, 1925]
5622—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DAME CORDELIA No. 3492. BLACHE, widow of the late Alfred Dalbec, and hereby acting in her quality of testamentary executrix, administratrix and fiduciary to the property surrendered by the said Alfred Dalbec, on the terms of the will of the latter, plaintiff; vs J. EMILE VAILLANCOURT, defendant.

(a) An emplacement situate on the west side of Fullum Street, in the city of Montreal, being part of the lot of land bearing number fifteen hundred and seventy one (1571) on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, the said part containing seventy two feet and eleven inches in width by eighty four feet in depth, English measure, situate at a distance of seventy-five feet from the southeast line of Sainte Catherine Street. The said part of lot or emplacement is bounded in front, to the northeast by the said Fullum Street, in rear by a part of the land hereunder described, on the southeast side by another part of said lot number fifteen hundred and seventy one, belonging to Dame F. Chartrand or representatives, and on the northwest by another part of the lot number fifteen hundred and seventy one belonging to Doctor Roux, or representatives — with two houses and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 92 to 104 of Fullum Street;

(b) An emplacement situate in Saint Mary's ward, of the city of Montreal, containing sixty eight feet and six inches in width, by a depth of two hundred and twenty three feet, English measure, and forming part of the lot of land bearing number fifteen hundred and seventy one, on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward, on the level of Sainte Catherine Street, the southwest lateral line of the said emplacement being at a distance of sixty eight feet and ten inches from the northeast lateral line of lots numbers fifteen hundred and seventy two and fifteen hundred and

du dit plan officiel; le dit emplacement borné en front, au nord-ouest, par la dite rue Sainte-Catherine, en arrière par le lot numéro quinze cent soixante-dix, du côté sud-ouest, par une autre partie du lot numéro quinze cent soixante et onze appartenant à Dame Louise Chartrand, et du côté nord-est, partie par une autre partie du lot numéro 1571, et partie par une autre partie du dit lot numéro 1571, appartenant à la dite Dame Louise Chartrand, — et avec maisons, salle de théâtre et autres bâties dessus const uites, portant les numéros 1234 à 1246 de la rue Sainte-Catherine est, et avec toutes les servitudes actives et passives concernant un passage établi, partie sur le dit terrain et partie sur les terrains voisins, pour l'usage commun de tous ceux qui peuvent y avoir droit, pour communiquer du terrain ci-dessus décrit à la rue Fullum.

Pour être vendus, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. juge Coderre, daté le 5 octobre, 1925.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 novembre, 1925.
[Première publication, le 21 novembre, 1925]
5269—47-2

seventy three of the said official plan; the said emplacement is bounded in front, to the north-west by the said Sainte Catherine Street, in rear by lot number fifteen hundred and seventy, on the southwest side, by another part of lot number fifteen hundred and seventy one, belonging to Dame Louise Chartrand, and on the northeast side, partly by another part of lot number 1571, and partly by another part of said lot number 1571, belonging to the said Dame Louise Chartrand—and with houses, theatre hall and other buildings thereon erected, bearing numbers 1234 to 1246 of Sainte Catherine Street East, and with all the active and passive servitudes relating to a passage established partly on the said land and partly on the neighbouring lands, for the use in common of all those having right therein, to communicate from the land hereabove described with Fullum Street.

To be sold, *en bloc*, at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 5th. of October, 1925.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 17, 1925.
[First publication, November 21, 1925]
5270—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE LACHINE, corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires dans la cité de Lachine, district de Montréal, demanderesse; vs DAME ZAKEE ASSALY, épouse séparée de biens de Peter Assaly, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Deux lots de terre connus et désignés sous les Nos 571 et 572 des plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le côté est de la Treizième Avenue, dans la cité de Lachine—sans bâties.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 novembre, 1925.
[Première publication, le 21 novembre, 1925]
5271—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHINE, a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Lachine, district of Montreal, plaintiff; vs DAME ZAKEE ASSALY, wife separate as to property of Peter Assaly, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, defendant.

Two lots of land known and designated under Nos. 571 and 572, on the official plan and book of reference of the Town of Lachine, in the county of Jacques Cartier, fronting on the east side of Thirteenth Avenue, in the city of Lachine—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 17, 1925.
[First publication, November 21, 1925]
5272—47-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } OLIVIER LEPIRE, cultivateur, Lac-à-Beauce; contre JOSEPH SAVARD, commerçant, JOSEPH LAMARCHE, industriel, ERNEST DESBIENS, contracteur, et LUCIEN FUSEY, comptable, faisant affaires sous le nom de "Desbiens & Fusey", tous défendeurs conjointement et solidairement, de La-Tuque, à savoir:

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } OLIVIER LEPIRE, farmer, Lac à Beauce; against JOSEPH SAVARD, trader, JOSEPH LAMARCHE, manufacturer, ERNEST DESBIENS, contractor, and LUCIEN FUSEY, accountant, carrying on business under the name of "Desbiens & Fusey", all jointly and severally defendants, of La Tuque, to wit:

Saisi comme appartenant à Joseph Savard, l'un des défendeurs:

Le lot No 52 (cinquante-deux) de la subdivision du lot No 25A (vingt-cinq-A) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un lot de terre situé en la ville de La-Tuque, sur la rue Commerciale—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La-Tuque, comté de Champlain, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 9 décembre 1925.

[Première publication, 12 décembre 1925]

[Deuxième publication, 26 décembre 1925]

5623—50-2

Seized as belonging to Joseph Savard, one of the defendants:

The lot No. 52 (fifty two) of the subdivision of lot No. 25-A (twenty five-A) of the official cadastre for the first range of the township of Mailhot, county of Champlain, being a lot of land situate in the town of La Tuque, on Commerciale Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of La Tuque, county of Champlain, the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office.

Sheriff.

Quebec, December 9, 1925.

[First publication, December 12, 1925]

[Second publication, December 26, 1925]

5624—50-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Rimouski.

No 8544. } D.-E. BERNIER; vs AL-

} BERT LEVESQUE, Lac

Humqui, savoir:

Le lot numéro douze-2, au cadastre officiel du quatrième rang du canton Pinault—avec bâties.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint Léon-le-Grand, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHS. DANJOU.

Rimouski, 17 novembre, 1925.

[Première publication, le 21 novembre, 1925]

5275—47-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

No. 8544. } D. E. BERNIER; vs AL-

} BERT LEVESQUE, Lake

Humqui, to wit:

The lot number twelve-2, on the official cadastre for the fourth range of the township of Pinault—with the buildings thereon.

To be sold at the door of the church of Saint Léon le Grand, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. DANJOU,

Sheriff's office,

Sheriff.

Rimouski, November 17, 1925.

[First publication, November 21, 1925]

5276—47-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ELZ. FRENETTE,
District de Roberval, } cultivateur, de Lac

No 2567. } Bouchette, deman-
deur; vs EMMANUEL BRASSARD, mainte-
nant de Montréal, défendeur, & ADELARD
LAVOIE, forgeron, et Al, et STANISLAS
COUTURE, de Saint-Jérôme, tiers-saisi.

Contre les biens immobiliers du dit tiers-saisi Stanislas Couture.

1. La partie nord du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-six-B-trente-six, (Ptie Nord No 46-B-36), du premier rang, au cadastre officiel du canton Caron, mesurant quarante et un pieds de front sur quatre-vingt-sept pieds de profondeur; avec la boutique y érigée—bornée en front, vers l'ouest, à la route de l'église, en arrière vers l'est, au terrain ci-après en troisième lieu décrit, joignant au nord le terrain ci-après décrit et au sud au résidu du dit lot numéro quarante-six-B-trente-six, appartenant à William Audet;

2. La partie sud du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-six-B-trente-cinq (Ptie Sud No 46-B-35), du dit premier rang, du cadastre du dit canton Caron—avec les bâties dessus construites, mesurant environ trente-

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } ELZ. FRENETTE,
District of Roberval, } farmer, of Lake

No. 2567. } Bouchette, plaintiff;
vs EMMANUEL BRASSARD, now of Mon-
tréal, defendant, and ADELARD LAVOIE,
blacksmith, et Al, and STANISLAS COUTURE,
of Saint Jerome, garnishee.

Against the immovable property of said garnishee Stanislas Couture.

1. The north part of the lot of land known and designated under number forty-six-B-thirty-six, (Noth Pt. No. 46-B-36) of the first Range of the official cadastre of the township of Caron, measuring forty-one feet in front by eighty-seven feet in depth; with the shop thereon erected—bounded in front, towards the west, by the church by-road, in rear towards the east, to the land thirdly hereunder described, to the north by the land hereunder described, and to the south by the residue of the said lot number forty-six-B-thirty-six, belonging to William Audet;

2. The south part of the lot of land known and designated under number forty-six-B-thirty-five (South Pt. No. 46-B-35) of the said first Range of the cadastre of the said township Caron—with the buildings thereon erected, measuring

quatre pieds de front sur quatre-vingt-sept pieds de profondeur; bornée en front vers l'ouest à la route de l'église, en arrière, vers l'est au terrain ci-après décrit, joignant au nord le terrain appartenant à Charles Hudon, et au sud celui ci-dessus décrit;

3. Un autre terrain contigu aux deux terrains ci-dessus décrits, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur; borné vers l'ouest aux deux terrains ci-dessus décrits, en arrière, vers l'est au terrain de Basile Néron, joignant au nord le terrain de Charles Hudon, et au sud celui de William Audet, lequel emplacement fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante six-B-trente-sept, (Ptie No 46-B-37), du premier rang du cadastre du canton Caron.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan), MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain (1925), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 16 novembre 1925. 5277-47-2
[Première publication, le 21 novembre 1925]

about thirty-four feet in front by eighty-seven feet in depth; bounded in front, towards the west by the church by-road, in rear, towards the east, by the land hereunder described, to the north by the land belonging to Charles Hudon, and to the south by the one hereabove described;

3. Another lot of land contiguous to the two lots of land hereabove described, measuring seventy-five feet in width by ninety-five feet in depth; bounded, towards the west, by the two lots of land hereabove described, in rear, towards the east, by the land of Basile Néron, to the north by the land of Charles Hudon, and to the south by the land of William Audet, said emplacement being part of the lot of land known and designated under number forty-six-B-thirty-seven, (Pt. No. 46-B-37), of the first Range of the cadastre of the township of Caron.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Jérôme (Metabetchouan) TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER next (1925), at ONE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, November 16, 1925. 5278-47-2
[Première publication, le 21 novembre 1925]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit du district de Québec.
Malbaie, à savoir: } P.-T. LEGARE, LIMITEE, corporation légale ayant son principal bureau d'affaire en la cité de Québec, demanderesse; vs PAUL DUFOUR, ci-devant de Saint-Siméon et maintenant de Port-aux-Quilles, et P. VILLENEUVE, de La Malbaie, dans le comté de Charlevoix, conjointement et solidairement, mais ayant aux fins des présentes fait élection de domicile au bureau de la demanderesse à Québec.

La moitié nord-est du lot No. 2 du rang 2 nord-est du canton Callière, appartenant au défendeur—Paul Dufour compris les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Siméon, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE, prochain 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ELIE MALTAIS.
La Malbaie, 16 novembre, 1925
[Première publication, le 21 novembre, 1925]
5297-47-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Québec.
Malbaie, to wit: } P. T. LEGARE, LIMITED, a body politic and corporate having its head office in the city of Québec, plaintiff; vs PAUL DUFOUR, heretofore of Saint-Siméon and now of Port aux Quilles, and P. VILLENEUVE, of La Malbaie, in the county of Charlevoix, jointly and severally, but having for the purposes hereof made election of domicile at the office of the plaintiff, at Québec.

The northeast half of the lot No. 2 of the Second northeast Range of the township of Callière, belonging to the defendant Paul Dufour—together with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint-Siméon, the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS, Sheriff.
Sheriff's office,
La Malbaie, November 16, 1925.
[First publication, November 21, 1925]
5298-47-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 398. } LA CITE DE SHERBROOKE, corporation ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, demanderesse; contre DAME GERTRUDE SKINNER, de Sherbrooke, veuve de feu Sylvester-W. Jenckes, en son vivant manufacturier, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défenderesse.

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 398. } THE CITY OF SHERBROOKE, a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, plaintiff; against DAME GERTRUDE SKINNER, of Sherbrooke, widow of the late Sylvester W. Jenckes, in his lifetime, manufacturer, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, defendant.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse:

Ces certains terrains connus et désignés comme étant les lots numéros 422 et 426, sur les plans du cadastre et au livre de renvoi officiels pour le quartier Nord de la Cité de Sherbrooke—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Les dits immeubles portant le numéro civique 28 de la rue Prospect, dans la cité de Sherbrooke.

Pour être vendus au bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la cité de Sherbrooke, MARDI le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE, (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 16 novembre 1925. 5281—47-2
[Première publication, le 21 novembre 1925]

Seized as belonging to the said defendant:

Those certain lots of land known and designated as being lots numbers 422 and 426, on the official cadastral plan and book of reference for the North Ward of the city of Sherbrooke—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said immovables bearing civic number 28 Prospect Street, in the city of Sherbrooke.

To be sold at the office of the sheriff, at the Court House, in the city of Sherbrooke, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of DECEMBER, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, November 16, 1925. 5282—47-2
[First publication, November 21, 1925]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } DAME DORILL-
No 467. } LA GARCEAU

ET VIR. demanderesse; vs DAME IMELDA LACOURSE ET VIR. défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, savoir:

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Prosper, et portant le numéro quarante-huit (No 48) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de Saint-Prosper, dans le comté de Champlain, contenant un arpent et demi de largeur par dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins; borné au bout sud-est au cordon du premier rang Saint-Edouard, au bout nord-ouest par un chemin public, du côté nord-est à Alexandre Côté et du côté sud-ouest à F.-X. Frigon—avec la moitié sud-ouest de la grange érigée sur le lot de terre voisin portant le numéro quarante-neuf (49) du dit cadastre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, dans le comté de Champlain, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 7 décembre 1925.
[Première publication, 12 décembre 1925]
5625—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH RHEAULT,
No 365. } demandeur; contre
VICTOR GAGNON, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Quatre lots de terre située au sud-ouest de la rue Saint-Maurice, en la cité des Trois-Rivières, connus et désignés comme étant les lots de subdivision numéros trois cent cinquante-deux, trois cent cinquante-trois, trois cent cinquante-quatre et trois cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-352-353-354 et 355) du cadastre officiel fait pour la cité des Trois-Rivières—avec droit dans la ruelle se trouvant à la profondeur d'iceux, laquelle est connue et désignée sous le numéro trois cent cinquante-six de ladite subdivision officielle dudit lot numéro dix-sept cent cinquante-

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } DAME DORILLA
No. 467. } GARCEAU ET

VIR. Plaintiff; vs DAME IMELDA LACOURSE ET VIR. Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A lot of land situate in the parish of Saint Prosper, bearing number forty eight (No. 48), on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint Prosper, in the county of Champlain, containing one arpent and a half in width by eighteen arpents in depth, more or less; bounded on the southeast end by the cordon of the first Saint Edouard range, on the northwest end by a public road, on the northeast side by Alexandre Côté and on the southwest side by F. X. Frigon—with the southwest half of the barn erected on the next lot of land bearing number forty nine (No. 49) of the said cadastre.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Prosper, in the county of Champlain, the TWELFTH day of JANUARY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, December 7, 1925.
[First publication, December 12, 1925]
5626—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } JOSEPH RHEAULT,
No. 365. } Plaintiff; vs VICTOR GAGNON, Defendant.

As belonging to the said Defendant, to wit:

Four lots of land situate on the southwest of Saint Maurice Street, in the city of Three Rivers, known and designated as being the subdivision lots numbers three hundred and fifty two, three hundred and fifty three, three hundred and fifty four and three hundred and fifty five of the official subdivision of lot number seventeen hundred and fifty five (1755-352, 353, 354 and 355), on the official cadastre made for the city of Three Rivers—with right in the lane being at the depth of same, which is known and designated under number three hundred and fifty six of the said official subdivision of said lot number seventeen hundred

cinq (1755-356), laquelle devra rester comme ruelle et être entretenue comme telle par l'acquéreur qui s'y oblige, de l'entretenir comme ruelle sans jamais pouvoir rien déposer qui soit de nature à gêner la circulation en icelle—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain 1926, à DIX heures du matin, suivant l'ordonnance du protonotaire de la Cour Supérieure du district des Trois-Rivières, en date du 25 novembre 1925.

Le shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 7 décembre 1925.

[Première publication, 12 décembre 1925]

5627—50-2

and fifty five (1755-356), which must remain as a lane and be maintained as such by the purchaser who is obliged to maintain it as a lane, without ever being able to deposit anything of a nature to hinder circulation in same—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block, at the office of the sheriff of Three Rivers, in the Court House of the city of Three Rivers, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, according to order of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Three Rivers, dated the 25th of November, 1925.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office.

Three Rivers, December 7, 1925.

[First publication, December 12, 1925]

5628—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir :

No 127. JOSEPH WILLIAM BOISVERT, demandeur; vs ARTHUR DESAULNIERS, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir : Une terre située en la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, sur le troisième rang, de la contenance de trois arpents de largeur sur la profondeur du dit rang, connue et désignée, la dite terre, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, comme étant le lot numéro soixante et onze (No 71)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, 1925, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 16 novembre, 1925.

[Première publication, le 21 novembre, 1925]

5283—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit :

No 127. JOSEPH WILLIAM BOISVERT, plaintiff; vs ARTHUR DESAULNIERS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit : A farm situate in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, in the third range, containing three arpents in width by the depth of the said range, known and designated, the said land, on the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Boniface de Shawinigan, as being lot number seventy one (No. 71)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, in the county of Saint Maurice, the TWENTY THIRD day of DECEMBER, next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office,

Three Rivers, November 16, 1925.

[First publication, November 21, 1925]

5284—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir :

No 657. ULDERIC GIRARD, demandeur-saisi; vs THE CANADA IRON FOUNDRIES, LTD., corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires en les cité et district de Montréal, et ayant aussi un bureau et place d'affaires en les cité et district des Trois-Rivières, défenderesse, saisissante; & JACQUES BUREAU, PHILIPPE BIGUE & GEORGES GOUIN, avocats, tous trois des cité et district des Trois-Rivières, et y pratiquant leur profession ensemble sous la raison sociale de : Bureau, Bigué & Gouin, distrayants.

Comme appartenant à Uldéric Girard, demandeur-saisi, savoir :

Un lot de terre ayant front sur la rue Champflour, en la cité des Trois-Rivières, de la contenance de vingt-six pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout à la mesure anglaise, et étant le lot de terre connu sous le numéro onze, au plan de la subdivision officielle du lot numéro deux mille deux cent dix (2210-11) du cadastre d'enregistrement pour la dite cité des Trois-Rivières—avec la maison dessus construite, dont la porte d'entrée est désignée par le

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit :

No 657. ULDERIC GIRARD, plaintiff-seized; vs THE CANADA IRON FOUNDRIES, LTD., a body politic and corporate, having its principal office and chief place of business in the city and district of Montreal, and having also an office and place of business in the city and district of Three Rivers, defendant-seizing; & JACQUES BUREAU, PHILIPPE BIGUE & GEORGES GOUIN, advocates, all three of the city and district of Three Rivers, and there practising their profession together under the firm name of Bureau, Bigué & Gouin, distracting for costs.

As belonging to Uldéric Girard, plaintiff-seized, to wit :

A lot of land fronting on Champflour Street, in the city of Three Rivers, containing twenty six feet in width by one hundred feet in depth, the whole English measure, and being the lot of land known under number eleven, on the official subdivision plan of lot number two thousand two hundred and ten (2210-11) of the official cadastre for the said city of Three Rivers—together with the house thereon erected, of which the entrance door is designated by

No 218 de la dite rue Champflour, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, 1925, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 16 novembre, 1925.
[Première publication, le 21 novembre, 1925]
5287—47-2

No. 218 of the said Champflour Street, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, November 16, 1925.
[First publication, November 21, 1925]
5288—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } OMER COSSETTE,
No 824. } demandeur; vs
EDWIDGE FRANCOEUR, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Sainte-Thècle, sur le rang Saint-Thomas, étant le lot connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante et un-cent vingt de la subdivision du lot numéro trois cent cinquante et un (351) du cadastre pour la paroisse de Saint-Stanislas, contenant trois arpents de largeur sur environ vingt-trois arpents de profondeur; borné au bout sud-est au cordon du rang Saint-Emile, au bout nord-ouest au cordon du rang C sud, d'un côté par Rosaire Fiset et de l'autre côté par Pierre Dupuis — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous les réserves en faveur des représentants de feu Evan-John Price, concernant certains bois et mines, suivant leurs titres.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Champlain, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, 1925, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 16 Novembre, 1925.
[Première publication, le 21 novembre, 1925]
5285—47-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } OMER COSSETTE,
No. 824. } plaintiff; vs
EDWIDGE FRANCOEUR, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Sainte Thècle, in range Saint Thomas, being the lot of land known and designated under number three hundred and fifty one—one hundred and twenty of the subdivision of lot number three hundred and fifty one (351), on the official cadastre for the parish of Saint Stanislas, containing three arpents in width by about twenty three arpents in depth; bounded on the southeast end by the cordon of range Saint Emile, on the northwest end by the cordon of range C South, on one side by Rosaire Fiset, and on the other side by Pierre Dupuis, — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, under the reserves in favour of the representatives of the late Evan John Price, respecting certain timber and mines, according to titles.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Thècle, in the county of Champlain, the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, November 16, 1925.
[First publication, November, 21, 1925]
5286—47-2

Demandes à la Législature

La Corporation de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à la Loi la constituant en Corporation, 10 Georges V, chapitre 127 et 12 Georges V, chapitre 128—quant à ses pouvoirs, les placements et les garanties de ses propres deniers et de ceux d'autrui, les responsabilités des fiduciaires et autres en rapport avec iceux, et pour autres fins.

Le procureur de la requérante,
ALPHONSE DECARY.

Montréal, ce 9 décembre 1925. 5653—50-4

Applications to the Legislature

The Title Guarantee & Trust Corporation of Canada will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its Act of Incorporation, 10 Georges V, chapter 127 and 12 Georges V, chapter 128—regarding its powers, the investments, the guarantees of its own moneys and of those of others, the responsibilities of Trustees and others in relation therewith, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioner.

Montreal, December 9, 1925. 5654—50-4

Daniel Saint-Aubin, cultivateur, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que les terres situées dans la ville Mont-Royal, portant les Nos 467 à 478 inclusivement du cadastre de la paroisse Saint-Laurent, en soient détachées pour les fins municipales et

Daniel Saint-Aubin, farmer, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask that the farms situated in the town of Mount Royal, bearing the Nos. 467 to 478 inclusively of the cadaster of the parish of Saint Laurent, be detached therefrom for municipal and school pur-

secolaires, et annexées à la dite paroisse de Saint-Laurent, et pour autres fins.

Le requérant,
DANIEL SAINT-AUBIN.
Montréal, 9 décembre 1925. 5655—50-4

Avis est par la présente donné que la Compagnie d'assurance mutuelle du Commerce contre l'Incendie s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, dans le but de faire amender sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 108, relativement aux qualités requises des personnes qui peuvent faire partie de la compagnie et aussi pour permettre à la Compagnie d'assumer tous les risques mentionnés à l'article 7032 des Statuts refondus, 1909.

Le président,
F. H. DAIGNEAULT.
Le secrétaire-trésorier,
T. A. SAINT-GERMAIN.
Québec, 11 décembre 1925. 5657—50-4

pose and annexed to the said parish of Saint-Laurent, and for other purposes.

The Petitioner,
DANIEL SAINT-AUBIN.
Montreal, December 9, 1925. 5656—50-4

Notice is hereby given that the Commercial Mutual Insurance Company against fire will apply to the Legislature, at its next session, for the purpose of amending its charter, the Act 7 Edward VII, chapter 108, respecting the qualities required from persons who may form part of the company and also to permit the company to assume all the risks mentioned in article 7032 of the Revised Statutes, 1909.

F. H. DAIGNEAULT,
President.
T. A. SAINT-GERMAIN,
Secretary-treasurer.
Quebec, December 11, 1925. 5658—50-4

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 50

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Dion vs Levesque.....	3727
" Fontaine vs Dorion.....	3727
" Greenberg vs Tamarin.....	3726
" Lemieux vs Blanchet.....	3726
" Menard vs Messier.....	3726
" Shindleheim vs Alder.....	3727
" Trépanier vs Bédard.....	3727

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dame Lottinville vs Paquette.....	3227
-----------------------------------	------

ANNONCEURS:—Avis aux.....	3683
---------------------------	------

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Jury pour le concours littéraire et scientifique 1925.....	3684
--	------

ASSURANCES:—

La Cie d'assurance du Peuple du Canada.....	3718
Phoenix Ass. Co. Ltd of London, England.....	3717

AVIS DIVERS:—

Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Lac Kiskising.....	3728
Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Lac Lescarbot.....	3728
Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Rivière Bostonnais.....	3728
Cour du Banc du Roi, district de Terrebonne.....	3729

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Concernant les bills privés qui seront présentés à la prochaine session.....	3687
--	------

BUREAU-CHEF:—

Foley Brothers Inc. & Chambers, McQuigge & McCaffrey Co., Ltd.....	3729
Frontenac Coal Co., Ltd.....	3729

Index of the Quebec Official Gazette, No 50

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Dion vs Levesque.....	3727
" Fontaine vs Dorion.....	3727
" Greenberg vs Tamarin.....	3726
" Lemieux vs Blanchet.....	3726
" Menard vs Messier.....	3726
" Shindleheim vs Alder.....	3727
" Trépanier vs Bédard.....	3727

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Dame Lottinville vs Paquette.....	3727
-----------------------------------	------

ADVERTISERS:—Notice to.....	3683
-----------------------------	------

ORDER-IN-COUNCIL:—

Jury of Literary and Scientific competition 1925.....	3684
---	------

INSURANCES:—

The People's Life Assurance Co. of Canada.....	3718
Phoenix Ass. Co. Ltd of London, England.....	3717

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Lake Kiskising.....	3728
Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: Lake Lescarbot.....	3728
Belgo Canadian Paper Co., Ltd re: River Bostonnais.....	3728
Court of King's Bench, district of Terrebonne.....	3729

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Relating to Private Bills to be introduced during the next session.....	3687
---	------

CHIEF-OFFICE:—

Foley Brothers Inc. & Chambers, McQuigge & McCaffrey Co., Ltd.....	3729
Frontenac Coal Co., Ltd.....	3729

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.....	3723
Bureau de Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec....	3724
Cité d'Outremont.....	3718
Cité du Cap de la Madeleine.....	3725
Commercial Mutual Insurance Co.....	3750
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.....	3722
Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie.....	3722
Congregation Shaare Tefilah.....	3724
Corporation de Saint-Vincent-de-Paul...	3725
Corporation scolaire des Ecores.....	3725
Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal.....	3522
La Corporation de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada.....	3749
L'Association des chimistes professionnels de Québec.....	3725
L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec.....	3719
Middleton, J. A., <i>et al.</i>	3724
Monette, Rodolphe.....	3719
New Beth Jehuda Synagogue.....	3724
Noranda Mines, Ltd.....	3720
Rouyn Mines Railway Co.....	3724
Shaare Zion Congregation of Montreal..	3726
Sherbrooke Trust Company.....	3723
Société St-Jean-Baptiste de Québec....	3721
Sœurs de la Présentation.....	3720
Stanley Presbyterian Church.....	3726
St. Aubin, Daniel.....	3749
St. Lawrence Paper Mills, Ltd.....	3719
Tétreault, Adélaïde.....	3722
The Ogilvie Flour Mills Co., Ltd.....	3720
The Montreal Central Terminal Co.....	3721
Ville de Barkmere.....	3719
Ville de Chicoutimi <i>et al.</i>	3721
Ville de Montréal-Est.....	3723

LETTRES PATENTES:—

Abitibi Cochrane Exploration Co.....	3687
Biltmore Realty and Construction, Ltd.	3691
Consolidated Investment Corporation...	3693
Foley Brothers Inc. and Chambers, McQuigg & McCaffrey Co., Ltd.....	3715
G. Archambault, Limitée.....	3696
General Refrigerator Corporation.....	3697
Gerson-Rothbart, Limited.....	3700
John-F. Davis and Sons, Limited.....	3705
Jules Gauvin, Limitée.....	3707
La Cie de Chauffage par Friction, Ltée—Friction Heating Co., Ltd.....	3706
La Fayette, Limitée.....	3706
La Laiterie Canadienne, Ltée—The Canadian Dairy, Ltd.....	3702
L'Union Médicale du Canada.....	3704
Newsprint Investment Corporation.....	3711
Pyramid Sales Corporation, Ltd.....	3704
Savoy Hat, Limited.....	3714
The Melrose Hairdressing Parlor Co., Ltd.....	3710

MINUTES DE NOTAIRES:—

En faveur de Deschênes, J.-L.....	3730
-----------------------------------	------

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles.....	3684
----------------------------	------

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec.....	3723
Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec.....	3724
City of Outremont.....	3718
City of Cap de la Madeleine.....	3725
Commercial Mutual Insurance Co.....	3750
Montreal Catholic School Commission..	3722
Community of the Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary.....	3722
Congregation Shaare Tefilah.....	3724
Corporation of Saint-Vincent de Paul...	3725
School Corporation of des Ecores.....	3725
Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal.....	3722
The Title Guarantee & Trust Corporation of Canada.....	3749
The Association of Professional Chemists of Quebec.....	3725
L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec.....	3719
Middleton, J. A., <i>et al.</i>	3724
Monette, Rodolphe.....	3719
New Beth Jehuda Synagogue.....	3724
Noranda Mines, Ltd.....	3720
Rouyn Mines Railway Co.....	3724
Shaare Zion Congregation of Montreal..	3726
Sherbrooke Trust Company.....	3723
Société St-Jean-Baptiste de Québec....	3721
Sœurs de la Présentation.....	3720
Stanley Presbyterian Church.....	3726
St. Aubin, Daniel.....	3749
St. Lawrence Paper Mills, Ltd.....	3719
Tétreault, Adélaïde.....	3722
The Ogilvie Flour Mills Co., Ltd.....	3720
The Montreal Central Terminal Co.....	3721
Town of Barkmere.....	3719
Town of Chicoutimi <i>et al.</i>	3721
Town of Montreal East.....	3723

LETTERS PATENT:—

Abitibi Cochrane Exploration Co.....	3687
Biltmore Realty and Construction, Ltd.	3691
Consolidated Investment Corporation...	3693
Foley Brothers Inc. and Chambers, McQuigg & McCaffrey Co., Ltd.....	3715
G. Archambault, Limitée.....	3696
General Refrigerator Corporation.....	3697
Gerson-Rothbart, Limited.....	3700
John-F. Davis and Sons, Limited.....	3705
Jules Gauvin, Limitée.....	3707
La Cie de Chauffage par Friction, Ltée—Friction Heating Co., Ltd.....	3706
La Fayette, Limitée.....	3706
La Laiterie Canadienne, Ltée—The Canadian Dairy, Ltd.....	3702
L'Union Médicale du Canada.....	3704
Newsprint Investment Corporation.....	3711
Pyramid Sales Corporation, Ltd.....	3709
Savoy Hat, Limited.....	3714
The Melrose Hairdressing Parlor Co., Ltd.....	3710

NOTARIAL MINUTES:—

In favor of Deschênes, J. L.....	3730
----------------------------------	------

APPOINTMENTS:—

School Commissioners.....	3684
---------------------------	------

PROCLAMATION:—

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires, etc.....	3686
Partie Sainte-Flore à Saint-Gérard-des-Laurentides.....	3785

SOUMISSIONS:—

Cité de Longueuil.....	3730
Commission scolaire, ville d'Amos.....	3731
Municipalité de Pointe-au-Pic.....	3731
Municipalité scolaire de Privat.....	3731
Municipalité scolaire de la ville d'Aylmer.....	3732

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Bouchard, Pierre.....	3733
Desjardins, Alphonse.....	3733

VENTE PAR LICITATION:—

Huneault vs Viau <i>et vir et al.</i>	3734
Ouimet vs Ouimet <i>et al.</i>	3735

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUHARNOIS:—

Harte vs Harte.....	3737
Picard vs Clark.....	3737
Leduc vs Leduc.....	3736
Tessier vs Lefebvre.....	3737

CHICOUTIMI:—

Gauthier vs Tremblay.....	3739
Girard vs Martel.....	3738
Nimé vs Gagné.....	3738
Vézina vs Guay <i>et al.</i>	3740
Ville de Chicoutimi vs Dufour.....	3739

KAMOURASKA:—

Ouellet vs Ouellet.....	3740
Trépanier vs St-Pierre.....	3741

MONTMAGNY:—

Ville de Montmagny vs Baresse.....	3741
Ville de Montmagny vs Pelletier.....	3741
Ville de Montmagny vs Turgeon.....	3742

MONTREAL:—

Blache vs Vaillancourt.....	3743
Canada Broom Co. vs Sinclair.....	3742
Cité de Lachine vs Assaly <i>et vir</i>	3744
Foisy vs Bastien.....	3742

QUÉBEC:—

Lepire vs Savard <i>et al.</i>	3744
--------------------------------------	------

RIMOUSKI:—

Bernier vs Lévesque.....	3745
--------------------------	------

ROBERVAL:—

Frenette vs Brassard.....	3745
---------------------------	------

SAGUENAY:—

P.-T. Légaré, ltée vs Dufour <i>et al.</i>	3746
--	------

PROCLAMATION:—

Convocation of the Legislature for the despatch of business, etc.....	3686
Part Sainte Flore to Saint Gérard-des-Laurentides.....	3685

TENDERS:—

City of Longueuil.....	3730
School Commission, town of Amos.....	3731
Municipality of Pointe-au-Pic.....	3731
School municipality of Privat.....	3731
School municipality of the Town of Aylmer.....	3732

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Bouchard, Pierre.....	3733
Desjardins, Alphonse.....	3733

SALE BY LICITATION:—

Huneault vs Viau <i>et vir et al.</i>	3734
Ouimet vs Ouimet <i>et al.</i>	3735

SHERIFFS' SALES:—

BEAUHARNOIS:—

Harte vs Harte.....	3737
Picard vs Clark.....	3737
Leduc vs Leduc.....	3736
Tessier vs Lefebvre.....	3737

CHICOUTIMI:—

Gauthier vs Tremblay.....	3739
Girard vs Martel.....	3738
Nimé vs Gagné.....	3738
Vézina vs Guay <i>et al.</i>	3740
Town of Chicoutimi vs Dufour.....	3739

KAMOURASKA:—

Ouellet vs Ouellet.....	3740
Trépanier vs St-Pierre.....	3741

MONTMAGNY:—

Town of Montmagny vs Baresse.....	3741
Town of Montmagny vs Pelletier.....	3741
Town of Montmagny vs Turgeon.....	3742

MONTREAL:—

Blache vs Vaillancourt.....	3743
Canada Broom Co. vs Sinclair.....	3742
City of Lachine vs Assaly <i>et vir</i>	3744
Foisy vs Bastien.....	3742

QUÉBEC:—

Lepire vs Savard <i>et al.</i>	3744
--------------------------------------	------

RIMOUSKI:—

Bernier vs Lévesque.....	3745
--------------------------	------

ROBERVAL:—

Frenette vs Brassard.....	3745
---------------------------	------

SAGUENAY:—

P. T. Légaré, Ltd vs Dufour <i>et al.</i>	3746
---	------

SAINT-FRANÇOIS:—

Cité de Sherbrooke vs Skinner 3746

TROIS-RIVIÈRES:—

Boisvert vs Désaulniers 3747
 Cossette vs Francœur 3748
 Garceau *et vir* vs Lacourse *et vir* 3747
 Girard vs Canada Iron Foundries, Ltd. . . 3747
 Rhéault vs Gagnon 3747

SAINT FRANCIS:—

City of Sherbrooke vs Skinner 3746

THREE RIVERS:—

Boisvert vs Désaulniers 3747
 Cossette vs Francœur 3748
 Garceau *et vir* vs Lacourse *et vir* 3747
 Girard vs Canada Iron Foundries, Ltd. . . 3747
 Rhéault vs Gagnon 3747

